

**REVUE FRANCOPHONE  
DU  
DEVELOPPEMENT  
DURABLE**

## Sommaire du n°3

### Serge Latouche et la décroissance

#### *Editorial*

*La décroissance est-elle un nouveau paradigme de développement.....*3  
Serge Latouche

*Les fondements épistémologiques lacano-marxistes de la décroissance  
chez Serge Latouche.....*22  
Ozgun Gun, Franck Dominique Vivien

*Jacques, François, Cornélius et les autres.....*34  
Sébastien Baron, Arnaud Diemer, Maryvonne Girardin

*De la bioéconomie à la décroissance : proximités et distances  
entre Nicholas Georgescu-Roegen et Serge Latouche.....*56  
Sylvie Ferrari

*La décroissance, remise en cause de la modernité.....*71  
Fabrice Flipo

*La décroissance, quelles stratégies, propositions et limites ? .....*85  
Vincent Liegey

*Les milieux populaires au secours de la planète.....*98  
Simon Lecomte, Paul Ariès

*La gratuité contre le changements climatique .....*108  
Paul Ariès

#### **Fiches de lecture**

*La décroissance de Nicholas Georgescu-Roegen.....*112  
Antoine Missemmer

*La part du colibri de Pierre Rabhi.....*116  
Nathalie Garcia

*Petit Traité de la décroissance sereine de Serge Latouche.....*119  
Maryvonne Girardin

*Un projet de décroissance, Manifeste pour une DIA de Vincent Liegey et alii.....*123  
Clémentine Raineau

## EDITORIAL

Le duo croissance-développement a longtemps été présenté comme le seul remède aux maux de nos sociétés... Pour la plupart d'entre nous, la croissance est nécessaire pour s'engager dans la voie de la prospérité, pour réduire le chômage et la pauvreté, pour stimuler l'économie... Une société sans croissance serait ainsi une utopie, voire un doux rêve animé par les forces de gauche (Front de Gauche, marxistes, écologistes...). De son côté, une croissance sans développement s'avère incapable de modifier en profondeur les structures d'une société. Le développement est nécessaire si l'on veut entrer dans l'économie du 21<sup>e</sup> siècle, une économie où l'innovation, le progrès technique et le consumérisme occupent une place importante.

Difficile dans un tel cadre conceptuel, de donner de la crédibilité aux idées soutenues par la décroissance ou de prendre au sérieux les initiatives politiques et intellectuelles s'y rattachant (création de *l'Institut d'Etudes Economiques et Sociales pour la Décroissance Soutenable* - IEEDS - en 2002, du *Parti Pour La Décroissance* en 2006).

Et pourtant, il semblerait que la décroissance soit devenue une idée qui chemine progressivement dans les discours (discours d'Yves Cochet devant l'Assemblée Nationale, le 14 octobre 2008) et les débats (dossier sur la décroissance paru dans *Politis* en 2003, mensuel de février 2004 de la Confédération paysanne, émission de France inter du 28 décembre 2009 consacrée la décroissance, Mouvement des Z'indignés) des hommes politiques et des intellectuels (Dominique Bourg, 2008, 2012 ; Nicolas Hulot, 2009). Bien entendu, certains n'hésiteront pas à rappeler (Dupin, 2009) que si la décroissance a vu croître son audience, c'est en partie suite à la crise financière de 2008 (Alain Lipietz [2012] évoque une triple crise : sociale, écologique et financière) et à la longue récession qu'ont connu certaines économies européennes (le cas grec constitue aujourd'hui un excellent cas d'école lorsqu'il s'agit d'opérationnaliser la décroissance...). En 2008, Serge Latouche lui-même n'hésitait pas à écrire « *C'est une bonne nouvelle : la crise est enfin arrivée, et c'est l'occasion pour l'humanité de se ressaisir* ».

Si l'actualité (changement climatique, dette publique grecque, transition énergétique, hausse de la pauvreté absolue dans certains pays européen...) a permis de mettre sur le devant de la scène les idées et les programmes des penseurs de la décroissance, elle les oblige également à avoir un discours audible pour le commun des mortels. En d'autres termes, elle doit cesser d'être « *un slogan politique aux implications théoriques* » (Latouche, 2007, p. 20) et devenir un véritable *projet social*

que chacun pourrait s'appropriier et appliquer à sa convenance. Or, sur ce terrain, comme le rappelle Vincent Cheynet (2014, p. 13) dans son ouvrage *Décroissance ou décadence*, il convient de revenir à la réalité, « 99% de nos contemporains français ne connaissent aucun des intellectuels qui participent actuellement au débat pourtant essentiel qu'est celui de la décroissance. Allez demander dans la rue qui est Serge Latouche si vous le ne croyez pas. Une écrasante majorité se moquent d'ailleurs éperdument de cette réflexion. Les priorités sont ailleurs, quelque fois on ne peut plus légitimement ».

Ce numéro de mars de la revue francophone du développement durable entend éclairer les lecteurs sur les fondements, les programmes et les valeurs prônés par la décroissance... et plus particulièrement les thèses défendues par Serge Latouche. La plupart des textes qui le composent, ont été présentés et discutés lors d'une journée d'études consacrée à « *Serge Latouche et la décroissance* », en février 2014 à l'ESPE Clermont Auvergne. Les éditeurs de la revue remercient leurs auteurs qui ont pris le temps de reformuler leurs propos et de clarifier leurs idées afin de donner une certaine profondeur de vue à la décroissance.

# La décroissance est-elle un nouveau paradigme de développement ?

Serge LATOUCHE

*Professeur émérite d'économie à l'Université d'Orsay, Objecteur de croissance*

« Ce refus du changement qui n'ose pas s'avouer, on le retrouve jusque dans le mouvement écologique. Bien que sa raison d'être soit la conservation de la nature ou des sociétés, il n'ose pas se déclarer conservateur. Il hésite à mettre en cause la croissance explosive – qui n'est pas le Développement. Ou il se contente de revendiquer 'une autre croissance' ou un 'écodéveloppement' » (Bernard Charbonneau, *Le changement, le pas de côté*, 2013, p. 55).

Dans un ouvrage collectif, « *Ecologie politique Vs Ecologie industrielle* », Arnaud Diemer (2013), l'un des auteurs, présente la décroissance comme un nouveau paradigme du développement. Désirant clarifier la chose, à l'occasion d'un colloque (Chamalières, 2014) qu'il organisait, il me posait les trois questions suivantes :

- «1/ S'il fallait faire un retour en arrière, comment expliquez vous votre passage de l'objet d'étude "économie du développement" à "décroissance" ?
- 2/ Quel regard portez-vous sur la décroissance : concept, nouveau paradigme, projet interdisciplinaire ?
- 3/ Portez vous toujours ce regard très critique sur la notion de développement durable ? ».

Sans refaire l'histoire du concept de développement et retracer les mésaventures de l'entreprise *développementiste* lancée le 20 janvier 1949 par le Président Harry Truman avec le point 4 de son discours sur l'état de l'Union, toutes choses qui ont été développées dans plusieurs ouvrages (les miens, mais aussi ceux de divers auteurs du courant de l'après-développement<sup>1</sup>), je voudrais souligner en quoi faire de la décroissance un *autre paradigme de développement* ou comme d'autres auteurs (Edwin Zaccai, 2007), une variante du développement durable constitue un triple contresens : historique, théorique et finalement politique.

---

<sup>1</sup> Voir en particulier, Sachs et Gustavo (1996).

## Contresens historique

Faire de la décroissance un autre paradigme de développement ou une variante du développement durable constitue un contresens historique tant pour le mouvement des objecteurs de croissance qu'en ce qui concerne mon vécu personnel.

La nécessité ressentie par tout un courant de l'écologie politique et des critiques du développement de rompre avec la *langue de bois* du développement durable a amené à lancer, presque par hasard, le slogan de la décroissance. Devenue rapidement la bannière de ralliement pour tous ceux qui aspirent à la construction d'une véritable alternative à la société de consommation écologiquement insoutenable et socialement insupportable, le mot d'ordre de décroissance constitue désormais une *fiction performative* pour signifier la nécessité d'une rupture avec la logique productiviste. Le terme n'est donc pas au départ un concept, et en tout cas, pas le symétrique de la croissance, mais un slogan politique provocateur dont l'objet est surtout de nous faire retrouver le sens des limites ; en particulier, la décroissance n'est ni la récession ni la croissance négative. Le mot ne doit donc pas être pris au pied de la lettre : décroître pour décroître serait aussi absurde que croître pour croître. Bien entendu, les *décroissants* veulent faire croître la qualité de vie, de l'air, de l'eau et d'une foule de choses que la croissance pour la croissance a détruites. Pour parler de façon rigoureuse, il faudrait sans doute utiliser le terme d'a-croissance comme on parle d'a-théisme. Et c'est d'ailleurs très exactement de l'abandon d'une foi et d'une religion qu'il s'agit : celles du progrès et du développement. Il convient de devenir des athées de la croissance et de l'économie. La rupture de la décroissance porte donc à la fois sur les mots et sur les choses, elle implique une décolonisation de l'imaginaire et la mise en œuvre d'un autre monde possible.

Dès la fin des années soixante, la critique de la société de consommation a été formulée, sous une forme assez proche de celle de la décroissance, par des auteurs comme André Gorz, François Partant, Jacques Ellul, Bernard Charbonneau, mais surtout par Cornelius Castoriadis et Ivan Illich pour ne parler que des auteurs connus dans le monde francophone<sup>2</sup>. Dans le même temps, la prise de conscience de la crise environnementale apportait un message différent et supplémentaire : la société de croissance et le développement ne sont non seulement pas souhaitables, mais encore ils ne sont pas soutenables ! Sans doute peut-on rencontrer une intuition des limites physiques de la croissance économique chez les économistes classiques (Malthus et John Stuart Mill, en particulier), mais l'impossibilité d'une croissance infinie ne trouve son fondement scientifique qu'avec la deuxième loi de la thermodynamique, ou loi de l'Entropie, issue des travaux de Sadi Carnot. C'est seulement dans les années 1970 que la question écologique au sein de l'économie a été posée sinon développée, résultat surtout du travail de l'économiste roumain,

---

<sup>2</sup> Moins connus chez nous, mais tout aussi importants : Barry Commoner, Lewis Mumford, Murray Bookchin, ou encore Vandana Shiva, Gustavo Esteva...

Nicholas Georgescu-Roegen. D'ailleurs, le terme « décroissance » a été utilisé, pour la première fois dans son sens actuel, à l'occasion de la traduction française d'un recueil de ses essais<sup>3</sup>.

On peut donc dire qu'avant 2001/2002, il y avait de « l'objection de croissance », et même sous deux formes différentes, écologique et sociologique, mais que c'est la fusion de ces deux formes qui constitue l'acte de naissance de la décroissance à la fois comme mouvement social et comme courant de pensée.

S'il existe une certaine part de hasard dans l'enchaînement des événements, l'apparition d'un mouvement radical proposant une réelle alternative à la société de consommation et au dogme de la croissance répondait à une nécessité qu'il n'est pas abusif de qualifier d'historique. En face du triomphe indécent de l'ultra-libéralisme et de la proclamation arrogante du fameux TINA (*there is no alternative*) de Margaret Thatcher, les petites franc-maçonneries anti-développementistes et écologistes ne pouvaient plus se contenter d'une critique théorique quasi-confidentielle du système. Il devenait urgent d'opposer au capitalisme de marché mondialisé un autre projet de civilisation ou, plus exactement, de donner visibilité à un dessein en gestation depuis longtemps, mais qui cheminait de façon souterraine.

La rupture avec le *développementisme* a donc été fondatrice de ce projet alternatif. Celle-ci s'est d'abord manifestée dans la dénonciation de l'*ethnocentrisme* du concept de développement, avant même la rupture avec le productivisme. Sur ce point, l'apport des anthropologues (Robert Jaulin, par exemple) ignoré par les économistes, a été fondamental.

Dans beaucoup de civilisations (peut-être toutes), avant le contact avec l'Occident, le concept de développement était tout-à-fait absent. Dans plusieurs sociétés africaines, le mot même de développement n'a aucun équivalent dans la langue locale. Au Zimbabwe, en sindebele langue du Matabeland, développement se dit : « *prendre le contrôle sur ce dont nous avons besoin pour travailler* », en siwasivaku : « *Nous sommes à terre et nous voulons nous relever* », en Siyaphambili : « *Allons de l'avant* », en dingimpilo : « *recherche de la vie* », en sivamerzela : « *nous le faisons nous-mêmes* », en vusanani : « *Nous appuyant les uns sur les autres pour nous lever* »<sup>4</sup>.

Selon Gilbert Rist : « *Les Bubi de Guinée équatoriale utilisent un terme qui signifie à la fois croître et mourir, et les Rwandais construisent le développement à partir d'un verbe qui signifie marcher, se déplacer, sans qu'aucune directionnalité particulière ne soit incluse dans la notion* ». « *Cette lacune, poursuit-il, n'a rien d'étonnant ; elle indique simplement que d'autres sociétés ne considèrent pas que leur reproduction soit dépendante d'une accumulation continue de savoirs et de biens censés rendre l'avenir meilleur que le passé* » (1984, p. 6). Ainsi, en Wolof on a tenté de trouver l'équivalent du développement dans un mot qui signifie "*la voix du chef*". Les camerounais de langue Eton sont plus

<sup>3</sup> *La décroissance*, Présentation et traduction de Jacques Grinevald et Ivo Rens, Sang de la terre, 1994.

<sup>4</sup> Orlando Fals Borda, 1991, cité in Marcellesi Florent (2012, p. 106).

explicites encore. Ils parlent du "rêve du blanc". « *La figure du développement ne possède pas d'équivalent en moore et se traduit au mieux par la phrase : tønd maoodame tenga taoor kënd yinga (nous luttons pour que sur la terre (au village) les choses marchent pour le corps (pour moi) »* (Laurent, 1996, p. 228). Le summum est atteint avec le Quéchua. On a tenté de rendre l'idée de développement par l'expression « *travailler joli pour le prochain lever du soleil »...*

Certes, en Afrique aujourd'hui, le développement est devenu quelque chose de familier, le mot même est devenu sacré. C'est un fétiche où se piègent tous les désirs. « Faire le développement », c'est « gagner des projets » ou « gagner un Blanc », c'est le remède miracle à tous les maux, y compris la sorcellerie. « *On se procure des fétiches, note l'anthropologue Pierre-Joseph Laurent, pour protéger son capital : c'est une sorte de sorcellerie accumulative »* (1996, p. 274). « *Le développement, remarque-t-il en outre, est un concept, apparemment étrange, par lequel tout devient possible entre aînés et cadets, aidants et aidés. La chance du développement - je veux dire sa longévité - réside dans sa pluralité sémantique. Elle conduit, sur le mode du non-dit ou de la non élucidation, à des compromis parfois surprenants. Ainsi, en son nom, les musulmans de Kulkinka élèveront des porcs. Rien n'est interdit si cela apporte le développement ! »* (1996, p. 224). Comme on le voit, l'occidentalisation des esprits ne va pas sans problème.

Cette absence de mots pour le dire est un indice, mais il ne suffirait pas à lui seul à prouver l'absence de toute vision *développementiste*. Seulement, les valeurs sur lesquelles reposent le développement, et tout particulièrement le progrès, ne correspondent pas du tout à des aspirations universelles profondes. Ces valeurs sont liées à l'histoire de l'Occident, elles n'ont probablement aucun sens pour les autres sociétés. En ce qui concerne l'Afrique noire, les anthropologues ont remarqué que la perception du temps est caractérisée par une nette orientation vers le passé. « *Les Sara du Tchad estiment que ce qui se trouve derrière leurs yeux et qu'ils ne peuvent pas voir, c'est l'avenir, tandis que le passé se trouve devant, puisqu'il est connu »*. L'auteur ajoute : « *On aurait mauvaise grâce à contester la logique d'une telle représentation »* (Rist, 1987, p. 17). Andrzej Zajaczkowski (1982, p. 40), anthropologue polonais, fait une observation analogue pour les Kikuyu. Il semble que cela soit assez général et pas seulement en Afrique ; mais, pour ne pas manquer de pertinence, cette représentation ne facilite pas l'appréhension d'une notion telle que le progrès pourtant essentiel à l'imaginaire du développement.

A cela il faudrait ajouter l'absence générale de la croyance dans la maîtrise de la nature dans les sociétés animistes. Si le python est mon ancêtre, comme pensent les Achantis, à moins que ce ne soit le crocodile, comme pour les Bakongo, difficile de faire des ceintures et des portefeuilles avec leur peau. Si les forêts sont sacrées comment les exploiter rationnellement ? En Afrique, on se heurte, encore aujourd'hui, à ce type d'obstacles au développement. Au Sud du Togo, l'aménagement de la lagune d'Anecho, résidence du crocodile totem, n'a été possible qu'après avoir déporté une partie de la population. L'aménagement de la lagune

Ebrié à Abidjan a donné lieu à de graves conflits avec les Ebrié. Et on pourrait multiplier les exemples. Même dans l'Inde brahmnique, telle que l'analyse Louis Dumont (1966), si les valeurs qui se rapprochent du développement économique existent sans doute, elles participent de l'*Artha*, c'est-à-dire d'une sphère d'activité inférieure. Les comportements impliqués par le développement sont largement contraires à la sphère la plus valorisée, celle du *Dharma* (le devoir). Dans la vision Brahmanique la tâche de l'homme selon Madeleine Biardo « est uniquement de maintenir ce qui existe par une activité d'abord rituelle » (1981, p. 156). Toute autre activité mettrait en danger l'ordre cosmique.

En dehors des mythes qui fondent la prétention à la maîtrise de la nature et la croyance au progrès, l'idée de développement est totalement dépourvue de sens et les pratiques qui lui sont liées sont rigoureusement impossibles parce que impensables voire interdites.

« Ce que les Français appellent développement, est-ce que c'est ce que veulent les villageois ? interroge Thierno Ba, responsable d'une ONG sénégalaise sur le fleuve. Non. Ce qu'ils veulent c'est ce que le pulaar appelle *bamtaare*. Qu'est-ce que cela signifie ? C'est la recherche par une communauté fortement enracinée dans sa solidarité, d'un bien-être social harmonieux où chacun des membres, du plus riche au plus pauvre, peut trouver une place et sa réalisation personnelle » (Cimade, 1996, p. 43). Il n'est pas sans intérêt de noter qu'on retrouve là l'aspiration au 'bien vivre' des peuples amérindiens qui a débouché récemment sur de retentissantes revendications alternatives au développement. « En Bolivie, on utilise le terme *aymara suma quamaña*, et en Equateur le terme *kichwa sumak kawsay*, tout deux signifiant 'vivre bien', 'vivre en plénitude', c'est-à-dire 'vivre en harmonie et en équilibre avec les cycles de la Terre-mère, du cosmos, de la vie et avec toute les formes d'existence', selon F. Huanacuni Mamani. Ajoutons que le terme *aymara* implique une nécessaire convivialité afin de vivre en harmonie avec tous, ce qui invite à partager plutôt qu'à rivaliser avec l'autre. Ces deux concepts se distinguent de la notion du 'vivre mieux' occidental, synonyme d'individualisme, de désintérêt pour les autres, de recherche du profit, d'où une nécessaire exploitation des hommes et de la nature » (Morin, 2013, p. 230). L'auteure ajoute : « Le bien vivre ne doit pas être compris comme un retour à un passé andin mais comme un 'concept en construction' qui résulte des pratiques des mouvements autochtones et des réflexions d'intellectuels » (2013, p. 231). « On retrouve cette idée de 'bien vivre' chez d'autres peuples autochtones, comme les Guarani en Bolivie, avec leur expression *ñande reko* ; mais aussi chez les Mapuche du Chili qui parlent de *künme mongen* ; chez les Shuar en Equateur avec le concept de *shiir waras* décrivant une vie harmonieuse qui inclut un état d'équilibre avec la nature ; chez les Shipibo Konibo au Pérou, avec la notion de *jakona shati* signe de convivialité et de partage avec les autres ; chez les Ashaninka du Rio Ene (Pérou) avec l'expression *kametsa asaike* qui symbolise un processus de relation unissant les gens entre eux et avec leur environnement naturel. En Amérique du Nord, on trouve également, chez un certain nombre de groupes amérindiens, cette notion de 'bien vivre', notamment chez les Cree » (2013, p. 232). Comme pour le *bamtaare* des

Peuls, ce serait un contresens de faire de tout cela un nouveau modèle de développement, fût-ce un « Indigenising Development », comme disent certains, fondé sur une conception biocentrique.

Il faut garder présent à l'esprit ce contexte pour comprendre pourquoi le DD constitue une imposture.

On oublie souvent que Walt Whitman Rostow dans *Les étapes de la croissance économique* (1960) définit le développement comme « *selfsustaining growth* », autrement dit comme une croissance soutenable ou durable. Cette définition du développement est intéressante parce qu'on oppose souvent, à l'instar de François Perroux, croissance et développement. « Et l'on décrète alors, ironise Bernard Charbonneau, que le Développement, nécessaire aux peuples sous - pardon, insuffisamment - développés, n'est pas la Croissance. Celle-ci est purement matérielle et quantitative, tandis que celui-là mène de front le progrès économique, la protection de l'environnement et le bonheur humain ; la quantité et la qualité de la vie<sup>5</sup> ». Il y a, effectivement, une différence : le développement c'est la transformation qualitative de la croissance, c'est la croissance qui dure. Gérard Destanne de Bernis a d'ailleurs par la suite repris cela, soutenant que par définition le développement est durable à la différence de la croissance qui n'est pas durable. Le développement durable serait alors un *pléonasme* puisque qu'il désigne une croissance durable qui dure ; toutefois, il s'agit surtout d'un *oxymore* puisque qu'à la vérité ni la croissance, ni le développement ne sont soutenables ou durables.

Contrairement à ce que soutiennent certains de ses défenseurs, le DD n'a pas été détourné de sa signification et de sa fonction originelles. Inventé, selon la légende, par des écologistes sincères, le projet aurait été dévoyé par de méchantes firmes transnationales soucieuses de *greenwashing* et des responsables politiques sans scrupule. Ce mythe, qui a la vie dure, ne résiste pas à l'examen des faits. Le DD fut lancé littéralement comme une nouvelle marque de lessive et « mis en scène », à la conférence de Rio de juin 1992, par le *bon* Maurice Strong, secrétaire du PNUD. L'opération séduction réussissant au-delà de toute espérance, la multitude tomba dans le panneau, y compris les intellectuels critiques d'Attac ou les écologistes. La lutte des classes et les combats politiques se déroulent aussi dans l'arène des mots. Le développement comme concept ethnocentrique et ethnocidaire s'était imposé par la séduction, combinée à la violence de la colonisation et de l'impérialisme, constituant un véritable "viol de l'imaginaire" (selon la belle expression d'Aminata Traoré, 2002), il en a été de même pour le qualificatif « durable » ou « soutenable ». La bataille des mots fait rage, même quand il ne s'agit que d'imposer des nuances sémantiques qui peuvent paraître minimes. Ainsi, vers la fin des années soixante-dix, le "sustainable development" a triomphé de l'expression plus neutre "écodéveloppement", adoptée en 1972 à la conférence de Stockholm, sous la pression du lobby industriel américain

---

<sup>5</sup> Bernard Charbonneau, Op. cit, p. 49.

et grâce à l'intervention personnelle d'Henry Kissinger. L'écodéveloppement lancée d'abord par Maurice Strong, et dont Ignacy Sachs s'est fait le paladin, semblait trop « éco » et pas assez « développement », surtout après que les pays du Tiers-Monde s'en soient emparés à la conférence de Cocoyoc en 1974, pour revendiquer un nouvel ordre économique international. Derrière les querelles de mots, se jouent des divergences d'idées, de conceptions du monde et d'intérêts (pas seulement de connaissance)<sup>6</sup>. Le "développement durable" dont on retrouve l'invocation de manière incantatoire dans tous les programmes politiques "n'a pour fonction, précise Hervé Kempf, que de maintenir les profits et d'éviter le changement des habitudes en modifiant, à peine, le cap"<sup>7</sup>. « Il n'est pas question pour nous, déclare Laurence Parisot, alors Présidente du MEDEF, d'aller vers je ne sais quelle forme de décroissance. Le projet que beaucoup de chefs d'entreprise veulent porter, c'est le projet du développement durable, c'est-à-dire de la capacité à toujours faire de la croissance – le plus possible une croissance verte, une croissance durable –, et nous avons d'ailleurs besoin pour faire face aux défis écologiques de toujours investir dans les nouvelles technologies »<sup>8</sup>.

Le fait que le principal promoteur du développement durable (DD), Stephan Schmidheiny, se soit révélé un *serial killer* est presque trop beau pour ceux qui ferraillent depuis des années contre ce pseudo-concept pour en dénoncer l'imposture. Ce milliardaire suisse, fondateur du *World Business Council for Sustainable Development*, héros de Rio 1992, et qui se présente sur son propre site comme un philanthrope, n'est autre que l'ex-propriétaire de l'entreprise Eternit mis en cause dans le procès de l'amiante de Casale Monferrato<sup>9</sup>. L'industriel condamné par le tribunal de Milan à seize ans de prison et le paladin de l'écologie industrielle et de la responsabilité sociale d'entreprise se sont révélés une seule et même personne.

August Bebel, socialiste ami de Marx, avait coutume de se demander quelle sottise il avait pu dire quand la bourgeoisie l'applaudissait au Reichstag. Les adeptes du DD antimondialisation auraient dû se poser quelques questions lorsque le président Jacques Chirac créa un ministère sous cet intitulé. Et aussi quand Michel Camdessus, ancien président du Fonds monétaire international, signa un manifeste

---

<sup>6</sup> La mouvance *alternative* n'y échappe pas. "Je me suis battu contre le mot croissance qui usurpait celui de développement, déclare Alain Lipietz. Je lutte aussi aujourd'hui contre celui de décroissance", *Cosmopolitique* n° 13. Peut-on faire l'économie de l'environnement ? Ed. Apogée 2006. p. 117.

<sup>7</sup> Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*, Seuil 2007. "Mais, ajoute-t-il, ce sont les profits et les habitudes qui nous empêchent de changer de cap".

<sup>8</sup> Cité par Cédric Biagini, *L'emprise numérique. Comment internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies*, éditions l'échappée, Montreuil, 2012, p. 328.

<sup>9</sup> Il avait publié un manifeste présenté à Rio de Janeiro juste avant l'ouverture de la conférence de 1992 : « *Changer de cap, réconcilier le développement de l'entreprise et la protection de l'environnement.* » « *En tant que dirigeants d'entreprise, proclame-t-il, nous adhérons au concept de développement durable, celui qui permettra de répondre aux besoins de l'humanité sans compromettre les chances des générations futures* » (*Changer de cap*, Dunod, 1992, p. 11). Il ajoutait : "Le fonctionnement d'un système de marchés libres et concurrentiels, où les prix intègrent les coûts de l'environnement aux autres composants économiques, constitue le fondement d'un développement durable". Toutefois, cette intégration se fait quasi naturellement par le jeu des raretés relatives, de la substitution totale capital/nature et de l'écoefficacité.

pour un développement soutenable, circulant parmi les célébrités, dont les meilleurs défenseurs sont les responsables des plus grands pollueurs de la planète : British Petroleum, Total-Elf-Fina, Suez, Vivendi, Monsanto, Novartis, Nestlé, Rhône-Poulenc, etc. Plus lucide, Yves Cochet, ancien ministre de l'Environnement, nous avait pourtant prévenus. Le *World Business Council for Sustainable Development* – WBCSD –, ce regroupement d'industriels soucieux de préserver leurs profits en se mettant à la mode verte, n'est qu'« un club de criminels en col blanc » (Cochet, Sinaï, 2003, p. 132). Depuis, la marque DD s'est quelque peu défraîchie pour beaucoup d'industriels (moins chez les politiques...) au point qu'en France, on préfère parler désormais de croissance verte, autre bel oxymore. La plupart des supporters parmi les intellectuels sérieux, se sont retirés de l'opération sur la pointe des pieds : d'Herman Daly à Nicholas Stern, en passant par Dominique Bourg et Nicolas Hulot. Restent les irréductibles Jean-Marie Pelt, Denis Cheyssou ou Christian Comélieu.

Comme le dit si justement Thierry Paquot : « *Ce n'est pas ce 'développement' qu'il faut rendre 'durable', mais le 'durable' qu'il conviendrait de développer* » (2012, p. 25). Or loin d'être durable le développement, mais aussi la croissance n'auront été à l'échelle de l'histoire qu'un « court feu d'artifice » selon l'expression d'Illich dans *Le travail fantôme*.

Mon itinéraire personnel est marqué successivement par la perte de la foi productiviste, une participation à un mouvement intellectuel international anti-développement et une lente conversion écologique.

Lorsque je pars au Zaïre, en 1964, comme expert économiste j'avais l'intention, bien sûr, d'augmenter le bien-être des Zaïrois, de les sortir du sous-développement et de leur faire connaître tous les bienfaits de la civilisation occidentale, et même d'une certaine forme de consumérisme, en un mot, de les développer. L'idée était de donner la priorité à l'industrie lourde selon les modèles de Charles Bettelheim ou de Gérard Destanne de Bernis<sup>10</sup>, une adaptation plus ou moins subtile à l'époque du modèle soviétique. Je partageais alors totalement cette idée, et ma thèse de doctorat se terminait par un vibrant plaidoyer en faveur du raccourci technologique. Cela signifie que les pays du Sud ne devaient pas passer par les étapes par lesquelles étaient passés les pays du Nord, ils devaient directement aller vers les technologies les plus sophistiquées. C'est exactement ce que de Bernis a tenté de mettre en œuvre avec la stratégie des *industries industrialisantes* en Algérie conformément aux vœux du Président Boumediene qui disait : « *Il n'y a pas d'industrie pour sous-développés et d'industrie pour développés, nous voulons le dernier cri* ». On connaît les résultats...

Après deux années au Congo, j'ai eu l'opportunité d'avoir une mission identique de coopération au Laos. C'est là que j'ai fait mon chemin de Damas ; j'ai

---

<sup>10</sup> Gérard d'Estance de Bernis (1928-2010), professeur d'économie politique à l'Université de Grenoble, disciple de François Perroux, mais fortement marqué par le marxisme. Il fut, du temps de Boumediene, l'inspirateur de la planification algérienne dans laquelle il s'efforce d'appliquer sa théorie des « industries industrialisantes ».

perdu la foi dans ma religion d'économiste à 26-27 ans. Pourquoi ? Parce qu'il m'est arrivée la même expérience que celle qui a été très bien racontée par une anthropologue anglaise Helena Norberg-Hodge dans un livre qui a eu un certain succès *Learning from Ladakh* (1991). Helena a eu cette révélation au Ladakh, moi ça a été au Laos. Nous nous sommes, elle comme moi, retrouvés face à des sociétés qui n'étaient ni développées, ni sous-développées, des sociétés qui étaient *hors du développement* et où des gens sans voiture et sans ordinateur, étaient incroyablement heureux. En tout cas autant qu'on peut l'être sur cette terre. Ils étaient joyeux et ils travaillaient très peu. Le Laos est particulier, parce que c'est un immense territoire où, à la différence du Vietnam voisin, la densité est très faible (elle était à l'époque de 6 habitants au km<sup>2</sup>). Il ne connaissait pas vraiment alors de problème foncier. Les gens semaient leur riz gluant (un riz particulier) et puis l'écoutaient pousser comme ils disaient eux mêmes, ce qui laisse beaucoup de loisir. Il y avait 52 fêtes officielles par an, en général organisées par la pagode. Ils prennent alors beaucoup de plaisir à danser, le *lamvong*, la danse traditionnelle. C'est très joli, cela ressemble un peu à ce qu'on voit sur les temples d'Angkor. Dans ces fêtes, on mange, on ripaille, puis le reste du temps, on chasse et on pêche un peu. Le seul problème c'était les B52 américains qui bombardaient la piste d'Ho Chi Minh qui traverse le Laos, et faisaient pas mal de dégâts collatéraux. Bien sûr des militaires des différents bords et des pillards (souvent les mêmes) venaient après la récolte – un peu comme dans « Les Sept Samourais » ou « Les Sept Mercenaires » – embêter les paysans et prélever les surplus. En fin de compte, les paysans n'aspiraient qu'à une chose dans les villages, c'est qu'on leur *foute* la paix ! Malheureusement, aujourd'hui, avec le tourisme et le communisme, c'est râpé !

De retour en France, j'ai commencé à réfléchir à la critique épistémologique de l'économie et à la critique théorique du développement. Je me suis rapproché des rares intellectuels dans le monde qui allaient dans la même direction. Cette petite « Internationale anti-développementiste », plus ou moins liée à la personnalité d'Ivan Illich, s'est retrouvée, presque au complet, dans la confection du *Development Dictionary*, « le dictionnaire des mots toxiques » ou « des mots plastiques » (suivant une autre formule reprise par Illich) coordonné par l'*autre* Sachs, Wolfgang qui a écrit un très beau livre sur *l'amour de l'automobile* (1992). En faisait partie, en outre, Majid Rahnema (2003), ancien ambassadeur d'Iran à l'Unesco qui a beaucoup travaillé sur la pauvreté, et encore des gens qui militaient concrètement contre le développement en Inde, et, en particulier, contre les grands projets, comme les digues et les barrages sur la Narmada ou pour la sauvegarde des semences traditionnelles, comme Vandana Shiva et Ashis Nandy. En dehors des contributeurs du dictionnaire, mais proche de cette démarche, il faut mentionner aussi mes amis de l'IUED de Genève (Institut Universitaire d'Etude du Développement), Gilbert Rist et Marie-Dominique Perrot qui ont publié ensemble un certain nombre d'ouvrages et de revues, et enfin

Fabio Sabelli qui a écrit avec Susan George *La religion de la banque mondiale* (1994). On est un peu toujours dans la même franc-maçonnerie.

J'avais fait la connaissance des Genevois à travers l'EADI (European Association of Development Institutes). En effet, j'étais non seulement à l'université mais aussi à l'IEDES (Institut d'Études du Développement Économique et Sociale) qui avait été fondé par François Perroux et qui publiait la revue *Tiers-Monde*. Au sein de l'EADI, réseau de chercheurs pour la plupart tiersmondistes, il y avait un petit groupe travaillant sur les cultures ; c'est là que j'ai rencontré à un congrès à Madrid, Gilbert Rist et Gérard Berthoud ; immédiatement nous nous sommes reconnus comme des frères (Rist, 1996).

Je reprends contact alors avec l'Afrique, après la publication de *L'occidentalisation du monde*. À partir de cette période, je vais y aller tous les ans pour des séjours plus ou moins longs, 3 semaines ou 1 mois, faire des missions, enseigner, enquêter aussi. A cette occasion, je rencontre des amis et des collègues africains qui de leur côté travaillent sur le terrain et qui corroborent mes analyses. À la fin de *L'Occidentalisation du Monde*, j'anticipais, en quelque sorte, sur l'existence d'une auto-organisation des exclus et je rencontre à ce moment un sénégalais qui travaillait sur le grand Yoff qui vient de produire un ouvrage qui s'appelle *Dynamique urbaine d'une société en grappe* (Ndione, 1987). En fait avec son étude, il me fournit la vérification concrète, expérimentale de ce que j'avais imaginé ou déduit intellectuellement. Pour moi c'est assez extraordinaire.

Jusqu'à cette époque-là, en fait, j'ignore complètement la question environnementale. Elle ne motive pas ma réflexion, à l'inverse de la destruction des équilibres traditionnels. L'écologie, je l'ai rencontrée beaucoup plus tard dans ma carrière par rapport à la critique du développement. Le Sommet de la Terre de Rio est une date importante, mais cela ne m'a pas marqué particulièrement. Rio a été monté en épingle. Rio c'est quand même Stockholm plus vingt. Il y a même eu une conférence entre les deux dont on n'a pas parlé et qui est passé à la trappe. Ces sommets étant prévus tous les dix ans, je crois qu'en 1982 c'était à Nairobi, en Afrique ; c'est peut-être aussi pour cela qu'on en a pas parlé. En fait, après le grand moment du premier rapport au Club de Rome, les responsables de la planète s'étaient désintéressés de la question. Pour moi, la préparation de Rio a quand même été assez intéressante puisque je suis entré en contact à cette occasion avec Ecoropa et Teddy Goldsmith. C'est le moment où j'ai vraiment viré ma cuti et introduit la dimension écologique au cœur de ma réflexion. J'avais fait la recension quelques années auparavant lors de sa traduction en français du livre de Nicholas Georgescu-Roegen (1971), *Demain la décroissance*, mais je ne n'arrivais pas à introduire cela dans ma vision socio-économique ; c'est seulement à partir de *la Planète des naufragés* que j'ai donné toute son importance à la dimension écologique.

A partir de là va se produire cette conjonction du mouvement de l'écologie politique et de la critique *situationniste* ou socio/culturelle de la société de consommation pour aboutir à la décroissance.

## Un contresens théorique

Faire de la décroissance un autre paradigme de développement ou une variante du développement durable constitue un contresens théorique, tant au niveau du projet qu'en ce qui concerne celui de ma réflexion.

Au niveau du projet, parce que le projet de la décroissance n'est ni celui d'une *autre* croissance, ni celui d'un *autre* développement (soutenable, social, solidaire, etc.), mais bien la construction d'une *autre* société, une société d'abondance frugale ou de prospérité sans croissance (Tim Jackson). Autrement dit, ce n'est pas d'emblée un projet économique, fut-ce d'une *autre* économie, mais un projet sociétal qui implique de sortir de l'économie comme réalité et comme discours impérialistes.

L'analyse de « l'école » de l'après-développement, des « partisans » de la décroissance ou des « objecteurs de croissance » se distingue des analyses et des positions des autres critiques de l'économie mondialisée contemporaines (mouvement altermondialiste ou économie solidaire), en ce qu'elle ne situe pas le cœur du problème dans le néo ou l'ultra-libéralisme ou dans ce que Karl Polanyi appelle l'économie *formelle*, mais dans la logique de croissance perçue comme *essence* de l'économicité. En cela, le projet est radical. Il ne s'agit pas de substituer une « bonne économie » (et par exemple, *substantive*), à une « mauvaise », une *bonne* croissance ou un *bon* développement à de mauvais, en les repeignant en vert, ou en social, ou en équitable, avec une dose plus ou moins forte de régulation étatique ou d'hybridation par la logique du don et de la solidarité, mais de *sortir* de l'économie. Cette formule, est généralement incomprise car il est difficile, pour nos contemporains, de prendre conscience que l'économie est une religion. Quand nous disons que, pour parler de façon rigoureuse, nous devrions parler d'a-croissance comme on parle d'a-théisme, c'est très exactement de cela qu'il s'agit. Devenir des athées de la croissance et de l'économie.

Bien sûr, comme toute société humaine, une société de décroissance devra organiser la production de sa vie, et pour cela utiliser raisonnablement les ressources de son environnement et les consommer à travers des biens matériels et des services, mais un peu comme ces sociétés d'abondance de l'âge de pierre, décrites par Marshall Sahlins (1972), qui ne sont jamais entré dans l'économie. Elle ne le fera pas dans le corset de fer de la rareté, des besoins, du calcul économique et de *l'homo œconomicus*. Ces bases imaginaires de l'institution de l'économie doivent même être remises en question. Comme l'avait bien vu le sociologue Jean Baudrillard (1970) en son temps, le consumérisme engendre « *une paupérisation psychologique* », un état

d'insatisfaction généralisée, qui « définit, dit-il, la société de croissance comme le contraire d'une société d'abondance » (p. 83-87).

La frugalité retrouvée permet de reconstruire une société d'abondance sur la base de ce qu'Ivan Illich appelait la « subsistance moderne ». C'est-à-dire « le mode de vie dans une économie post-industrielle au sein de laquelle les gens ont réussi à réduire leur dépendance à l'égard du marché, et y sont parvenus en protégeant – par des moyens politiques – une infrastructure dans laquelle techniques et outils servent, au premier chef à créer des valeurs d'usage non quantifiées et non quantifiables par les fabricants professionnels de besoins » (1977, p. 87-88). De là s'impose l'idée qu'une société sans croissance qui soit soutenable, équitable et prospère ne peut être que frugale.

L'abondance frugale n'est plus alors un oxymore, mais une nécessité logique. « Le choix (...), note judicieusement Jacques Ellul, est entre une austérité subie, inégalitaire, imposée par les circonstances défavorables et une frugalité commune, générale, volontaire et organisée, provenant d'un choix pour plus de liberté et moins de consommation de biens matériels. Ce serait lié à une consommation élargie de biens de base (...) une abondance frugale, correspondant à l'austérité révolutionnaire prônée par le parti communiste italien » (2013, p. 213). Cette idée d'abondance frugale viendrait en effet, à travers Jean-Baptiste de Foucauld et Jacques Ellul, de l'austérité révolutionnaire de Enrico Berlinguer, secrétaire du Parti communiste italien, qui en 1977 tenta sans succès d'orienter le parti dans cette voie. « S'il faut oser un concept pour définir ce rééquilibrage de nos valeurs et de nos comportements autour d'un emploi du temps plus permissif, écrit J. B. de Foucauld, porte-parole d'un groupe de réflexion social-démocrate, Echange et Projets, qui tente de promouvoir le temps choisi, c'est celui d'abondance frugale qui serait le plus expressif, version française, écologique, de l'austérité révolutionnaire prônée par le parti communiste italien comme réponse à la crise » (De Foucauld, 1980, p. 106). « Il s'agit, précise-t-il, de trouver un équilibre nouveau entre le stoïcisme qui fonde et rend possible l'effort, et l'épicurisme qui en constitue la récompense. (...) Le stoïcisme visait la communion avec le monde et Epicure était frugal » (1980, p. 107). Pour lui aussi, l'abondance frugale serait une sorte de retour à la société d'abondance du paléolithique de Marshall Sahlins, revue à travers le prisme économique, tout de même : « Notons d'ailleurs que le travail à temps limité n'est pas une idée si neuve que cela : les sociétés primitives ou pré-industrielles le pratiquaient et le pratiquent encore fort bien : et il n'est pas certain qu'il faille toujours parler dans leur cas de sous-emploi, mais bien plutôt d'une forme d'équilibre économique et social, fondé sur une limitation volontaire des productions non indispensables. Le développement du travail à temps choisi serait donc, dans ce contexte, une sorte de révolution, au sens où les astres reviennent à leur origine » (1980, p. 185).

La redéfinition du bonheur comme « abondance frugale dans une société solidaire » correspondant à la rupture créée par le projet de la décroissance suppose donc de sortir du cercle infernal de la création illimitée de besoins et de produits et de la frustration croissante qu'il engendre. L'autolimitation est la condition pour aboutir à la prospérité sans croissance et éviter ainsi l'effondrement de la civilisation humaine.

La conception d'une telle société implique une rupture radicale avec tous les fondamentaux de la modernité et donc de l'économie et sa réalisation passe par une série de réformes proprement révolutionnaires<sup>11</sup>.

Au niveau de ma réflexion personnelle, ainsi que l'ont bien compris ceux qui, comme F. D. Vivien, ont pris la peine de chercher à comprendre mon itinéraire, le passage de l'analyse critique du développement à la décroissance ne résulte pas d'un perfectionnement des théories économiques et des modèles du développement, mais d'un travail de déconstruction de leurs bases imaginaires.

Le *détour* par la psychanalyse et l'anthropologie ont certainement eu là un rôle décisif. Ce sont les cours de DES en Sciences Politiques de Maurice Duverger qui sont à l'origine de cet intérêt. Il nous avait parlé d'un ouvrage : *Éros et Thanatos* de l'Américain Norman O. Brown (1959), au sous-titre alléchant, *Essai de psychanalyse appliquée à l'histoire*. Ce livre m'a profondément marqué parce que l'auteur y parlait beaucoup d'économie, de la signification psychanalytique de l'argent et de l'activité économique ; il reprenait les théories de Max Weber mais d'un point de vue psychanalytique. La psychanalyse avait donc des choses à dire sur l'économie que les économistes n'ont jamais entendues et qui remettent en question bien des idées reçues, et que Marx aussi ignorait par la force des choses. Il y avait donc au-delà de la critique de l'économie politique ricardienne de Marx, une critique de l'économicité, en quelque sorte, de la vie économique. La vie économique serait elle-même un *discours* porteur de significations ; elle ne tomberait pas du ciel, ce qu'ont tenté de montrer Erich Fromm, Wilhelm Reich ou Géza Roheim. Par conséquent, cela permettait de faire une critique beaucoup plus radicale du naturalisme de l'économie, et même d'appréhender l'économie comme pathologie (perversion, névrose ou psychose) et les activités économiques comme des symptômes à décrypter. Le drame économique ne serait ni naturel, ni transhistorique. Cette approche critique de l'économie, de la croissance et du développement n'a donc au départ rien à voir avec une critique écologique. Le cœur de ma critique du développement consistait dans le fait qu'il détruit les sociétés et qu'il s'agit en fait d'une *occidentalisation du monde*. Mais alors qu'en Occident, grâce à la révolution thermo-industrielle, il avait engendré un certain bien-être, y compris pour les classes inférieures ; dans les pays du Sud, il se révélait complètement destructeur. Le développement, comme une entreprise d'occidentalisation du monde, homogénéise, rabote toutes les différences et saccage toutes les cultures. Or l'homme vit dans la culture et par la culture. Et le développement remplace la culture par quoi ? Par la consommation. La consommation ne fait, finalement, pas sens. Cette réflexion débouche sur un petit livre qui a eu un certain succès – mon premier livre publié aux éditions de la Découverte –, *L'Occidentalisation du Monde* qui annonce les suivants et en particulier *La Planète des naufragés*. L'occidentalisation du monde me semble vouée

---

<sup>11</sup> Voir les 8 R du cercle vertueux de l'utopie concrète et les 10 R du programme politique dans *Le pari de la décroissance* et le *Petit traité de la décroissance sereine*.

à l'échec, parce que cette entreprise d'unification planétaire suscite des réactions, des résistances et des rejets. Les résistances cela peut être l'islamisme mais c'est aussi l'auto-organisation des exclus.

L'effet le plus pervers de l'Occidentalisation est la colonisation de l'imaginaire. Le message de l'écologie, au fond, c'est que le développement n'est pas soutenable, c'est l'apport de Nicholas Georgescu-Roegen : « *une croissance infinie est incompatible avec une planète finie* ». A cette époque, je ne me situe pas encore sur ce plan-là ; pour moi, le développement n'est tout simplement pas souhaitable, parce qu'il engendre des injustices, des inégalités, des destructions ; il n'est que la poursuite, le prolongement de la colonisation par d'autres moyens et surtout repose sur la colonisation de l'imaginaire – comme le montre Gérard Althabe (1969) dans son livre sur Madagascar ou Robert Jaulin (1974), le disciple de Levi-Strauss qui dénonce inlassablement *l'ethnocide*. C'est la destruction des cultures qui finalement détruit l'identité des sociétés dont on voit aujourd'hui avec l'exemple du Mali ou du Centre Afrique qu'elles n'arrivent toujours pas à faire la synthèse entre la tradition trahie et la modernité batarde.

Sortir de l'imaginaire économique, l'un des points fort de la décroissance, implique cependant des ruptures bien concrètes. Il s'agira de fixer des règles qui encadrent et limitent le déchaînement de l'avidité des agents (recherche du profit, du toujours plus) : protectionnisme écologique et social, législation du travail, limitation de la dimension des entreprises, etc. Et en premier lieu la « démarchandisation » de ces trois marchandises *fictives* que sont le travail, la terre et la monnaie. Leur retrait du marché mondialisé marquerait le point de départ d'une réincorporation/réencastrement de l'économique dans le social, en même temps qu'une lutte contre l'esprit du capitalisme.

## Un contresens politique

Finalement, faire de la décroissance un autre paradigme de développement ou une variante du développement durable constitue un contresens politique. On risque alors de faire des compromis qui tournent à la compromission sans la moindre chance d'aboutir concrètement au résultat escompté.

Derrière l'ergotage sur le mot décroissance, se cache souvent une résistance, au sens psychanalytique du terme, au projet. : ce ne serait pas un mot d'ordre porteur, ce qu'il évoque est ambigu (comme si ce n'était pas le cas pour progrès, croissance, développement et surtout développement durable...), de plus il est négatif, ce qui est impardonnable dans une société où il faut coûte que coûte « positiver ».

En réalité, dans les milieux de la gauche traditionnelle, même écologiques, l'incompréhension et le refus viscéral de « sortir de l'économie », c'est-à-dire de renoncer à la religion de la croissance et au mythe du progrès, sont à l'origine de cette allergie. En tant que slogan, le terme *décroissance* est une trouvaille rhétorique

plutôt heureuse parce que sa signification n'est pas totalement négative, en particulier en Français. Ainsi, la décrue d'un fleuve dévastateur est une bonne chose. Et comme le fleuve de l'économie est sorti de son lit, il est éminemment souhaitable de l'y faire rentrer. Alors, aucun compromis n'est possible avec les économistes, même avec ceux des économistes qui veulent changer l'économie, partisans sincères d'un DD ou tenant d'une *autre* économie (plus sociale, plus solidaire) ? Nous ne disons pas qu'il ne peut pas y avoir des compromis opportuns avec le DD, mais il faut bien en voir les limites.

Si l'honnêteté intellectuelle et l'éthique de la conviction rejettent toute compromission de la pensée, au niveau de la pratique, de l'action concrète, des programmes politiques, on peut apporter des nuances. Pour tous les partisans de la décroissance, les programmes *de transition* proposés seront nécessairement réformateurs. En conséquence, beaucoup de propositions « alternatives » qui ne se revendiquent pas explicitement de la décroissance peuvent y trouver heureusement leur place. La décroissance offre ainsi un cadre général qui donne sens à de nombreuses luttes sectorielles ou locales favorisant des compromis stratégiques et des alliances tactiques. La liste des alliances possibles sur des objectifs communs limités, de la lutte contre les grands projets inutiles à celle contre le grand traité Euratlantique, en passant par l'opposition au nucléaire, est innombrable. Toutefois, ces initiatives à encourager ne constituent pas des fins en soi ; elles ne peuvent avoir d'effet durable qu'à condition de s'inscrire dans un projet de rupture et de construction d'une alternative au système dominant.

Il importe de déjouer les pièges et les dangers de la compromission. Ce que disait Castoriadis à propos du développement en général, dans le débat sur le mythe du développement<sup>12</sup>, est encore plus percutant pour le DD qui, comme l'enfer, est pavé de bonnes intentions : « *Enfin, un dernier mot sur la question positive de la politique proprement dite, au sens du : que faire ? C'est effectivement la question décisive, mais il y a une question préalable : d'où parlons-nous, en quelle qualité parlons-nous ? Sommes-nous les partenaires d'une firme de « Conseillers en développement à horreur atténuée » ? Allons-nous tracer les lignes de contour qui maximisent la production de blé en minimisant la population concentrationnaire ? Je n'en suis pas, pour ma part. Je ne suis pas conseiller en développement à horreur minimale* » (ibid).

Il est impossible de donner, en effet, une quelconque légitimité au DD, « *Ceux et celles qui de bonne foi y croient encore (au développement durable) courent ainsi le risque de ne pas être acquittés par le tribunal de l'histoire, si l'état futur de la biosphère en permet la tenue* » (Gerber, 2013, p. 10).

---

<sup>12</sup> Ici, in Domaines de l'homme, 10/18 p. 212.

## Références bibliographiques

- ALTHABE G. (1969), *Oppression et libération dans l'imaginaire. Les communautés villageoises de la côte orientale de Madagascar*, Préface de Georges Balandier, « Textes à l'appui », Paris, Maspero.
- AMINATA T. (2002), *Le viol de l'imaginaire*, Actes Sud/ Fayard.
- BAUDRILLARD J. (1970), *La société de consommation*, ed. Denoël.
- BIAGINI C. (2012), *L'emprise numérique. Comment internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies ?* Editions l'échappée, Montreuil.
- BIARDEAU M. (1981), *L'hindouisme, anthropologie d'une civilisation*, Flammarion.
- BROWN N. O. (1959), *Éros et Thanatos : la psychanalyse appliquée à l'histoire*, Traduit de l'anglais par Renée Villoteau, « Les lettres nouvelles », Paris, Julliard, 1960.
- COCHET Y., SINAI A. (2003), *Sauver la terre*, Fayard.
- DE FOUCAULD J.B (1980), *La révolution du temps choisi*, Albin Michel.
- DIEMER A. et alii (2013), *Ecologie politique VS Ecologie industrielle : quelles stratégies pour le développement durable ?* Editions Oeconomia.
- DUMONT L. (1966), *Homo Hiérarchicus, Le système des castes et ses implications*, Gallimard, Paris.
- CIMADE (1996), « Quand l'Afrique posera ses conditions », *Dossier pour un débat*, n°67, septembre, Fondation pour le progrès de l'Homme.
- ELLUL J. (2013), *Pour qui, pour quoi travaillons-nous ?*, La petite vermillon.
- GERBER V. (2013), *Murray Bookchin et l'écologie sociale*, Ecosociété, Montréal.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1994), *La décroissance*, Sang de la Terre.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1971), *Demain la décroissance : Entropie, écologie, économie*, Traduit et préfacé par Ivo Rens et Jacques Grinevald, Lausanne, Pierre-Marcel Favre, 1979.
- ILLICH I. (1977), *Le chômage créateur*, Le Seuil.
- JAULIN R. (1974), *La Décivilisation, politique et pratique de l'ethnocide*, Bruxelles, Editions Complexe.
- KEMPF H. (2007), *Comment les riches détruisent la planète ?*, Seuil.
- LAURENT P.J (1996), *Le don comme ruse. Anthropologie de la coopération au développement chez les Mossi du Burkina Faso : la fédération Wend-Yam*.
- LIPIETZ A. (2006), « Peut-on faire de l'économie de l'environnement ? », *Cosmopolite*, n°13, Editions Apogée.
- MARCELLESI F. (2012), *Cooperacion al postdesarollo ? Bases teoricas para la transformacion ecologica de la cooperacion al desarrollo*, Bakeaz, Bilbao.
- MARSHALL S. (1972), *Age de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Gallimard.
- MORIN F. (2013), « les droits de la Terre-Mère et le bien vivre, ou les apports des peuples autochtones face à la détérioration de la planète », *Revue du Mauss*, n°42, La découverte.
- NDIONE E. S (1987), *Dynamique urbaine d'une société en grappe : un cas, Dakar*, ENDA.

- NORBERG-HODGE H. (1991), *Ancient futures : Learning from Ladakh*, San Francisco, Sierra Club. Ed. française : *Quand le développement crée la pauvreté. L'exemple du Ladakh*. Fayard, 2002.
- PAQUOT T. (2012), *Alterarchitectures Manifesto*, Eterotopia.
- RAHNEMA M. (2003), *Quand la misère chasse la pauvreté*, Arles, Actes Sud.
- RIST G. (1996), *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Presses de sciences po.
- RIST G. (1984), « Processus culturels et développement », 4<sup>e</sup> conférence générale de l'EADI, Madrid.
- ROSTOW W.W. (1960), *Les étapes de la croissance économique*, Traduit de l'anglais par M.-J. Du Rouret, Paris, Seuil, 1962.
- SACHS W. (1992), *For Love of the Automobile : Looking Back into the History of Our Desires*, Berkeley, University of California Press.
- SACHS W., GUSTAVO E. (1996), *Des ruines du développement*, Ecosociété.
- SUSAN G., SABELLI F. (1994), *Crédits sans frontières, la religion séculaire de la banque mondiale*, Paris, La Découverte.
- ZACCAI E. (2007), *Sustainable Consumption, Ecology and Fair Trade*, Routledge.
- ZAJACZKOWSKI A. (1982), *Dimension culturelle du développement*, Publication du Centre d'Etudes sur les Pays hors-européens, Académie polonaise des Sciences, Varsovie.

# Les fondements épistémologiques lacano-marxistes de la décroissance chez Serge Latouche

Ozgur GUN, Franck-D. VIVIEN<sup>13</sup>

*Université de Reims Champagne Ardenne, REGARDS*

## Résumé

Deux sources de la décroissance « à la française » peuvent être évoquées : une perspective naturaliste dont la figure intellectuelle tutélaire serait Nicholas Georgescu-Roegen et une perspective culturaliste. C'est sur cette seconde que nous avons mis l'accent, mais, non pas, en se référant principalement à Ivan Illich, comme le fait Serge Latouche, mais à des racines lacano-marxistes, dont nous montrons qu'elles éclairent le sens du projet de décroissance/sortie de l'économie qu'il porte depuis plus d'une décennie, lequel apparaît comme la poursuite d'un projet plus ancien de critique de l'économie politique et in fine de critique de la critique de l'économie politique.

## Mots clés

*Décroissance, Georgescu-Roegen, Economie politique, Imaginaire, Latouche,*

Dans ses écrits récents – l'article publié dans la Revue du MAUSS (Latouche, 2013) en fournit un bon exemple –, l'argumentaire développé par Serge Latouche en matière de décroissance semble épouser celui que présentait Nicholas Georgescu-Roegen (1970, 1971, 1975) dans les années 1970. Latouche (2013, p. 179) insiste ainsi sur l'étendue de la crise environnementale contemporaine (via, notamment, la sixième extinction biologique de masse, les émissions croissantes de gaz à effet de serre, la production de déchets nucléaires...) et sur le fait que « l'homme est devenu une puissance tellurique capable d'interférer avec les grands cycles de la planète » ; une formule proche de celle de Vernadsky (1926), qui fait écho aux propos de Georgescu-Roegen (1975, p. 117) qui, de son côté, s'appuyait sur les travaux du géologue Preston Cloud. Latouche poursuit par une critique virulente à l'encontre des économistes qui continuent d'ignorer la gravité de cette situation ou qui s'en remettent aux prix, aux marchés et à la rationalité des agents économiques pour trouver des solutions. C'est le « déni de la nature » sur lequel est fondée la discipline économique qu'il met alors en exergue. La théorie économique dominante, écrit-il, est « *un non-sens écologique* » (Latouche, 2013, p. 185). A l'inverse, mettant ses pas dans ceux du « *grand savant et économiste roumain* », Latouche (2013, p. 184-185) insiste sur la nécessité de reconnaître l'importance de la thermodynamique, tant du point de vue énergétique que matériel – il évoque ainsi la 4<sup>ème</sup> loi de la thermodynamique, si

---

<sup>13</sup> ozogun@gmail.com ; fd.vivien@univ-reims.fr

chère à Georgescu-Roegen (1975). Et Latouche de faire retour sur la parution du Premier rapport au Club de Rome (Meadows et al., 1972) et sur les attaques dont il a fait l'objet de la part des économistes, que cela soit Solow ou Hayek. Là encore, ses propos font écho à l'engagement de Georgescu-Roegen dans cette controverse – ce dernier ayant même proposé à Meadows de l'aider dans le débat qui l'opposait aux économistes de la croissance (Levallois, 2010), avant de s'en détourner, rejetant par là même la perspective de l'état stationnaire qui était centrale dans le premier rapport du Club de Rome.

Le lecteur familier de la littérature de la décroissance ne s'étonnera pas de cette proximité entre les écrits de Latouche et ceux de Georgescu-Roegen, puisque ce dernier est considéré par certains tenants de la décroissance (Clémentin et Cheynet, 2003, p. 11) comme « le père » de cette perspective que porte haut et fort Latouche (2012a, 2012b, 2011b, 2007, 2006) à travers une série impressionnante d'ouvrages. Pourtant, cette filiation et ces rapprochements ne sont peut-être pas aussi évidents qu'il peut y paraître au premier abord. C'est ce que nous voudrions montrer ici, en constatant que la perspective de la décroissance chez Serge Latouche s'enracine dans des conceptions développées par celui-ci bien avant qu'il se réfère aux travaux de Georgescu-Roegen<sup>14</sup>. On peut rappeler que la référence au terme décroissance n'apparaît dans ses écrits qu'en 2002, à l'occasion d'un article publié dans la revue écologiste *Silence* (Latouche, 2002). L'organisation du colloque à l'UNESCO « *Défaire le développement, refaire le monde* » (Appfel-Marglin et al., 2003) est un autre évènement de ce moment charnière dans l'évolution de l'œuvre de Latouche.

« Sortir de l'économie » est une autre expression utilisée par Serge Latouche en lieu et place du terme « décroissance » – on la trouve d'ailleurs dans le texte évoqué plus haut (Latouche, 2013, p. 192). C'est à comprendre le sens de cette expression que nous allons nous attacher. Le parcours intellectuel de Latouche est marqué par une entreprise critique, qui se nourrit d'un retour aux textes de deux grands auteurs : « épistémologie économique = Marx et Freud », écrivait-il sur le tableau des amphithéâtres en guise d'introduction à son cours dispensé dans cette matière (Latouche, 2011a, p. 261). C'est dans une perspective marxiste qu'il s'engage comme économiste du développement au milieu des années 1960<sup>15</sup>, avant d'entreprendre vis-à-vis du marxisme un travail critique, jusqu'à une rupture qu'il estime

---

<sup>14</sup> Latouche connaît les travaux de Georgescu-Roegen depuis les années 1970 (voir, par exemple, la référence à *La science économique, ses problèmes, ses difficultés* dans *Le procès de la science sociale* (Latouche, 1984a, p. 86-87). C'est l'époque où André Gorz (1978), notamment, se réfère à ceux-ci. C'est aussi à cette période que Georgescu-Roegen est invité en Suisse et en France (à l'Université de Strasbourg, notamment). Il y rencontre souvent François Perroux à l'ISMEA (cf. le témoignage de R. Passet (2011)). Mais, pendant très longtemps, Latouche n'intégrait pas les travaux de Georgescu-Roegen dans ses propres réflexions. Les références à la problématique environnementale vont commencer à prendre place dans son œuvre à partir de *La Planète des naufragés* (Latouche, 1991).

<sup>15</sup> Intitulée *La paupérisation à l'échelle mondiale* (1966), la thèse de Latouche se conclut alors sur « un vibrant plaidoyer en faveur d'un développement planifié avec une accumulation du capital la plus rapide possible grâce à un raccourci technologique » (Latouche, 2005c).

aujourd'hui consommée (Latouche, 1975, 1984b, 2009). On peut toutefois noter la citation de Marx, encore présente dans son texte publié dans la Revue du MAUSS (Latouche, 2013, p. 180). Cette perspective critique vis-à-vis de l'économie politique se nourrit, entre autres, de la psychanalyse : la lecture, alors qu'il est encore étudiant, d'Eros et Thanatos de Norman Brown (1950) – un essai d'application de la psychanalyse à l'histoire, qui confronte notamment les analyses de Freud à celles de Marx<sup>16</sup> et des économistes libéraux – lui ouvre les yeux sur une dimension absente de l'analyse économique. Comme l'atteste la publication d'Epistémologie et économie. Essai sur une anthropologie sociale freudo-marxiste (Latouche, 1973), c'est à rapprocher certains éléments de la critique sociale marxiste et certains concepts fondamentaux de la psychanalyse qu'a travaillé, à une certaine époque, Serge Latouche, comme d'autres chercheurs inspirés par l'École de Francfort, notamment par les travaux d'Herbert Marcuse. Même s'il rejette aujourd'hui cette publication, nous voudrions montrer en quoi cette approche lacano-marxiste<sup>17</sup> permet d'éclairer sa perspective de la décroissance. Pour ce faire, nous allons faire retour sur un des fils conducteurs de sa recherche, à savoir ce qu'il nomme « l'invention de l'économie ». C'est ainsi qu'est intitulé un de ses ouvrages (Latouche, 2005a), mais toute son œuvre, selon son propre aveu, pourrait figurer sous ce titre<sup>18</sup>. Il s'agit – et, là encore, c'est Latouche qui donne cette clef – de comprendre comme s'est opérée l'entrée dans l'économie, pour comprendre comment on pourrait en sortir...

## L'économie ? Une perspective culturaliste ancrée dans l'histoire

Dire que l'on est « entré dans l'économie » signifie qu'il n'y a pas de substance ou d'essence de l'économie, que l'économie n'est pas une nécessité, qu'elle ne relève pas de la nature, mais de l'histoire. On reconnaît là une posture théorique et

---

<sup>16</sup> N.O. Brown (1959, p. 31-32) écrit : « Aussi la théorie freudienne vient-elle particulièrement à propos quand l'histoire pose cette question : « Que désire l'homme au-dessus et au-delà du « bien-être économique » et du « pouvoir de maîtriser la nature ? ». Marx affirme que l'essence de l'homme est le travail et il suit la trace de la dialectique du travail dans l'histoire (...) Freud propose (...) : au-delà du travail, il y a l'amour (...) De ce point de vue, l'Eros refoulé est l'énergie de l'histoire et le travail doit être considéré comme l'Eros sublimé. De cette façon un problème qui n'a pas été abordé par Marx peut l'être avec l'aide de Freud ».

<sup>17</sup> La nuance entre « lacano- » et « freudo-marxisme » tient évidemment à la lecture lacanienne de Freud. Celle-ci se veut être un retour aux écrits de Freud pour les débarrasser de l'interprétation « normalisatrice » dont ils sont l'objet, notamment au travers de la psychanalyse nord-américaine. C'est aussi une autre interprétation de ce qu'est l'inconscient que propose Lacan. Alors que l'on trouve chez Freud la métaphore de l'archéologie – l'idée de strates psychiques dans lesquelles il faut creuser de plus en plus pour remonter aux origines – Lacan va user d'une autre image inspirée par la linguistique (« L'inconscient est structuré comme un langage ») de Ferdinand de Saussure et l'anthropologie (Claude Lévi-Strauss insistant sur le symbolisme comme structure). Si nous parlons de « lacano-marxisme » au sujet de Latouche, alors qu'il se réfère plutôt à Freud (Latouche, 2009), cela tient, comme nous allons le voir, à la présence incontournable chez lui de la triade lacanienne du réel, du symbolique et de l'imaginaire, qui est absente chez Freud.

<sup>18</sup> Latouche (2005a, p. 7) écrit : « Toute mon activité intellectuelle, depuis ma thèse de doctorat d'Etat de 1966, *La Paupérisation à l'échelle mondiale*, pourrait s'inscrire sous le titre global de « L'invention de l'économie ». Plus loin, on peut lire encore : « Au total, cette recherche sur l'invention de l'économie m'a donc accompagné tout au long de mon itinéraire intellectuel » (op. cit., p. 9).

épistémologique répandue depuis l'analyse de Marx, le premier à avoir insisté avec force sur le caractère historique des formations sociales, des sociétés et de leurs représentations ou idéologies, en soulignant au passage leur caractère déterminé par les modes de production. Pour autant, chez Latouche, cette « invention » de l'économie ne s'explique pas par une théorie ou une philosophie déterministe de l'histoire – c'est là une de ses prises de distance vis-à-vis de l'analyse marxiste<sup>19</sup>. Si nous avons affaire à un processus historique, indissociable de l'entrée dans le capitalisme, il faut plutôt y voir une « suite d'accidents historiques » (Latouche, 1984b, p. 47), la conséquence d'« aventures » humaines (Latouche, 1984b, p. 286) « où se mêlent le hasard, le désir, la volonté » (Latouche, 2004a, p. 128), quelque chose qui ressemble à une « odyssée » (Latouche, 2005a, p. 20).

Il n'y a rien d'universel dans cette création puisque l'économie, selon Latouche (2005a, p. 17), est avant tout « un processus culturel », propre à l'Occident<sup>20</sup>, qui est parti à la conquête du monde. « Des traces, des embryons, des anticipations parfois géniales se rencontrent ici ou là, en Chine, en Inde et dans le monde arabe, écrit Latouche (2005a, p. 15), mais « l'échec » du capitalisme dans ces pays et, finalement, de « l'économie » limite les réflexions ». Ainsi, certaines sociétés peuvent être considérées comme non-économiques : c'est ce dont se rend compte Latouche quand il vit et travaille au Laos en 1966-1967, comme coopérant pour un organisme international ; il découvre alors une société « a-développée » qui, sans être idyllique, connaît une « espèce de bien-être collectif, d'art de vivre, à la fois raffiné, relativement sobre, mais en équilibre avec le milieu naturel » (Latouche, 2005c). Ces observations font écho aux travaux d'anthropologie économique (Polanyi, Clastres, Mauss...) dont s'imprègne peu à peu Latouche. Y figurent en bonne place les analyses développées par Marshall Sahlins (1972) dans *Stone Age Economics*. Cet ouvrage, qui renverse la perspective généralement adoptée par les économistes depuis Adam Smith quant à la rareté et l'abondance, constitue aujourd'hui encore une référence pour Latouche dans ses écrits sur la décroissance (Latouche, 2013, p. 192). Alors que les sociétés primitives de cueilleurs-chasseurs sont habituellement considérées comme le symbole même de la misère, Sahlins en fait des sociétés d'abondance, au sens où elles ont institué la limitation des besoins et la

---

<sup>19</sup> Latouche (1984a, p. 198) refuse le « déterminisme historique » revenant à soutenir l'idée « d'un trajet unique d'une histoire dont l'achèvement est la condition de l'intelligibilité ». Il affirme au contraire qu'il « n'y a ni totalité réelle à un moment donné, ni totalité de totalités au terme de l'histoire », car « il n'y a ni tout, ni terme de l'histoire ».

<sup>20</sup> Le terme n'est pas aisé à définir. L'Occident, écrit Latouche (2005d, p. 10-11) « est un lieu introuvable. L'expérience historique unique et spécifique du monde moderne révèle un ensemble de forces relativement permanentes et des dimensions constantes sous des formes toujours renouvelées. Il est assez naturel d'attribuer les éléments durables ainsi manifestés à un sujet appelé « Occident » (...) Le sens commun nous apprend que l'Occident a à voir avec une entité géographique, l'Europe, avec une religion, le christianisme, avec une philosophie, les Lumières, avec une race, la race blanche, avec un système économique, le capitalisme. Pourtant, il ne s'identifie à aucun de ces phénomènes (...) L'Occident nous apparaît comme une machine vivante, mi-mécanisme mi-organisme, dont les rouages sont des hommes et qui, pourtant, autonome par rapport à eux dont elle tire force et vie, se meut dans le temps et dans l'espace suivant son humeur propre. En bref, une « mégamachine » (...) L'Occident comme unité synthétique de ces différentes manifestations est une entité « culturelle », un phénomène de civilisation ».

frugalité, et non la rareté. Dès lors, bien que, dans ces sociétés primitives, les moyens de subsistance soient extrêmement réduits, les individus y vivent dans une certaine aisance – ce que résume Sahlins (1972, p. 49) par la formule : « *Want not, lack not* ». Par là même, ces sociétés ne connaissent pas l'économie, entendue comme sphère spécifique de raisonnements et de motivations qui incite à accroître la production et les échanges pour répondre aux besoins non satisfaits.

Dans les années 1980, cette perspective d'une existence et d'une culture hors de l'économie structure la critique du développement qu'opère Latouche (1984b, 1986) dans ses ouvrages *Critique de l'impérialisme* et *Faut-il refuser le développement ?*. Comme d'autres auteurs – ceux qu'il décrit comme « *une petite internationale anti- ou post-développementiste* », réunie autour d'Ivan Illich (Latouche, 2011b, p. 166) – il n'a cessé de dénoncer l'occidentalisation du monde et « l'impérialisme culturel » présent dans la notion de « développement »<sup>21</sup> et de ses diverses déclinaisons. On retrouvera cette critique dans les années 1990 quand la notion de développement durable aura fait son apparition. Dans un numéro spécial de la Revue Tiers Monde consacré au premier Sommet de la terre de Rio, Latouche (1994) parlera à propos de cette notion d'un « concept-alibi » qui justifie la mainmise du système économique sur la nature et la guerre économique de tous contre tous<sup>22</sup>. Elle n'est, selon lui, que le dernier avatar d'une longue série d'expressions censées annoncer un « autre développement » que celui qui existe réellement, lequel n'est autre que la croissance, le règne du « toujours plus », le triomphe de l'univers du calcul et de la rationalité. Pire, avec son intention de vouloir durer dans le temps, voire de déterminer de manière définitive les conditions de reproduction de l'économie, de la société et de l'environnement, il symbolise le triomphe d'une idéologie, le fin mot de la « *fin de l'histoire* »... Toutefois, ce triomphe de l'économie n'est jamais total, l'autonomisation de l'économie vis-à-vis de la culture n'est jamais complète. C'est ce que l'on peut lire à travers les jalons d'histoire de la pensée économique posés par Latouche (2005a) dans *L'invention de l'économie*. En allant d'Aristote à Smith, il nous montre comment cette culture économique se cherche, s'élabore, comment elle s'affermi, mais, dans le même temps, il nous conte aussi une « contre-histoire » de l'économie, une histoire de l'« anti-économique »<sup>23</sup> – c'est une autre définition de la décroissance chez Latouche (2011b, p. 7) –, dans laquelle ses propres écrits prennent place. De même, dans les faits, si Latouche peut observer cette économisation du monde à

<sup>21</sup> « Selon nous, le sous-développement est avant tout une nomination occidentale, un masque posé sur la réalité de la déculturation des sociétés du Tiers Monde », écrit Latouche (1986, p. 165).

<sup>22</sup> S'il rejette la notion de « développement », Latouche reconnaît que l'adjectif « durable » a du sens : il renvoie à la sagesse du paysan qui plante un arbre et sait que ce sont les générations futures qui en profiteront. Latouche (2006, p. 27) précise : « Le caractère durable ou soutenable (...) renvoie non au développement « réellement existant », mais à la reproduction. La reproduction durable a régné sur la planète à peu près jusqu'au XVIIIe siècle ; il est encore possible de trouver chez les vieillards du tiers-monde des « experts » en reproduction durable. Les artisans et les paysans qui ont conservé une large part de l'héritage des manières ancestrales de faire et de penser vivent le plus souvent en harmonie avec leur environnement ».

<sup>23</sup> Latouche (2005a, p. 20) parle de « l'anti-économique » d'Aristote. Le sous-titre de *Faut-il refuser le développement ?* (Latouche, 1986) est « Essai sur l'anti-économique du Tiers Monde ».

l'œuvre dans les pays du Sud, il y constate aussi des résistances à cette dynamique – c'est le thème central de *La planète des naufragés* (Latouche, 1991) : « *dans les marges des villes, écrit-il, les populations bricolent une vie précaire mais décente grâce aux stratégies relationnelles fondées sur l'esprit du don et de la réciprocité* » (Latouche, 2011b, p. 167). Par là même, ces sociétés du Sud ont été une des sources d'inspiration de sa pensée de la décroissance<sup>24</sup>.

## L'économie ? Une perspective symbolique

Relevant de l'histoire, le discours économique, tel qu'il est analysé par Latouche, va progressivement se construire sur des pratiques émergentes, lesquelles vont pouvoir s'appuyer sur une entreprise de légitimation et de théorisation. Le discours économique est, à la fois, un discours savant, ce que l'on désigne comme la science ou la théorie économique, et un discours profane – le discours que tiennent les individus au quotidien –, mais aussi une catégorie de faits sociaux qui vont être désignés comme « économiques »... Réalité culturelle, proprement occidentale dans son principe, l'économie est appréhendé par Latouche comme un système symbolique général.

On peut présenter les grands traits de cette analyse en reprenant la triade, bien connue, de la linguistique structuraliste de Ferdinand de Saussure entre le signifiant (ou plus généralement le symbole), le signifié (l'idée, la représentation ou encore la réalité psychique) et le référent (le matériel réel qui ne parle pas, mais qui est parlé, une fois saisi dans cette triade). Lorsqu'il est question de la réalité sociale, Latouche ne nie pas l'existence du référent mais souligne son caractère déjà, en soi, symboliquement structuré. Bien entendu, cette structuration symbolique n'est jamais achevée, ni close : la réalité sociale, la « *vie sociale*, aime à écrire Latouche (1984a, p. 132), *n'en finit pas de se dire* ». « *Toutefois, ajoute-t-il, elle ne se dit pas qu'avec des mots. Elle se dit aussi avec des gestes, c'est-à-dire des représentations qui impliquent un au-delà, un à côté dans la conduite animale ou l'objet sensible. C'est cela qui amène à dire que la vie sociale se fait* » (ibid, p. 132-133).

Puisque, dans « notre être au monde », nous échappons à l'ordre sensible de la nature pour être enfermés dans celui du sens (Latouche, 1984a, p. 23), l'économie est, non pas tant ou seulement caractérisée par le symbolique, elle est fondamentalement symbolique. Soutenir cela, ce n'est pas nier l'existence, par exemple, des objets de consommation, c'est souligner, non seulement que leurs raisons d'être en tant qu'objets de consommation tiennent à ce qu'ils symbolisent à un moment donné pour la plupart des individus, mais aussi qu'il n'y a aucun lien de nécessité entre ces

---

<sup>24</sup> Dans *Vers une société d'abondance frugale*, Latouche (2011b, p. 166-167) écrit : « *Il convient de rappeler ici que le projet de la décroissance est bel et bien né à propos du Sud, plus particulièrement de l'Afrique* ». « *L'intérêt de l'expérience de l'Afrique, c'est de voir que ces gens survivent hors économie, comme dans les villages que j'avais trouvé au Laos* », écrit ailleurs Latouche (2009, p. 311).

objets et ce dont ils sont symboliquement investis (de la même manière qu'en linguistique saussurienne, le lien entre le signifié et le signifiant est arbitraire). En somme, le référent dont il est question ici n'est pas l'objet physique lui-même, mais un signifiant - on retrouve là les analyses de Jean Baudrillard (1972), un compagnon de route lacano-marxiste de Latouche<sup>25</sup>.

Considérer la réalité sociale comme réalité symbolique conduit évidemment à souligner la centralité de sa composante imaginaire. Tout symbole présuppose l'imaginaire, en tant que capacité de « voir » dans une chose quelconque (un objet, un être vivant, etc., et bien entendu un mot, une idée) ce qu'elle n'est pas en soi : il faut en effet cette capacité de représentation pour « s'imaginer », par exemple, que le signifiant (le symbole) d'une voiture de sport renvoie à la réalisation de soi comme signifié. Ici, l'imaginaire a trait à la capacité de représentation sans laquelle le symbolisme ne pourrait être. En outre, le mode d'existence de l'imaginaire (non plus comme capacité, mais comme réalisation, i.e. l'imaginé) passe nécessairement par des « images » représentant quelque chose - par des symboles -, de la même manière qu'un signifié ne peut exister sans signifiant. Le lien entre un symbole donné (la croissance, par exemple) et sa composante imaginaire (l'opulence, le bonheur, la fin de la crise, etc.) ne relève d'aucune nécessité, sans que cela ne signifie pour autant que ce lien soit proprement farfelu (il a ses raisons) ou qu'il soit sans efficacité. Cette indétermination relative est propre à tout système symbolique - comme en témoigne le fait que plusieurs signifiés soient rattachés au même signifiant ou qu'un même signifié soit attaché à plusieurs signifiants - et participe du caractère non fini du réel social ou historique.

Quelles que soient les raisons des systèmes symboliques et de leurs articulations avec des systèmes imaginaires, il n'en demeure pas moins qu'en tant qu'individus nécessairement socialisés, nous avons tous affaire à eux. Mieux, on peut dire que nous sommes au monde par leur truchement. C'est donc peu de dire que l'économie ainsi envisagé fait système, qui tient par les esprits et les symboles : les mots de l'économie se tiennent, ils se renvoient les uns aux autres - c'est ce que montre Latouche (2005a, p. 24) quand il étudie la sémantique économique, le « *réseau de significations qui dessine une sphère complète du domaine en question* ». Ces mots - besoin, capital, division du travail... - légitiment des pratiques en leur donnant sens, pratiques qui, en retour, semblent donner raison aux mots. Il y a là un ordre complet avec ses règles explicites et implicites, un ordre impliquant des activités qui mobilisent nécessairement des représentations avec des symboles, des croyances et des imaginaires, lesquels mettent en jeu des comportements ajustés.

---

<sup>25</sup> Dans *Faut-il repenser le développement ?*, Latouche (1986, p. 179), pour qualifier le sous-développement, reprend une des formules qu'utilise Baudrillard pour définir la société de consommation, à savoir « un pseudo-réel tout entier produit à partir de la combinaison d'un code technique et idéologique ».

Cette circularité, ou ce caractère autoréférentiel, de la réalité sociale comme tout explique en grande partie pourquoi l'économie « tient », envers et contre (presque ?) tout. Ainsi quand le réel parlé – sous la forme de la « contrainte environnementale », par exemple – fait irruption, on observe d'incessants phénomènes de résistance, de déni et de refoulement – autres concepts centraux de la psychanalyse. Pour Latouche, la notion de développement durable semble relever de ce type de phénomène. « *En réalité, écrit-il, derrière l'ergotage sur le mot se cache souvent la résistance au sens psychanalytique du terme* » (Latouche, 2010, p. 47). Il permet que nos dispositions idéologiques restent imperméables au savoir que nous avons d'une réalité – ici, environnementale. Pour le comprendre, on peut mobiliser le concept de déni fétichiste, comme le fait le philosophe lacano-marxiste contemporain Slavoj Žižek (2011). C'est ce qu'illustre parfaitement la célèbre formule proposée par Octave Mannoni (1969), « *je sais bien mais quand même...* ». Soit une première formule : « *je sais bien qu'en faisant ce que je fais (en consommant, en produisant...), je suis en train de polluer (et que c'est grave), mais quand même je crois que je ne pollue pas (ou pas tant que cela, ou alors que ce n'est pas grave)* ». En permettant au sujet de ne pas renoncer à ses croyances (au nom de ce qu'il sait pourtant être la réalité), le déni rend possible le maintien de sa croyance entrant en contradiction directe avec son savoir. La première formule, contradictoire et intenable dans ses termes, devient alors : « *je sais bien que je pollue et que c'est grave, mais le développement durable (ou les avancées technologiques, ou le marché des droits à polluer, etc.) permet de limiter les effets de mes pratiques en termes de pollution* ». Dans cette seconde formule, le développement durable, qui ressortit de l'ordre symbolique et imaginaire dominant, fonctionne comme un « fétiche », ainsi que le note Latouche (2010, p. 47), comme l'incarnation du mensonge (à soi-même) qui permet de supporter l'insupportable vérité, l'insupportable réalité.

## La difficile sortie de l'imaginaire économique

Etant donnée la manière dont Latouche conçoit l'économique, sortir de celui-ci est nécessairement ardu : l'ordre symbolique résiste, en effet. Malgré tout, fidèle à une tradition freudo-marxiste, l'idée de révolution demeure dans la perspective qu'il dessine, mais sans que celle-ci soit donnée par une théorie totale et définitive de la réalité. Si, comme nous l'avons rappelé, l'histoire importe chez Latouche, elle n'est pas écrite. Cet inachèvement du réel est vertigineux, mais il est aussi gros d'espoirs : le social « *n'en finit pas de se dire* », note Latouche (1984a, p. 198), en soulignant que l'histoire ne saurait avoir un sens, mais plusieurs (et non une infinité puisqu'il ne rejette pas l'idée de causalité) : « *l'histoire, écrit encore Latouche (1984a, p. 198), ne dessine pas une infinité de lignes, seulement une pluralité* ». Il s'inscrit en cela explicitement dans la voie étroite dessinée par cet « *incontournable précurseur de la décroissance* » (Latouche, 2010, p. 12) qu'est Cornélius Castoriadis, à savoir une perspective de changement social qui « *n'a pas de sujet historique porteur* » (Latouche, 2011b, p. 176). Occupant la place salvatrice du prolétariat chez Marx, mais sans

constituer « *une classe en soi ni a fortiori une classe pour soi* » (Latouche, 1993, p. 40), les « *exclus du développement* », les « *laissés-pour-compte* », les « *naufragés de la planète* », comme les désigne Latouche, offrent des ressources en matière de vie bricolée entre tradition et modernité, mais ce ne sont que des exemples, des pistes, d'autres façons d'être au monde. Latouche esquisse ainsi un processus de libération, dont la psychanalyse offre une métaphore<sup>26</sup>, une sorte d'idéal politique centré sur l'autonomie individuelle et collective : alors que nous sommes « *agis* » (« *parlés* », en somme), nous devons advenir comme sujets et décider par nous-mêmes et pour nous-mêmes de ce qu'est une « *bonne vie* » – une autre façon qu'a Latouche (2010, p. 75) de désigner la décroissance. Comme chez Castoriadis (Prat, 2012, p. 86 et suiv.), l'autonomie dont il est question ici – « *l'auto-organisation consciente et lucide de la société* », écrit Latouche (2010, p. 146) – ne conduit pas à un état achevé – ce qui laisserait entendre la possibilité d'une maîtrise totale de la société – mais à une « *situation active* », un autre rapport entre conscience et inconscience, entre les institutions que l'on se donne et la critique que l'on peut toujours en faire.

Si la sortie du capitalisme apparaît nécessaire – « *la décroissance peut être (...) considérée comme un éco-socialisme* », écrit Latouche (2011b, p. 114) –, elle n'est pas suffisante ; l'accent étant mis sur la « *servitude volontaire* » des individus, sur leur « *imaginaire* » manipulé par la propagande et la publicité (Latouche, 2011b, p. 106). Le « *grand chambardement* » (Latouche, 2011b, p. 183) que représente l'idéal de la décroissance serait affaire de tous, au risque que, finalement, il ne soit l'affaire de personne ! « *La question de la sortie de l'imaginaire dominant, pour Castoriadis comme pour nous, reconnaît Latouche (2005b, p. 10), est une question centrale, mais très difficile, parce qu'on ne peut pas décider de changer son imaginaire et encore moins celui des autres, surtout s'ils sont « accro » à la drogue de la croissance* ».

## Avant tout, une activité critique

Une des voies de libération des esprits, ou de décolonisation de l'imaginaire, passe par l'activité critique. C'est la perspective adoptée par Latouche dès le début des années 1970, à une époque où l'on discutait beaucoup des travaux des théoriciens de l'école de Francfort – Latouche (2014), pour sa part, reconnaissant l'importance qu'ont eu sur ses réflexions les écrits de Marcuse et de Habermas. Pour Latouche, l'essentiel de la science sociale doit consister en une critique des discours idéologiques, laquelle vise à dire « *le non-dit* », à dénoncer les « *significations non-pensées* » et à démasquer les conditions de production de ces discours dominants.

---

<sup>26</sup> Castoriadis (1975, p. 151) écrit : « *l'autonomie, c'est ma loi, opposée à la régulation par l'inconscient qui est une loi autre, la loi d'un autre que moi* ». Le fait que la régulation par l'inconscient soit « *la loi de l'autre (de l'autre en moi)* » renvoie à la formule de Lacan (1966, *Ecrits I*, Seuil, Paris) : « *L'inconscient, c'est le discours de l'autre* » (« *le dépôt des visées, des désirs, des investissements, des exigences, des attentes – des significations dont l'individu a été l'objet* » (Castoriadis, 1975, p. 152). La quête de l'autonomie devient alors : « *mon discours doit prendre la place du discours de l'Autre, d'un discours étranger qui est en moi et me domine : parle pour moi* ». Dire cela, c'est dire aussi la dimension sociale du problème.

Cette activité est fondamentalement subversive puisqu'elle détruit les assises imaginaires de la situation socio-historique.

Cette critique, selon Latouche, abolit la séparation entre le discours et le réel – « *le réel se (cachant) dans les mailles du discours (...) il est aussi discours. (c'est donc lui qu'il s'agit de critiquer et d'interpréter* » ; en conséquence, « *la critique du discours économique est indissociablement critique de l'économie, interprétation de la vie économique* » (1984a, p. 201). Pour autant, il ne faudrait pas croire que l'action prescrite se limite à la seule herméneutique (dont nous venons de rappeler les grands traits). En effet, il est pour lui aussi question d'action « dans la vie concrète ». C'est ce qu'il conclue lorsqu'il écrit : « *La seule conclusion historique de la critique de l'économie politique n'est pas et ne peut être une conclusion théorique et académique, elle est un appel à la transformation révolutionnaire de la réalité sur le terrain de la vie concrète et non au seul niveau de la spéculation intellectuelle. Cette transformation n'est pas forcément la longue marche proposée par le militantisme partisan des professionnels de la révolution ; cette forme de lutte à la fois masochiste et narcissique finit souvent par être à elle-même son propre objectif. Cette transformation est d'abord à inventer dans la pratique quotidienne de la lutte contre l'aliénation* » (Latouche, 1975, p. 204), de la lutte contre l'hétéronomie, pourrait-on ajouter.

Cette perspective est toujours présente chez Latouche (2010, p. 207) : « *la voie de la décroissance, écrit-il, est celle de la libre critique* ». Dans cette optique, c'est le consumérisme qui constitue aujourd'hui sa cible privilégiée, le point de départ de la libération des esprits. Sortir de l'économie est d'abord, pour reprendre, le titre d'un ouvrage paru il y a quelques années, sortir de la société de consommation (Latouche, 2010). Et notre auteur de critiquer la publicité, le crédit à la consommation et l'obsolescence programmée (Latouche, 2012b). Outre qu'un certain nombre de militants de la décroissance viennent du monde de la publicité et s'investissent dans des collectifs anti-pub, cette focalisation peut s'expliquer par le fait que la publicité est l'expression la plus évidente de l'envahissement de notre quotidien par une certaine vision économique du monde (la célèbre « filière inversée » de Galbraith). La publicité s'évertue à nous faire croire que la consommation de tel ou tel objet donne du sens à notre vie, alors qu'elle joue sur la manipulation mentale et l'exacerbation du désir. Se présentant comme une culture à part entière, elle symbolise le fait que « *les mots ne servent plus qu'à vendre* » (Latouche, 2005a, p. 226).

## Conclusion

Nous pouvons revenir sur les deux sources de la décroissance « à la française » – une perspective naturaliste – dont la figure intellectuelle tutélaire serait Nicholas Georgescu-Roegen – et une perspective culturaliste. C'est sur cette seconde que nous avons mis l'accent – mais, non pas, en se référant principalement à Ivan Illich, comme le fait Serge Latouche (Latouche, 2005c), mais à des racines lacano-marxistes, dont

nous avons montré qu'elles éclairent le sens du projet de décroissance/sortie de l'économie qu'il porte depuis plus d'une décennie, lequel apparaît comme la poursuite d'un projet plus ancien de critique de l'économie politique et in fine de critique de la critique de l'économie politique. Si le propos de Latouche semble épouser aujourd'hui l'argumentation de Georgescu-Roegen, la référence à ses travaux est relativement récente. Cela amène à s'interroger sur la cohérence existante entre ces deux perspectives « naturaliste » et « culturaliste » : l'économie découle-t-elle de la réalité des relations entropiques nouées avec une nature plus avare encore que ce que pensent habituellement les économistes ? Ou est-elle une construction culturelle symbolique ? -, une question qui appelle un examen systématique des cadres de pensée de Nicholas Georgescu-Roegen et de Serge Latouche.

## Références bibliographiques

- APPFEL-MARGLIN F. (2003), *Défaire le développement, refaire le monde*, Paris : L'Aventurine.
- BAUDRILLART J. (1972), *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Paris : Gallimard.
- BROWN N.O. (1959), *Eros et Thanatos*, trad. fse, Paris, Denoël, 1972.
- CASTORIADIS C. (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Paris : Le Seuil.
- CLEMENTIN B., CHEYNET V. (2003) « La décroissance soutenable. Vers une économie saine », in M. Bernard et al., *Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse*, Lyon, Parangon, p. 9-16.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1966), *La science économique, ses problèmes, ses difficultés*, trad. fse, Paris, Dunod, 1970.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1970), « La loi de l'entropie et le problème économique », in *La décroissance*, trad. fse, Paris, Ed. Ellébore - Sang de la Terre.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1971), *The Entropy Law and the Economic Process*, Cambridge : Harvard University Press.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1975), « L'énergie et les mythes économiques », in *La décroissance*, trad. fse, Paris, Ed. Ellébore - Sang de la Terre, p. 85-166.
- GORZ A. (1978), *Ecologie et politique*, Paris, Le Seuil, 1978.
- LATOUCHE S. (2014), « La décroissance est-elle un nouveau paradigme de développement ? », conférence à l'occasion de la *journée d'étude : « Serge Latouche et la décroissance »*, ESPE Clermont-Auvergne, 12 février 2014.
- LATOUCHE S. (2013), « Nos enfants nous accuseront-ils ? », *La Revue du MAUSS*, n°42, p. 179-197.
- LATOUCHE S. (2012a), *L'âge des limites*, Paris : Ed. Mille et une nuits.
- LATOUCHE S. (2012b), *Bon pour la casse. Les déraisons de l'obsolescence programmée*, Paris : Les Liens qui Libèrent.
- LATOUCHE S. (2011a), « Oublier Freud ? », *Revue du MAUSS*, n°37, p. 259-265.
- LATOUCHE S. (2011b), *Vers une société d'abondance frugale. Contresens et controverses sur la décroissance*, Paris : Mille et une nuits.
- LATOUCHE S. (2010), *Pour sortir de la société de consommation : voix et voies de la*

- décroissance, Paris : Les Liens qui Libèrent.
- LATOUCHE S. (2009), « Oublier Marx », *Revue du MAUSS*, n°34, p. 305-313.
- LATOUCHE S. (2007), *Petit traité de la décroissance sereine*, Paris : Mille et Une Nuits.
- LATOUCHE S. (2006), *Le pari de la décroissance*, Paris : Fayard.
- LATOUCHE S. (2005a), *L'invention de l'économie*, Paris : Albin Michel.
- LATOUCHE S. (2005b), *Décoloniser l'imaginaire*, Lyon : Parangon/Vs.
- LATOUCHE S. (2005c), « De Marx à la décroissance », *Revue critique d'écologie politique*, n°21, p. 60-65.
- LATOUCHE S. (2005d), *L'occidentalisation du monde*, Paris, La Découverte, 1ère éd. 1989.
- LATOUCHE S. (2004a), *La mégamachine. Raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès*, Paris : La Découverte/MAUSS.
- LATOUCHE S. (2004b), « La ruse et la prudence : l'enjeu démocratique », in S. Latouche et al. (sous la dir.), *Les raisons de la ruse. Une perspective anthropologique et psychanalytique*, Paris, Ed. La Découverte/M.A.U.S.S., p. 23-46.
- LATOUCHE S. (2002), « A bas le développement durable ! Vive la décroissance conviviale », *Silence*, n°280, <http://www.decroissance.org/textes/latouche.htm>.
- LATOUCHE S. (1994), « Développement durable : un concept alibi. Main invisible et mainmise sur la nature », *Revue Tiers Monde*, t.35, n°137, p. 75-94.
- LATOUCHE S. (1993), « Réponse à Alain Caillé », *La revue du MAUSS*, n°2, p. 37-51.
- LATOUCHE S. (1991), *La planète des naufragés : essai sur l'après-développement*, Paris : La Découverte.
- LATOUCHE S. (1986), *Faut-il refuser le développement ?*, Paris : PUF.
- LATOUCHE S. (1984a), *Le procès de la science sociale*, Paris : Anthropos.
- LATOUCHE S. (1984b), *Critique de l'impérialisme*, Paris : Anthropos, 2ème éd.
- LATOUCHE S. (1975), *Le projet marxiste*, Paris : PUF.
- LATOUCHE S. (1973), *Epistémologie et économie. Essai sur une anthropologie sociale freudo-marxiste*, Paris : Ed. Anthropos.
- LEVALLOIS C. (2010), « Can de-growth be considered a policy option ? A historical note on Nicholas Georgescu-Roegen and the Club of Rome », *Ecological Economics*, 69, pp. 2271-2278.
- MANNONI O. (1969), *Clefs pour l'Imaginaire : ou l'Autre scène*, Paris : Le Seuil.
- MEADOWS D.H., et al. (1972), *Halte à la croissance ?*, trad. fse, Paris, Fayard, 1972.
- PASSET R. (2011), « René Passet : la quête d'une bioéconomie transdisciplinaire », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 19, n°4, pp. 410-421.
- PRAT J.-L. (2012), *Introduction à Castoriadis*, Paris : La Découverte.
- SAHLINS M. (1972), *Age de pierre, âge d'abondance*, trad. fse, Paris, Gallimard, 1976.
- VERNADSKY V.I. (1926), *La biosphère*, trad. fse, Paris, Félix Alcan, 1929.
- ZIZEK S. (2011), *Le plus sublime des hystériques*, Paris : PUF.

## Jacques, François, Cornélius et les autres... retour sur les racines de la décroissance

Sébastien BARON, Arnaud DIEMER, Maryvonne GIRARDIN  
OR2D, UBP Clermont-Ferrand, TRIANGLE

### Résumé

La décroissance a une double filiation. Elle s'est formée d'une part dans le fil de la critique de la technique et du développement, et d'autre part, dans la prise de conscience de la crise écologique. Si Serge Latouche en est la figure de proue, ce projet a été formulé dans des termes très proches dès la fin des années 70 par Ivan Illich, André Gorz, François Partant et Cornélius Castoradis. Ces auteurs et leurs travaux ont eu une certaine influence sur les écrits de Serge Latouche. Cet héritage nous fait dire que la décroissance n'est ni une simple utopie, ni un vaste projet politique et encore moins une quelconque alternative au modèle de développement de nos sociétés, mais bien un projet de société qui doit nous amener à changer nos comportements. Frugalité et convivialité, tels sont les deux faire de lance de la décroissance.

### Mots clés

Castoriadis, Décroissance, Ellul, Latouche, Partant,

En l'espace de quelques années, la décroissance et les thèses de Serge Latouche ont fini par trouver leur public, voire à s'imposer véritablement dans le paysage philosophique et intellectuel européen. Le chemin aura été long depuis la parution de *l'Occidentalisation du monde* (1988) et semé d'embûches (la décroissance a longtemps été associée à une forme d'utopie, une fabulation de l'esprit ou encore à un projet irréaliste). Reste que le mot décroissance est « *de plus en plus repris, [et] bien au delà des cercles restreints de l'écologie radicale* » (Dupin, 2009, p.1). Serge Latouche est de plus en plus sollicité et les récents déboires de la Grèce n'ont pas empêché certains partis de gauche de consulter l'intellectuel français sur les mesures à prendre dans le cadre d'un projet de décroissance... La décroissance avait besoin d'actions directes, de projets de terrain et de montrer qu'elle pouvait passer du statut de « *slogan politique* » (Latouche, 2007) à celui de « projet de société ». C'est désormais fait, et le cas grec n'est pas un cas isolé, les initiatives se multiplient : journées sur le thème de la post-croissance mises en place par le Netzwerk Wachstums Wende (Réseau pour le changement de la croissance) en avril 2013, conférences sur la décroissance prévues à Leipzig en septembre 2014, en terre allemande !

Les réserves qu'évoquait Serge Latouche dans son ouvrage *Le pari de la décroissance* (2006) n'ont donc plus raison d'être : « [La décroissance] est donc forcément quelque peu utopique tant que les circonstances n'ont pas rendu sa réalisation inéluctable » (2006, p. 149). La décroissance s'émanche et s'affiche en véritable projet de société (c'est une alternative de plus en plus crédible face aux insatisfaits du développement). Il s'agit bien entendu de « marquer fortement l'abandon de l'objectif de la croissance illimitée, objectif dont le moteur n'est autre que la recherche du profit par les détenteurs du capital avec des conséquences désastreuses pour l'environnement, donc pour l'humanité » (Latouche, 2007, p. 20), mais surtout de souligner que la décroissance se présente finalement comme une alternative « réaliste » au chaos (celui qui résulterait d'un non-changement de nos comportements). Ce projet d'une société autonome et économe n'est cependant pas né d'hier. Serge Latouche rappelle qu'il a été « formulé dans des termes très proches des nôtres dès la fin des années 60 par Ivan Illich, André Gorz, François Partant et Cornélius Castoriadis » (2006, p. 15). L'idée de la décroissance aurait ainsi une double filiation. Elle s'est formée d'une part dans le fil de la critique de la technique et du développement et d'autre part, dans la prise de conscience de la crise écologique.

Dans ce qui suit, nous avons choisi de revenir sur les travaux de Jacques Ellul, François Partant et Cornélius Castoriadis, en distinguant d'une part leurs apports et d'autre part leur influence sur l'œuvre de Serge Latouche. Nous aurions pu étendre la liste à Ivan Illich, Nicholas Georgescu-Roegen ou encore André Gorz cependant il nous a semblé que ces trois auteurs occupaient une place importante dans les écrits de Serge Latouche et dans l'évolution de sa pensée. Ce choix est également dicté par notre propre analyse de la décroissance, contrairement à ce que semble affirmer Serge Latouche, la décroissance n'est ni une utopie (même si nous avons toujours besoin d'utopie pour croire en quelque chose) ni un projet politique, mais bien un projet social que nous pourrions qualifier « d'art du mieux vivre ensemble ».

## Jacques Ellul et les Objecteurs de croissance

L'œuvre de Jacques Ellul tient une place importante dans la réflexion de Serge Latouche. Ce dernier, parmi toutes les œuvres du maître bordelais, avoue une préférence pour *Le système technicien*, rédigé par Ellul en 1977 entre *La technique ou l'enjeu du siècle* (1954) et *Le bluff technologique* (1988). Après avoir présenté rapidement l'auteur, nous rappellerons quelques grandes lignes de la critique de la Technique d'Ellul. Nous nous appuierons essentiellement sur les deux derniers volets de son célèbre triptyque. Nous tacherons ensuite d'analyser pourquoi certaines des réflexions d'Ellul sur la Technique ont servi de terreau aux objecteurs de croissance, sans oublier une certaine défiance vis-à-vis d'autres pensées elluliennes. Nous ferons alors souvent référence à l'ouvrage *Jacques Ellul contre le totalitarisme technicien*, rédigé par Serge Latouche en 2012.

## Jacques Ellul

Né en 1912, Jacques Ellul est présenté comme un historien du droit, sociologue, penseur de la société technicienne et de la modernité, mais aussi comme théologien de l'espérance et de la liberté. Il décède en 1994. Durant près de cinquante ans, la majeure partie de ses réflexions portent sur la Technique, pas seulement comme un outil mécanisant destiné à assouplir l'effort humain, mais plutôt comme un Système devenu autonome. Il confère à notre société davantage un statut de technicienne (depuis l'avènement de la micro-informatique) que post-industrielle. La clef de notre modernité n'est plus ancrée dans l'économique mais dans le facteur technique. Ellul cadre la société technicienne autour de quatre facteurs cohérents entre eux et dominants par rapport à tout le reste. Il s'agit des évolutions dans le domaine de l'informatique, de l'espace, du génie génétique et des lasers. Ce Système Technicien obéit à ses propres lois. L'homme confère à la Technique un caractère sacré. Sans elle, plus rien n'est possible. Même si par certains propos J. Ellul apparaît comme un technophobe ou très critique vis-à-vis de la Science, « *Le Golem-Science poursuit sa route inexorable, jusqu'au moment où elle produira le désastre final !* » (Ellul, 1988, p. 347), Patrick Troude Chastenet, nous rappelle qu' « *il considérait la société moderne - à bien des égards - comme plus satisfaisante que toute autre.* »

### L'analyse Ellulienne de la société technicienne

Dans le *Système technicien* et le *Bluff technologique*, Ellul n'hésitera pas à présenter la technique comme le facteur déterminant de la société, un facteur plus important que le politique et l'économie. Depuis 1850, les relations de l'Homme et la Science ont été marquées par les cinq périodes suivantes. D'abord, le scientisme qui domine jusque vers 1900. Jusque vers 1945, l'auteur voit une réorientation de l'idéologie de la Science vers le Bonheur. « *C'est le moment où se développe la théorie selon laquelle lorsque la consommation est abondante, les régimes de dictature deviennent impossibles et on tend vers la démocratie* » (Ellul, 1988, p. 326). Puis pendant une trentaine d'année, c'est une sorte de crise qui s'installe partagée par les scientifiques eux-mêmes. Les mystères à résoudre se complexifient et le lien étroit entre Science et Technique se construit petit à petit. Cette dernière apparaît comme étant aux services des puissances. C'est l'idéologie de la Toute Puissance de la Science, où les politiques seraient des garde-fous contre toute dérive négative. A partir de 1975, la frontière entre Science et Technique devient ténue. La dépendance de l'homme à la technique naît, portée par l'essor rapide de l'informatique. Le monde de l'éducation, encouragé par le politique, s'engouffre dans cette voie, ce qui désole Ellul : « *On ne se rend seulement pas compte que c'est précisément en faisant de ces jeunes des scientifiques avant tout, que l'on transforme un possible ou une tendance en fatalité inéluctable !* ». (Ellul, 1988, p. 339). La Science devient aussi une réponse salutaire à des dangers et autres craintes clairement identifiés mais aussi universalisés. Certes l'homme est fasciné par

les possibilités que lui offre la Technique, mais au sein de la communauté scientifique une forme de résistance apparaît afin de faire une pause dans l'accélération des découvertes et innovations et de se questionner sur les enjeux et conséquences. Dans le même temps, la société se métamorphose pour devenir *une société du rêve*, où la production d'information devient plus importante que la production de biens matériels. Ellul appuie très souvent son argumentaire sur le fait que l'homme se situe aux intersections de réseaux très complexes, et donc justifie une difficulté à pouvoir se repérer, comprendre, décider. « *Ce n'est plus l'homme qui peut décider et vouloir, il s'en remet à la science bénéfique en laquelle il croit* ». (Ellul, 1988, p. 345). Le milieu dans lequel il vit, voit ses mécanismes naturels se dérégler qu'il faut remplacer par des mécanismes techniques : « [...] *jusqu'ici les difficultés rencontrées sont de l'ordre naturel, mais avec le mécanisme de remplacement elles seront techniques* [...] » (Ellul, 1977, p. 60).

Le *Système technicien* constitue le cadre de réflexion d'Ellul. Système parce qu'il est structuré autour d'un réseau d'interrelations entre chaque élément interne constitutif. Les évolutions d'un ou plusieurs éléments modifient le système dans son ensemble et inversement d'où une dynamique du système. Les éléments internes préfèrent se combiner entre eux et engendre de fait une sorte de résistance aux influences extérieures même si elles jouent un rôle particulier dans l'évolution de ce système. Enfin le rôle des feed-back est primordial dans les possibilités qu'à le système pour s'autoréguler, s'auto corriger, mais aussi dans l'influence avec des systèmes extérieurs. Ce concept de système technicien décrit une part importante du réel tout en reconnaissant l'incertitude qui en est liée : « [...] *le système technicien n'est pas achevé : il n'est pas clos, il n'est pas un système évoluant par sa seule et unique logique interne : il comporte une grande marge d'aléa* » (Ellul, 1977, p. 89).

La notion d'incertitude occupera par la suite une place importante dans les travaux d'Ellul, elle apparaît même central dans son ouvrage, *le Bluff technologique* (1988). Ellul la décline sous la forme de quatre rubriques.

*L'ambivalence* : il conteste le propos classique que la technique peut-être bonne ou mauvaise, et qu'au final tout dépendrait de l'usage que l'on en fait. En fait, la situation est bien plus complexe puisque le développement de la technique se construit autour d'éléments positifs et négatifs, impossible à dissocier. Et dans cet univers, « *tout progrès technique se paie* » (Ellul, 1988, p. 97), et « *soulève des problèmes plus difficiles que ceux qu'il résout* » (Ellul, 1988, p. 110), où « *les effets néfastes sont inséparables des effets positifs* » (Ellul, 1988, p. 124). A ce stade Ellul s'interroge sur le *défaut de prise de conscience* par la majorité. Compte tenu de cette ambivalence marquée qui laisse au jour des aspects fortement négatifs, pourquoi « *se précipite-t-on dans le progrès technique sans réserve ?* » (Ellul, 1988, p. 157). A cela il voit plusieurs explications comme le décalage dans le temps entre la perception par le public des effets positifs (dès le début de l'application) et du constat des effets mauvais (bien plus tard alors que la majorité a adopté cette application). D'autre part, ces effets néfastes sont pour la plupart du temps supportés par une frange minime de

personnes au regard de tous ceux qui en profitent positivement. Deux autres explications à ce défaut de prise de conscience sont que « *les avantages sont visibles et certains [...] et concrets. [...] Les inconvénients sont diffus et incertain [...] et abstraits.* » (Ellul, 1988, p. 159-160). Le trio Technico-Militaro-Etatique, quant à lui, est un obstacle à l'éveil de cette prise de conscience puisque le développement des projets s'accompagne très souvent d'investissements trop importants pour pouvoir être perturbés par des pauses réflexives dès qu'un effet négatif serait soulevé. Que ce soit pour l'Etat ou les entreprises, le retour sur investissement est conditionné à un déroulement sans encombre. De fait, il faudrait « *accepter d'avance le principe de faire une balance effective entre les avantages et les inconvénients (tous les inconvénients), ceux-ci n'étant pas évalués en argent mais sur le plan aussi bien de structure des groupes sociaux que psychologiques ! Impensable !* » (Ellul, 1988, p. 162). Pour lui, cette *ambivalence irréprouvable* rend *vaines et inconséquentes* toutes les volontés de *démocratisation* grâce aux nouvelles techniques.

**L'imprévisibilité** : la pensée technicienne n'arrive pas à penser la Technique mais est plutôt orientée dans le sens des progrès de la technique. C'est une des raisons de cette imprévisibilité. « *La pensée technicienne est toujours incapable de prévoir du nouveau, du véritablement nouveau : elle ne peut prévoir que le prolongement et le perfectionnement de ce qui existe* » (Ellul, 1988, p. 190). Autre facteur explicatif de l'imprévisibilité est le changement observé dans la société quant au rapport que l'homme entretient avec le temps : « *L'instantanée devient hégémonique [...]* » (Ellul, 1988, p. 194). Qu'en est-il alors de la relation homme-objet ? L'obsolescence des biens de consommation et leur potentiel de renouvellement de plus en plus rapide génèrent des masses de déchets pour certains longs à éliminer. « *Cette inversion me paraît tout à fait significative et montre comment les produits de la technique sont incapables de s'insérer dans les rythmes propres à l'homme, au monde naturel et à sa possibilité d'avenir* » (Ellul, 1988, p. 195). Cette question du rapport au temps revêt une importance capitale dans la réflexion Ellulienne, puisqu'il anticipe « *des désordres psychiques* » qui s'inscriront dans « *la désagrégation des sociétés* » (Ellul, 1988, p. 196).

**Le double feed-back** : dans *Le Système technicien*, ce point était abordé sous l'angle des capacités qu'aurait le système à pouvoir réparer une erreur commise. Très souvent, la dynamique reprend après avoir compensé seulement une donnée du système : « *Ainsi le système technicien ne tend pas à se modifier lui-même lorsqu'il développe des encombrements des nuisances, [...] cela n'entraîne rien que des processus compensatoires* » (Ellul, 1977, p. 126). Pour Ellul, cette impossibilité du système technicien à se contrôler, se corriger rapidement et en profondeur, confirme qu'il évolue selon sa propre logique. Cela pourrait changer si le système avait des relations sans discontinuités avec l'environnement, ce dernier lui donnant des instructions sans arrêt. « *Or, le système technicien ne possède pas un tel système parce qu'il a une domination absolue sur l'environnement [...]* » (Ellul, 1977, p. 126). Dans *Le Bluff Technologique*, les feed-back sont présentés différemment. « *[...] tout le système technicien est aujourd'hui*

soumis à ces *feed-back* qui à la fois le complètent en tant que système mais aussi tendent à le dérégler » (Ellul, 1988, p. 212). Ellul évoque deux types de *feed back*, les positifs visant à accentuer les effets des causes originelles (influence des choix politiques qui encouragent le développement des techniques) et les négatifs qui au contraire les atténuent. Ceux-là concernent surtout la relation entre la technique et le monde de l'économie et de la finance. Dans une vision systémique, Ellul avance que « *la technique permet la croissance économique. Mais elle exige de l'Economie un effort de financement tellement énorme, que l'Economie réagit pour freiner l'expansion technique en obligeant à des choix* » (Ellul, 1988, p. 210). Un des choix à prendre en compte pour l'auteur est la question des externalités de plus en plus nombreuses et donc « *il faut comptabiliser soit les compensations nécessaires, soit les précautions à prendre, soit les recherches pour les substitutions, si l'on veut obtenir le coût réel du produit.* » (Ellul, 1988, p. 211). L'économie joue un rôle de « *frein et de butoir* » (Ellul, 1988, p. 212).

**Les contradictions internes :** Elles visent à accroître les incertitudes au niveau de la progression technicienne. Le justificatif temporel, souvent avancé pour de nombreuses innovations technologiques, pose un paradoxe: « *Pourquoi gagner du temps si ce temps libéré est vide, et sans signification ?* » (Ellul, 1988, p. 215). Par ailleurs, le système technicien est complexe et sa structure en réseau le fragilise et « *la puissance (technicienne), qui engendre la richesse et l'abondance chez nous, est compensée par la pauvreté du tiers-monde* » (Ellul, 1988, p. 234).

D'une manière plus générale, *Le Système technicien* et *Le Bluff technologique* soulève plusieurs problématiques, symbolisant les enjeux que la société doit relever. Il s'agit tout d'abord du sens que l'on donne au *Progrès Technique*. Il ne faut pas prendre pour « argent comptant » le postulat selon lequel tout objet technique évolue au cours du temps. Pour Ellul, il faut surtout concevoir que « *le progrès technique ce n'est pas de la technique qui évolue [...]. La Technique comporte comme donnée spécifique qu'elle se nécessite pour elle-même sa propre transformation [...] elle produit le phénomène de progression. [...] c'est la conjonction entre le phénomène technique et le progrès technique qui constitue le système technicien* » (Ellul, 1977, p. 91). Il convient ensuite de se demander si dans un environnement où l'incertitude est prégnante, il est pertinent de suivre les technologies dans leur volonté de construire une culture technicienne. Pour Ellul, ce n'est pas possible. D'une part, nous assistons à un empilement de savoirs dont l'accès est certes de plus en plus facilité mais ne permet pas une mise en relation des savoirs entre eux, et donc d'avoir une vision globale des tenants et aboutissants des sujets abordés. D'autre part, la logique économique et commerciale autour de la culture empêche cette construction tout comme les formes de langages qui se spécialisent d'une sphère à l'autre de la société. Et que dire de l'interrelation avec le citoyen ? « *Dés lors, il n'y a aucune communication avec une culture, aucune aptitude à maîtriser la technique : le discours commun est impossible* » (1988, p. 274). Egalement, comment construire une culture technicienne alors que le temps technique très court s'oppose au temps culturel humain. Pour lui, une culture se construit à partir de la

vie quotidienne et « suppose une réflexion critique sur cette dernière, sur les mœurs, sur les rapports [...], réflexion qui suppose une mise à distance de cette vie quotidienne pour l'apprécier et lui donner une forme culturelle » (1988, p. 276). Or durant cette phase de recul et d'analyse, la technique aura progressé rapidement et ne fournira plus les mêmes repères technologiques. Il s'agit enfin de s'interroger sur la place de l'Homme dans ce Système ainsi que sur sa maîtrise sur la Technique. Ellul nous rappelle que « nous sommes obligés de considérer comme un tout « l'homme dans l'univers technique » (1988, p. 93). L'Homme est « dans le système technique, il est lui-même modifié par le facteur technique » (1977, p. 334). La relation entre l'individu et la technique est fusionnelle, puisque l'homme qui s'en sert devient de fait à son service, et inversement. Les hommes sont tellement fascinés par la Technique qu'ils sont animés à la faire progresser. Il faut également concevoir une forme de plasticité de la matière sociale et humaine « de façon à se mouler selon les nécessités des nouvelles techniques, et suivre constamment ce progrès » (1977, p. 247). Par ailleurs, la part de la maîtrise de l'Homme sur la Technique est quasi nulle, puisque la plupart des choix sont conditionnés par des contraintes sociales et économiques et parce que la multiplication des risques incontrôlables à diverses échelles ne se dément pas. La technique n'est pas neutre, c'est-à-dire « qu'en tant que système elle évolue en imposant sa logique » (1988, p. 284). Dans ce contexte, Ellul rappelle les travaux d'Illich sur la *convivialité*, de Gorz sur *l'inversion des outils*. L'Homme doit réinventer la démocratie pour affirmer sa liberté et il défend la nécessité d'un accès de l'information à tous afin de permettre que chacun puisse participer et comprendre les choix de sociétés. La place de l'Homme et ses moyens d'interventions sur le Système technicien sont donc à revoir, il apparaît nécessaire de changer les choses dès lors que l'on reconnaît une responsabilité de la Technique. Ce constat est d'autant plus vrai que dans un contexte de finitude des ressources naturelles, la technique aura des conséquences sur le devenir de nos sociétés. Trois scénarii d'évolution du système technicien sont ainsi présentés : un blocage volontaire commandité par l'homme lui-même ou un blocage catastrophique, involontaire, ou bien un freinage progressif. Même si cette dernière proposition satisferait l'auteur, sa vision est différente. Il imagine « l'accroissement des déséquilibres et des dysfonctionnements à l'intérieur du système qui entraînera non pas un freinage mais un désordre par absence de feed-back qui peut produire une décélération de l'ensemble du système » (Ellul, 1977, p.2 92). Dans les années 1970, Ellul affirmait que la situation était bloquée, et que l'enjeu n'était pas de vouloir se rendre maître de la technique, ce qui n'a pas de sens. Par contre, il « s'agit d'être apte à réinsérer dans le système technicien des informations qualitatives externes susceptibles de modifier le processus à son origine [...] » (Ellul, 1977, p. 129).

Dans ces deux ouvrages cités ici, Jacques Ellul propose plusieurs leviers pour rendre le citoyen acteur de ces changements. Le salut de la civilisation serait alors de penser en termes de *Prévoyance* en prenant en compte dans la réflexion sur une nouvelle technique, le pire scénario possible et accepter que cette situation critique

soit belle et bien du domaine du réalisable : « *A partir de là, la Prévoyance devra entraîner des comportements, des institutions, une pédagogie fondés sur la présence du toujours possible accident de grande étendue* » (1988, p. 199). La grande mode de vanter les mérites de la *Participation*, n'est pas suffisante pour lui. Elle serait contre-productive puisque l'individu qui y participerait serait « *un homme manipulé, éduqué dans le bon sens par les médias, recevant des simulacres d'informations, incompetent sur presque tout* » (1988, p. 300). Ellul accorde beaucoup plus de poids à la *Responsabilisation* des acteurs (politiques et techniciens) en mettant en jeu leur patrimoine personnel, ou leur éligibilité. Dans ce sens il reprend les fonctionnements des républiques romaines. Dans cette logique de responsabilisation, Ellul défend l'idée de *l'action populaire* : « *la technique progresse par l'effort de tous* » (1977, p. 217). Dés lors, chaque individu est un citoyen qui doit être capable et en mesure de contrôler les décisions de ses représentants et qui doit pouvoir attaquer en justice n'importe quelle décision ou choix politique *absurde* ou *injuste* : « *Le fait d'être citoyen de ce pays doit être suffisant comme intérêt* » (1988, p. 544). Ce serait le fondement nécessaire pour rendre responsables les dirigeants.

## Jacques Ellul et la société de croissance

Dés la fin des années 1930, Ellul critique l'idée de croissance à tout prix dont l'illustration la plus flagrante est la surconsommation à laquelle nous sommes liés aujourd'hui. Il anticipe pratiquement 40 ans avant les conclusions du rapport Meadows qui alertait sur la finitude des ressources et des dangers d'une course à la croissance et à la consommation. Ellul développait le projet de  *cité ascétique*, davantage centré sur la qualité que la quantité afin de rompre avec la société technicienne et construire la société personnaliste à l'intérieur de la société globale. En parallèle de cette critique de la consommation, Ellul lamine les techniques publicitaires, assimilées à de la propagande, qui contribuent à l'aliénation au système technicien. Il en appelle à une forme de révolution bien particulière et différente de toutes les autres. Cette révolution authentique doit se faire à l'intérieur de chacun d'entre nous, pour participer au minimum à la société technicienne et d'inspirer un autre style de vie. Cette réflexion s'inscrit dans le cadre du « Penser global, agir local ». Cette société personnaliste se justifie d'autant plus qu'Ellul est persuadé de l'impuissance de la politique face à la suprématie technicienne. La révolution prônée par Ellul semble être le seul moyen pour stopper la dégradation de la société moderne, caractérisée par *ses fatalités* et son *gigantisme*. Ce dernier est illustré par toutes les formes de concentrations comme celle de la production, du capital, de l'Etat et de la population. La Technique est à l'origine de ce caractère de la société moderne. Jacques Ellul et son ami Bernard Charbonneau, rédigent aux alentours de 1935, les *Directives pour un manifeste personnaliste*, constitué d'une partie diagnostique et d'une autre s'apparentant davantage à un projet. Certaines des directives annoncées critiquent ouvertement le modèle dominant basé sur la croissance. Pour

eux, il faut contrôler la technique pour limiter les surproductions. La croissance économique n'est pas synonyme de développement humain. Ils prônent par conséquent une société ascétique et défendent la qualité de la vie et un principe de solidarité sociale.

## La critique technicienne vue par Serge Latouche

Serge Latouche considère Jacques Ellul comme un des précurseurs de la décroissance et reconnaît un grand intérêt pour ses travaux sur la critique technicienne et adhère au techno-jeûne. Même si Ellul n'a pas vraiment utilisé le terme de décroissance dans ses différents ouvrages, son comparse Bernard Charbonneau, davantage animé par la dimension écologique et la société de croissance l'a par contre adopté rapidement. Malgré tout, S. Latouche est parfois critique vis-à-vis de l'argument systématique où tous les problèmes incomberaient à la Technique et seraient des conséquences de la Société Technicienne. Que ce soit dans le domaine de la consommation, de la production mais aussi démographique, les deux approches dénoncent cette course au toujours plus. Elles considèrent toutes les deux l'impossibilité d'une croissance infinie dans un monde fini. « *Ici encore, la foi dans la science et la technique résout tous les problèmes de demain à défaut de ceux d'aujourd'hui. L'optimisme ambiant repose largement sur des extrapolations statistiques* » (Latouche, 2013, p. 17). Cette dernière précision va dans le sens de la longue réflexion d'Ellul sur l'incertitude qui anime et entoure l'évolution de la Société Technicienne. Cependant, S. Latouche revendique souvent les limites du totalitarisme technicien, cher à J. Ellul. En effet, « *Je ne remets pas en cause son idée d'un totalitarisme technicien, car je crois qu'il a mis le doigt sur quelque chose d'important, mais il y a aussi un totalitarisme économique, et un rapport compliqué entre les deux* » (Latouche, in Soixante héritiers de J. Ellul par F. Rognon, 2012).

Autre point d'accord entre les deux auteurs est la notion de *disvaleur* des produits, des objets sous l'effet des progrès techniques. Le nouveau est toujours mieux que l'ancien, sans se soucier des conséquences sociales, environnementales que cela peut engendrer. Or ce remplacement irréflecti est « *rarement pris en compte dans l'évaluation du bien-être* » (Latouche, 2013, p. 21). Le pouvoir et l'influence du progrès technicien s'amplifient à chaque session de renouveau de produits, puisque le consommateur le surestime indéfiniment. Sans parler du soutien indéfectible des campagnes publicitaires qui vont dans ce sens. Serge Latouche résume parfaitement cette situation comme une *colonisation de l'imaginaire par la technique et la toxicodépendance à la consommation* (Latouche, 2013, p. 27). La proposition d'une réduction drastique du temps de travail apparaît également comme un levier fondamental pour redonner du sens à la vie. Il faut noter cependant qu'Ellul va jusqu'à prôner la suppression de l'idée de salaire, mais refuse l'utopie d'abolir le travail salarié, ce que défendent les objecteurs de croissance. Dans ce contexte, aussi bien Ellul que Latouche, reconnaissent « *la faillite de la promesse de bonheur de la*

*modernité* » (Latouche, 2013, p. 24). L'objectif du plus grand bonheur pour le plus grand nombre, ne semble pas atteint. Or sans bien-être, le bonheur semble illusoire et vain. Et très souvent le bien-être se mesure avec des indices comme le PIB, ce que dénoncent aussi bien Ellul que Latouche. Ce dernier cite Ellul, qui soulignait lors d'un entretien avec Chastenet, qu'il ne faut pas compter sur la politique pour régler les problèmes fondamentaux de notre société. Mais qu'une « *véritable prise de conscience de ces problèmes implique un changement de vie radical, un renoncement à des facilités, et, pourquoi le cacher, un retour à une certaine frugalité* » (Latouche, 2013, p. 26).

Il n'en demeure pas moins que Latouche prend des distances avec certains des points de réflexions du maître bordelais. Elles portent surtout sur « *le totalitarisme technique, l'absence de vision alternative, le pessimisme politique et le rôle nécessaire de la révolution.* » (Latouche, 2013, p. 31). Comme nous l'avons déjà noté précédemment, le totalitarisme technicien ne doit pas occulter un pendant économique tout aussi puissant, d'après Latouche. Les deux réunis vident les sphères sociale et politique de toutes leurs substances. Pour lui, la logique technicienne n'est « *jamais totalement émancipée de l'économie. Les techniques les plus sophistiquées sont abandonnées si elles ne sont pas rentables* » (Latouche, 2013, p. 33). Sauf que cette critique de Latouche, peut-être tempérée dans la mesure où Ellul, va en partie dans ce sens, lorsqu'il aborde les double feed-back, même s'il ne dépeint pas un côté résolument totalitaire. Ainsi « *[...] le système joue de la façon suivante : la technique permet la croissance économique. Mais elle exige de l'Economie un effort de financement tellement énorme, que l'Economie réagit pour freiner l'expansion technique en obligeant à des choix. [...] L'Economie va jouer par rapport à la technique le rôle de frein et de butoir. Autrement dit elle représente un feed-back négatif* » (Ellul, 1988, p. 210-212). Par contre, un point qui est sans contexte, c'est la défiance du politique qui existe chez Ellul. Pour lui, les grands projets techniques du XX<sup>ème</sup> siècle (conquête spatiale, TGV, Concorde) et qui sont de véritables gouffres financiers illustrent davantage l'absurdité des choix politiques. Alors que Latouche pense que ce sont « *des domaines où l'arbitrage par le marché n'a pas joué* » (Latouche, 2013, p. 36). La fracture entre les deux auteurs sur ce point est très marquée. Latouche trouve qu'Ellul voit en l'Etat une véritable bête noire, qu'il diabolise tout autant que la Technique, ce qui en fait une divergence certaine avec les objecteurs de croissance. Ceci dit, il ne faut pas ignorer qu'Ellul, se disait prêt à concéder un rôle majeur aux politiques à partir du moment où ils seraient responsables de leur décisions : « *Et voici que j'affirme ici que l'on doit rétablir une règle de responsabilité extrêmement rigoureuse [...]. Et en premier lieu la responsabilité des hommes politiques* » (Ellul, 1988, p. 542-543). Cette notion de responsabilité, Ellul ne la focalise pas seulement sur le politique, mais également sur tout décideur à quel niveau que ce soit. De fait, il pense que la règle de responsabilités personnelles est fondamentale. A tel point, qu'il souhaite faire redécouvrir *une ancienne institution romaine : l'action populaire*. Chaque citoyen doit pouvoir être capable de contrôler, critiquer, attaquer toutes les décisions prises par ses représentants, dès qu'il les juge

absurdes ou injustes. « *Le fait d'être citoyen de ce pays doit être suffisant comme intérêt. Tout le monde se lamente sur l'irresponsabilité générale dans notre société, mais pour lutter contre elle il faut commencer par rendre responsables, effectivement, les dirigeants. C'est par la tête que pourrait le poisson* » (Ellul, 1988, p. 544). Notons que cette notion de responsabilisation se retrouve chez Latouche lorsqu'il énonce des exemples d'actions pour mettre en oeuvre le projet de Décroissance : « *Tous les dysfonctionnements écologiques et sociaux pourraient et devraient être mis à la charge des agents qui en sont responsables.* » (S. Latouche, 2010, pp. 262-263). Malgré tout, ce genre de réflexions de la part de Ellul sur le et la politique, font dire à Latouche qu'elles sont plus des généralisations hâtives et des jugements à l'emporte-pièce et décrédibilisent certaines de ses analyses. Alors que les partisans de la décroissance ne sont pas systématiquement contre l'Etat. Les autres prises de distance concernent ce que S. Latouche appelle le refus de l'utopie et l'absence de plans d'actions pour entamer un changement. En effet, Ellul en reste souvent à une analyse critique, un état des lieux très pessimiste qui lui ont permis parfois d'être considéré comme un visionnaire. Latouche considère que Ellul en est resté « *à la nécessaire résistance et à une dissidence individuelle qui se rapproche plus de la simplicité volontaire que de la métamorphose radicale de la décroissance* » (Latouche, 2013, p. 52). A tel point, que Latouche propose un complément à la fameuse formule prêtée à Ellul « Penser globalement, agir localement », sous la forme « Penser localement, agir globalement ».

IDEES PRINCIPALES DE JACQUES ELLUL - SERGE LATOUCHE

Jacques Ellul (Le bluff technologique, 1988)	Serge Latouche (« Jacques Ellul » contre le totalitarisme technicien, 2013)
« Critique de la raison géométrique et de la croissance » (S. Latouche, 2013)	
« Nous connaissons tous et dans tous les domaines cette obsession de la croissance. La croissance est bonne en soi. On ne se demande ni : croissance de quoi ? Ni : cette croissance est-elle utile ? Ni : à qui servira cette croissance ? Ni même : que fera-t-on de tous ces excédents ? »	« Ici encore, la foi dans la science et la technique résout tous les problèmes de demain – à défaut de ceux d'aujourd'hui ... L'optimisme ambiant repose largement sur des extrapolations statistiques. »
La colonisation de l'imaginaire par la technique et la toxicodépendance à la consommation. (S. Latouche, 2013)	
« Le bonheur n'est plus un acte intérieur mais une activité de consommation » « Et les techniciens ne cessent de poser la question : « Quel est le nouveau besoin (latent, inconscient, potentiel) que l'on pourrait satisfaire ? » » « la technique produit plus de technique, que cela ait un sens ou non, que vous en ayez besoin ou non. Vous serez sommé de l'acheter. »	« La dynamique de la création artificielle de besoins constitue un élément important du système technicien et donc de la société de consommation et de croissance. »

<b>Jacques Ellul</b> (Le bluff technologique, 1988)	<b>Serge Latouche</b> (« Jacques Ellul » contre le totalitarisme technicien, 2013)
Les limites du totalitarisme technicien. (S. Latouche, 2013)	
<p>« L'économie va jouer par rapport à la technique le rôle de frein et de butoir. Autrement dit elle représente un feed-back négatif »</p> <p>« [...] la technique permet la croissance économique. Mais elle exige de l'Economie un effort de financement tellement énorme, que l'Economie réagit pour freiner l'expansion techniques en obligeant à des choix. Et ceci deviendra de plus en plus impératif [...] »</p>	<p>« [...] la rationalité économique ne contredit la rationalité technique que de façon limitée [...] il est incontestable que le marché introduit des possibilités de dérèglements du système plus manifestes que la version totalitaire de la logique technique. »</p>
<p>« [...] ce pouvoir va attribuer à la technique des qualités exorbitantes [...] il [le politique] lance tout son poids pour le développement de la technique [...] il s'engage à fond dans une accélération « tous azimuts » de la recherche scientifique et technique »</p>	<p>« Cette critique du politique, qui inclut une critique acerbe de la notion même de révolution, a marqué ses adeptes sans doute autant que celle de la technique. »</p> <p>« Ellul persiste à voir dans l'Etat la bête noire au même titre que la technique. Il y a là une divergence certaine avec la vision de la décroissance ».</p>

## L'héritage de François Partant, décroissant ou visionnaire ?

Économiste de formation, François Roche (1926-1987) a débuté sa vie professionnelle par une carrière d'expert en développement pour une grande banque française. Les séjours dans le cadre de ses activités en Iran, puis à Madagascar, sont l'occasion d'interrogation sur les pratiques bancaires dont il est le mandataire et l'exécuteur. La fréquentation active des oppositions des régimes en place entraîne une remise en cause personnelle ; un infarctus précipite sa décision de stopper toute activité salariée. Sa fortune personnelle l'autorise à abandonner son premier métier pour s'adonner à l'écriture. C'est alors qu'il prend le pseudonyme de Partant, l'idée de « partir ailleurs » ne l'ayant jamais vraiment quitté. Ses premiers écrits, datant des années 68-70, sont introuvables, car il les a détruits, les jugeant lui-même insatisfaisants. Il repartira dès 1969, ses interventions auprès des gouvernements et des mouvements d'opposition au Sud-Yémen, puis en République Populaire du Congo, et de nouveau à Madagascar, alimentent ses réflexions et il travaille à un grand projet, sans cesse remanié par la suite, de *Centrale économique*, alternative socio-économique prenant en compte les dimensions écologique, démocratique et droit au travail de tous. Menacé de mort lors de son séjour à Madagascar, il revient en France, après un détour par la Tanzanie. En 1975 et 1976, il participe au scénario et au tournage de sept reportages de la série *Au nom du Progrès*, réalisée par Giordan

Troëller et Marie-Claude Deffarge. En 1982 paraît son livre le plus connu, *La fin du développement*, dans lequel il cherche à théoriser ce qui pourrait être une alternative au monde finissant, donc à l'après-développement : « *Le monde capitaliste, auquel le camp socialiste est désormais très lié, s'enfoncé dans une série d'impasses [...] Un chaos social généralisé est, hélas ! l'hypothèse la plus probable. Mais le chaos ne saurait durer éternellement. Tôt ou tard, les sociétés se recomposeront sur de nouvelles bases. De plus, une alternative demeure possible. Si elle ne peut être espérée d'une transformation du système, à l'initiative des forces sociales organisées telles qu'elles le sont aujourd'hui (en partis ou en syndicats) et dans le cadre où elles le sont (celui de l'État-nation), elle peut naître de sa décomposition, à la condition que la fraction de la population mondiale marginalisée par l'évolution technico-économique, fraction au demeurant largement majoritaire et, de surcroît, en constante augmentation parvienne à s'organiser pour la mettre en forme* » (1982, p. 34)

Durant cette période, il collabore à plusieurs revues, et notamment au bulletin de l'association Champs du Monde, animé entre autres par François de Ravignan.

Il décède brutalement en 1987, alors qu'il était en train de rédiger son dernier ouvrage. Ses travaux sont alors repris par ses amis, qui se regroupent en association « *La ligne d'horizon, les amis de François Partant* ». Ils font paraître le livre inachevé de Partant sous le titre *La ligne d'horizon, essai sur l'après-développement*. Au-delà d'un complément de *La fin du développement*, cet ouvrage fait l'analyse de l'idéologie du progrès, traite de la crise comme d'un blocage du système, et de l'agriculture comme, peut-être, l'espoir d'une reconstruction ; il est aussi le récit posthume des aventures d'un milliardaire idéaliste. Une publication électronique, perpétue ainsi les idées d'un des instigateurs de l'idée d'un *après-développement* (<http://www.lalignedhorizon.net>).

## **La pensée de François Partant**

Partant publie en 1978 un livre au titre provocateur qui lui a valu quelques inimitiés, mais au contenu économique élaboré, *Que la crise s'aggrave*. Un billet de 2008 de Serge Latouche intitulé « *Que la crise s'aggrave* » fait écho au titre de l'ouvrage de Partant, ouvrage dont Latouche a par ailleurs postfacé la réédition. Dans ce billet, Serge Latouche, dont on peut rappeler qu'il a été un temps président de l'association « *La ligne d'horizon, les amis de François Partant* » le présente comme « *un ancien banquier repenté des pays du tiers monde et l'un des précurseurs de la décroissance* ». Latouche rappelle aussi le diagnostic de François Partant : « *Que disparaissent du jour au lendemain tous les apports de « la civilisation », il en résultera une complète désorganisation d'une économie qui se sous-développe du fait même de son organisation actuelle, ainsi qu'une désorganisation du pouvoir qui prospère sur le sous-développement, mais aucun effet fâcheux pour l'immense majorité de la population, au moins dans les pays où celle-ci est essentiellement composée de paysans et de chômeurs* » (1976, p. 166).

Ce diagnostic complète la définition de Partant par lui-même comme étant un « anti-économiste », mais qui ne se contente pas de faire une analyse des dysfonctionnements du système mondial - ses amis disaient de lui qu'il avait une vraie philosophie de l'histoire. Il remet en cause aussi bien les notions de croissance, de développement et de crise, proposant des ruptures drastiques pour enrayer l'exclusion de populations de plus en plus nombreuses dans le tiers monde comme dans les pays industrialisés. Par ailleurs, il est intéressant de souligner, comme le précise Catherine Tarral, membre de la Ligne d'horizon, dans un article du 19 septembre 2009 intitulé « François Partant et la décroissance », que dans aucun de ses écrits Partant ne mentionne le mot « décroissance ». Elle en réfère à l'ouvrage collectif *Objectif décroissance*, coordonné par Silence et édité dans la collection *L'après-développement* dirigée par Serge Latouche. La notion centrale de l'analyse de Partant étant le développement, et non la croissance, il utilise donc les termes « fin du développement », « après-développement ».

Pour François de Ravignan (1935-2011), fondateur de l'association *Champs du monde* et également ancien président de *La ligne d'horizon*, à la source de la pensée de François Partant - ce qui la rend d'ailleurs de plus en plus actuelle - il y a un refus absolu de l'exclusion sociale et une intolérance radicale à l'égard de tout ce qui peut la provoquer. *Cette exclusion François Partant l'avait rencontrée dans les pays du tiers-monde où il avait travaillé avec un degré de généralisation tel, qu'à moins d'inconscience ou de malhonnêteté intellectuelle, on ne pouvait l'expliquer par de considérations sur le tempérament des gens ou les « retards culturels » des sociétés. Les causes de cette situation s'enracinent, au contraire, dans l'histoire économique et politique des cent dernières années, en somme l'histoire de la colonisation.*

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des idées principales de François Partant relevant de la décroissance au sens où l'entend Serge Latouche, et de celles qui s'y opposent. Les néologismes « Partanien » et « anti-Partanien » ont été empruntés à Catherine Tarral. Précisons pour finir sur ce point que l'un des fondements de la théorie de Partant est la démonstration que le capital n'a pas plus la liberté de se mondialiser ou de ne pas se mondialiser qu'il n'a la liberté de faire ou de ne pas faire de profits. Partant ne sépare pas la critique de l'État de celle du Capital (ce qui le distingue à la fois des marxistes comme des libéraux). Les états ne peuvent plus adopter de politiques volontaristes contraires aux intérêts du Capital, c'est la fuite en avant évoquée par Partant qui ne peut que conduire au chaos. Le pouvoir du capital, et c'est un paradoxe, n'est pas un pouvoir économique, il est essentiellement politique, Partant propose de l'utiliser par le biais d'une « charte de la contestation mondiale » : « *le progrès véritable n'est pas dans la connaissance et la maîtrise des techniques. Il est politique. Il est dans l'aptitude des hommes à se gouverner, individuellement et collectivement, en mettant leurs connaissances et techniques au service de cet art de vivre ensemble* » (in *La fin du développement*, p. 253).

Ce qui est «Partanien » dans la décroissance	Ce qui est « anti-Partanien »
<p>Subordination à l'économie de toutes les dimensions de l'existence humaine.                      Courant de pensée Illich - L'économie domine désormais le politique, le social et le culturel.</p>	<p>« Idée qu'il est possible de changer ou de révolutionner le système de l'intérieur, parce que la puissance du capital dépend des choix économiques faits par les détenteurs de capitaux et les politiques à leurs ordres » (fondamentaux du Marxisme)</p>
<p>Comme les objecteurs de croissance, Partant appuie la thèse que la pauvreté moderne est une des conséquences directes d'une croissance effrénée, et ce phénomène est particulièrement sensible dans les pays en voie de développement.                      « Le Tiers monde souffre beaucoup plus de ce que nous lui vendons ou lui donnons, que de ce que nous lui extorquons. » (Latouche, in Partant)</p>	<p>« La mondialisation de l'économie est irrésistible et irréversible »                      « L'omnimarchandisation des rapports humains pourrait diminuer la pression de l'humanité sur les écosystèmes » -idée proposée par Mauro Bonaïuti qui propose « afin qu'à la décroissance des quantités physiques produites ne corresponde pas une décroissance de la valeur de production » et donc de marchandiser les biens relationnels (C.Tarral, 2009)</p>
<p>Le sous -développement n'est pas un retard de développement, mais « le résultat de la conjonction de l'entropie du capital et de l'antériorité de l'impérialisme ».</p>	<p>Les décroissants ne se posent pas la question de la nature de l'état. Ils ne semblent pas imaginer que l'état puisse ne pas être l'instrument adéquat d'une entreprise de libération de l'humanité (au contraire de F. Partant)</p>
<p>Il se peut que les difficultés au Nord et la contraction des échanges Nord-Sud affaiblissent les États du Sud... et que l'émancipation du Tiers Monde passe par la fin du développement en Occident...(Théorie Latouche)                      ...mais l'émancipation des peuples passe par des bouleversements socio-politiques et économiques qui sont loin d'être certains (théorie Partant, qui insiste sur la responsabilité des élites du tiers monde et la nécessité de modifier le système de pouvoir)</p>	<p>Utopie et idéalisme politique : faire des propositions sans se préoccuper vraiment des moyens de leur mise en œuvre.                      « F. Partant peut être considéré comme un utopiste, cependant il n'est jamais tombé dans ce travers si fréquent qui consiste à ignorer les conditions de l'agir politique ». (C.Tarral, 2009)</p>

## Cornelius et l'institution du monde imaginaire

A l'instar de François Partant et Jacques Ellul dont les travaux ont enrichi la pensée de Serge Latouche, Ivan Illich et Cornélius Castoriadis font partie des « maîtres à penser ». Les racines et la structure du projet de décroissance s'inspirent de leurs œuvres. *L'institution imaginaire de la société* (1975), *la montée de l'insignifiance* (1996) et *une société à la dérive* (2005) de Castoriadis ont accompagné Serge Latouche dans sa formation (Cours d'épistémologie à Lille dans les années 70) et dans ses réflexions<sup>27</sup>. *L'invention de l'économie* (2005) et *Décoloniser l'imaginaire* (2005) s'inspirent directement des travaux de Castoriadis, ces deux ouvrages permettent de comprendre tout le discours épistémologique associé à la décroissance.

<sup>27</sup> L'introduction du *Pari de la décroissance* (2006, p. 9) commence par une citation de Cornélius Castoriadis tirée de son ouvrage *Une société à la dérive* : « L'écologie est subversive car elle met en question l'imaginaire capitaliste qui domine la planète. Elle en récuse le motif central, selon lequel notre destin est d'augmenter sans cesse la production et la consommation. Elle montre l'impact catastrophique de la logique capitaliste sur l'environnement naturel et sur la vie des êtres humains » (2005, p. 237).

<p><b>Cornélius Castoradis</b>  <i>L'institution imaginaire de la société (1975), De l'écologie à l'autonomie (1980), Une société à la dérive (1993),</i></p>	<p><b>Serge Latouche</b>  <i>Invention de l'économie (2005)                      Le pari de la décroissance (2006)                      Castoriadis, penseur de la démocratie écologique et précurseur de la décroissance », Le Sarkophage, 2011.</i></p>
<p>La fabrication sociale de l'individu et des individus (1980)</p>	<p>Comment s'est construit notre imaginaire économique (2005) ?</p>
<p><i>Révolution signifie une transformation radicale des institutions de la société... Mais pour qu'il y ait une telle révolution, il faut que des changements profonds aient lieu dans l'organisation psycho-sociale de l'homme occidental, dans l'attitude à l'égard de la vie, bref dans son imaginaire. (1992) → <u>Projet d'autonomie</u></i></p>	<p><b>Le changement radical est une nécessité absolue (2006)</b>                      → <b>Démocratie écologique</b> = le projet d'une société réellement démocratique qui se donne ses propres lois et où tous participent effectivement aux affaires communes                      → <b>La décolonisation de l'imaginaire</b> : combattre la religion du progrès (2011)</p>
<p><i>Il faut que l'idée que la seule finalité de la vie est de produire et consommer davantage - idée à la fois absurde et dégradante - soit abandonnée (1992)</i></p>	<p>L'illimitation proprement économique est celle du mode de production et du mode de consommation (<i>L'âge des limites</i>, 2012)</p>
<p><b>PROJET D'AUTONOMIE</b></p>	<p><b>PROJET DE DECROISSANCE</b></p>

La décroissance se présente ainsi comme une alternative, une réponse à l'échec du développement dans les pays du Sud et à la perte de repères (idée du progrès, société de consommation, production de masse, place de la technique...) dans les pays de Nord. Malgré l'urgence de la situation (crise sociale, crise écologique, crise financière), un tel projet se heurte aux fondements « imaginaires » de nos institutions et aux croyances véhiculées par nos sociétés. Autrement dit, parvenir à réaliser une société de décroissance implique de « *décoloniser notre imaginaire pour changer vraiment le monde avant que le changement du monde ne nous y condamne dans la douleur* » (2005, p. 7). Ce point est crucial, il rappelle qu'il est toujours difficile de s'extraire du *Main Stream* et de sortir des sentiers battus. Changer de lunettes suppose de posséder une compétence extrêmement rare, la *réflexivité*. Or ce processus transformateur des représentations, des pratiques ou des savoirs renvoie à des champs disciplinaires que l'on a quelque peu oubliés (ou fait mine d'oublier), à savoir l'anthropologie, la sociologie, la psychologie, les sciences politiques... La réflexivité est ainsi une (pré)disposition personnelle, sociale, politique, épistémologique, méthodologique à engager la pensée à faire un travail sur elle-même. Or cette démarche bute sur un obstacle de taille : les institutions que notre imagination a érigées au cours de l'histoire... En effet, si ces institutions ont été inventées par les hommes (ce furent très souvent de simples conventions), elles se sont progressivement renforcées au point d'exercer une réelle emprise sur nos manières de penser, d'agir, de réfléchir...

Dans son ouvrage *L'institution imaginaire de la société* (1975), Cornélius Castoriadis a très bien analysé ce dernier point. L'institution nous introduit dans un monde où l'aliénation, l'imaginaire et le symbolisme constitueraient les trois parties d'un triptyque. Si l'aliénation est souvent associée à la structure de classe et à la domination par une minorité, elle revêt chez Castoriadis une dimension particulière : « *l'aliénation se présente d'abord comme aliénation de la société à ses institutions, comme autonomisation des institutions à l'égard de la société* » (1975, p. 159). Dès lors, le problème doit être formulé de la manière suivante : il ne s'agit pas de comprendre comment ont émergé<sup>28</sup> les institutions mais plutôt comment et pourquoi se sont-elles émancipées, autonomisées? A cette question, il convient de chercher la réponse dans la définition de l'institution que nous propose Castoriadis, l'institution est appréhendée du point de vue 'économique-fonctionnelle' : « *Nous entendons par là la vue qui veut expliquer aussi bien l'existence de l'institution que ses caractéristiques (idéalement, jusqu'aux moindres détails) par la fonction que l'institution remplit dans la société et les circonstances données, par son rôle dans l'économie d'ensemble de la vie sociale* » (1975, p. 160). Il s'agit ici de mettre l'accent sur la fonctionnalité de l'institution, le lien entre ses caractéristiques et les besoins « réels » (encore faut-il que le soient véritablement) de la société. Selon Castoriadis, une société ne peut exister que si les institutions qu'elle a créées, répondent à une série de fonctions (production, éducation, gestion de la collectivité, règlements des litiges...), toutefois elle ne peut se réduire à cela, elle est également amenée à définir de nouveaux modes de réponses à ses besoins et à rallonger la liste de ces mêmes besoins (en créant des besoins nouveaux). C'est uniquement dans de telles circonstances que les institutions s'émancipent et s'autonomisent.

L'une d'entre elles focalisera l'attention de Castoriadis, c'est le processus d'économicisation des esprits, autrement dit, l'excès d'économie – sous la forme d'une production et d'une consommation de masse – dans nos sociétés. Cette institution s'est localisée au cœur de notre imaginaire, au point de bouleverser nos représentations du monde et nos valeurs morales. Sortir de l'économie suppose donc de lui substituer un autre imaginaire : « *Ce qui est requis est une nouvelle création imaginaire d'une importance sans pareille dans le passé, une création qui mettrait au centre de la vue humaine d'autres significations que l'expansion de la production et de la consommation, qui poserait des objectifs de vie différents pouvant être reconnus par les êtres humains comme valant la peine...Telle est l'immense difficulté à laquelle nous avons à faire. Nous devrions vouloir une société dans laquelle les valeurs économiques ont cessé d'être centrales (ou uniques), où l'économie est remise à sa place comme simple moyen de la vie humaine et non comme fin ultime, dans laquelle donc on renonce à cette course folle vers une consommation toujours accrue. Cela n'est pas seulement nécessaire pour éviter la destruction*

---

<sup>28</sup> Bien qu'intéressante du point de vue épistémologique, cette question ne présente pas d'intérêt ici. Une simple convention peut être à l'origine de la naissance d'une institution et tant que cette convention fonctionne, pourquoi en changerait-on ? Ainsi va le monde...

définitive de l'environnement terrestre, mais aussi et surtout pour sortir de la misère psychique et morale des humains contemporains » (1996, p. 96, cité par Serge Latouche, 2005, p. 8).

Pour qu'une telle révolution advienne, il convient de démystifier les institutions et notamment leur manière d'être, à savoir *la symbolique*. En effet, Castoriadis nous rappelle que tout ce qui se présente à nous, dans le monde social-historique, est indissociablement tissé au symbolique : « *Les actes réels, individuels ou collectifs – le travail, la consommation, la guerre, l'amour, l'enfantement – les innombrables produits matériels sans lesquels aucune société ne saurait vivre un instant, ne sont pas (pas toujours, pas directement) des symboles. Mais les uns et les autres sont impossibles en dehors d'un réseau symbolique* » (1975, p. 162). Si le symbolique se rencontre principalement dans la culture (les arts, les masques, le langage...), il est également présent dans les institutions. Ces dernières ne peuvent exister que dans le symbolique, elles sont même capables de créer chacune leur réseau symbolique : « *Une organisation donnée de l'économie, un système de droit, un pouvoir institué, une religion existent socialement comme des symboliques sanctionnés. Ils consistent à attacher à des symboles (à des signifiants) des signifiés (des représentations, des ordres, des injonctions ou des incitations à faire ou ne pas faire, des conséquences, - des significations au sens lâche du terme) et à les faire valoir comme tels, c'est à dire à rendre cette attache plus ou moins forcée pour la société ou le groupe considéré* » (ibid).

De ce fait, un titre de propriété, un acte de vente et d'achat, un marché... sont des symboles qui caractérisent, auto-renforcent et légitiment dans le temps les institutions d'un certain imaginaire. Dans le cas présent, il s'agit du système capitaliste incarné par l'idéologie libérale<sup>29</sup> et la société marchande (la mondialisation pouvant être vue comme une marchandisation du monde). Chaque symbole faisant partie d'un vaste réseau symbolique, il est particulièrement difficile de sortir d'un imaginaire : « *On dira ainsi qu'à telle étape de l'évolution d'une société historique apparaît nécessairement l'institution de la propriété privée, car celle-ci correspond au mode fondamental de production. La propriété privée, une fois établie, une série de règles doivent être fixées : les droits du propriétaire devront être définis, les violations de ceux-ci sanctionnées, les cas limites tranchés* » (1975, p. 166).

On le voit, le symbolisme n'est pas neutre et les institutions constitutives de la société, réduisent progressivement la capacité des individus et des groupes d'individus à effectuer de profonds changements. L'idée même de changer les choses devient une véritable épreuve de force (un supplice) pour des esprits aliénés à un certain imaginaire. Le seul échappatoire passe donc pas une révolution : « *Il est utile*

---

<sup>29</sup> « *La force du libéralisme est que, dans la société telle qu'elle est, la consommation est une des formes d'expression de la liberté par la possibilité de choix : par rapport à cela, le projet d'une autre société apparaît comme totalitaire. Quelle critique de la consommation est possible aujourd'hui, qui refuse effectivement ce qu'il y a de terrifiant dans le mode de consommation actuel et ne nous ramène pas à une réglementation autoritaire de la consommation ?* » (2005, p. 244).

de dissiper la confusion autour du terme même de révolution. Révolution ne signifie ni guerre civile ni effusion de sang. La révolution est un changement de certaines institutions centrales de la société par l'activité de la société elle-même : l'auto-transformation explicative de la société, condensée dans un temps bref...La révolution signifie l'entrée de l'essentiel de la communauté dans une phase d'activité politique, c'est-à-dire institutive » (2005, p. 229). Ce n'est donc que par la volonté d'agir que l'imaginaire social se met au travail en s'attaquant explicitement à la transformation des institutions existantes. Mais pour parvenir à un tel tour de force, il convient de procéder en deux étapes : 1° Comprendre comment on en est arrivé là, qu'est ce qui nous a poussé à donner autant d'importance aux valeurs économiques prônées par le système capitaliste ? 2° Proposer des solutions pour sortir de ce processus d'économicisation des esprits.

C'est là qu'intervient le projet de décroissance. Les multiples renvois aux écrits de Castoriadis permettent de comprendre les fondements et l'évolution de la pensée de Serge Latouche. Dans son livre, *L'invention de l'économie* (2005), Serge Latouche a cherché à analyser la façon dont l'économie s'est installée dans l'imaginaire occidental, avec les dommages collatéraux observables dans les pays du Sud : « Pour tenter de penser une sortie de l'imaginaire dominant, il faut d'abord revenir sur la façon dont on y est entré » (2005, p. 9). Ce travail épistémologique a permis de poser les jalons d'une véritable déconstruction de la pensée économique mais également de préparer les esprits à une sorte de 'cure de désintoxication'. C'est toute l'essence de l'ouvrage *Décoloniser l'imaginaire* (2005) qui tente de remettre l'économie à sa place, autrement dit, comme simple moyen d'atteindre un objectif, et non comme fin ultime : « Si, en effet, la croissance est une croyance et le développement, une signification imaginaire sociale, comme le progrès et l'ensemble des catégories fondatrices de l'économie, pour en sortir, les abolir et les dépasser (la fameuse *Aufhebung* hégélienne), il faut changer d'imaginaire » (2005, p. 7). La décroissance se présente ainsi comme une réponse à un mal qui nous ronge de l'intérieur, elle se présente à la fois comme une utopie (au sens de source d'espoir et de rêve) et un projet politique (il s'agit de redonner de la dignité au politique). *Décoloniser l'imaginaire* doit donc permettre de dénoncer tous les excès (accumulation sans limites, addiction consumériste...) et de proposer un projet fondé sur une analyse réaliste de la situation (Latouche, 2007).

Toutefois, rappelle Serge Latouche, la décroissance n'est pas transposable dans une société où les excès, les addictions et toxicodépendances sont aussi prégnants.

D'une part, la sortie de l'imaginaire dominant ne peut être programmée, elle prendra du temps et beaucoup d'énergie. En effet, il est à la fois difficile de changer ses propres comportements et de convaincre les autres qu'ils doivent changer les leurs. Il faut faire preuve de pédagogie, ce qui revient à dire, selon Castoriadis (2010) que l'éducation devrait ici jouer un rôle central : « Que veut dire, par exemple, la liberté ou la possibilité pour les citoyens de participer, s'il n'y a pas dans la société dont nous parlons quelque chose – qui disparaît dans les discussions contemporaines [...] – et qui est la *paidea*, l'éducation du citoyen ? Il ne s'agit pas de lui apprendre l'arithmétique, il s'agit de lui

*apprendre à être citoyen. Personne ne naît citoyen. Et comment le devient-on ? En apprenant à l'être. On l'apprend d'abord, en regardant la cité dans laquelle on se trouve. Et certainement pas la télévision qu'on regarde aujourd'hui* » (2010, p. 96, cité par Latouche, 2005a, p. 10). Le problème, note Serge Latouche (2006), c'est que l'éducation joue un rôle ambivalent. Elle est à la fois le remède et le poison qui circule dans les veines de la société : « *Il me semble que la colonisation des esprits prend trois formes principales : l'éducation, la manipulation médiatique, la consommation du quotidien ou le mode de vie concret* » (2006, p. 160).

D'autre part, il faut commencer par redéfinir une « cohérence théorique » avant de proposer un agenda ou un projet social. Autrement dit, proposer un modèle alternatif et des hypothèses de travail, avant d'établir un calendrier de mesures concrètes. C'est ainsi qu'il faut appréhender les trois ouvrages suivants de Serge Latouche : *Le pari de la décroissance* (2006), *Le petit Traité de la décroissance sereine* (2007) ou encore *L'âge des limites* (2007). Les 8 R (réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler) se présentent à la fois comme un programme ambitieux et radical « du changement » et un processus de transformation des idées (il s'agit de différentes étapes qui interagissent continuellement), c'est « *le cercle vertueux de la décroissance sereine* » (2007, p. 56). En réévaluant et reconceptualisant, il devient possible de mettre un terme à l'imaginaire dominant et de remettre en cause les valeurs véhiculées par le système économique actuel (égoïsme, compétition effrénée, obsession du travail, consumérisme, efficacité productive...). Le changement de valeurs entraînera un autre regard sur le monde et donc une autre manière d'appréhender la réalité (Diemer, Figuière, Pradel, 2013). En restructurant, il sera possible d'adapter l'appareil de production et les rapports sociaux en fonction du changement des valeurs. Le pari de la décroissance consistera notamment à penser cette reconversion et à proposer des solutions de sortie « humainement acceptables ». En redistribuant, on s'attaque à la répartition des richesses et à l'accès au patrimoine naturel entre le Nord et le Sud, et à l'intérieur de la société, plus généralement. La redistribution concerne « *l'ensemble des éléments du systèmes : la terre, les droits de tirage sur la nature, l'emploi, les revenus, les retraites...* » (2006, p. 191). En relocalisant, on revient à la formule écologique de René Dubos, « *Penser globalement, agir localement* », c'est selon les termes de Serge Latouche, « *le moyen stratégique le plus important et l'un des principaux objectifs* » (2006, p. 197). La relocalisation ne se limite pas à une dimension économique, elle est également politique, culturelle et territoriale (Latouche, 2007). En réduisant, en réutilisant et en recyclant, il s'agit ni plus ni moins de redimensionner notre mode de vie à l'échelle de la planète, ceci passe par une cure d'amaigrissement (remise en cause de la course effrénée vers la consommation et l'achat impulsif) et un retour sur nos besoins fondamentaux (ce qui impose un travail réflexif sur les notions de besoins, de désirs et de plaisirs futiles). Le projet de décroissance passe par une réduction de notre empreinte écologique.

Ainsi, la décroissance se pose en véritable rupture vis à vis de l'imaginaire dominant. Elle propose un basculement épistémologique de la « théorie du bien être » vers une approche en termes de « mieux vivre<sup>30</sup> », et de ce point de vue, se rapproche des idées véhiculées par l'écologie politique, le courant de pensée du *Buen Vivir* ou encore *la sobriété heureuse* de Pierre Rabhi (Diemer, Marquat, 2015). Sortir du cercle infernal de la création illimitée des besoins et de la société d'abondance, est cependant un pari qui est loin d'être gagné. Comme le rappelait Castoriadis (1975, p. 495), les notions de « *réalité, langage, valeurs, besoins, travail de chaque société spécifient chaque fois, dans leur mode d'être particulier, l'organisation du monde et du monde social référé aux significations imaginaires sociales instituées par la société considérée* ». En d'autres termes, la réalité d'une société donnée repose sur un ensemble de schèmes qu'il est bien difficile d'identifier, et donc de modifier.

## Conclusion

Dans une société qui est technicienne et marquée par l'imaginaire dominant du système capitaliste (mythe de la croissance illimitée, consumérisme, idéologie libérale), le projet de décroissance proposé par Serge Latouche se présente à la fois comme une utopie pleine d'espoir, un modèle alternatif et un programme d'actions. Il puise ses origines dans les idées et les travaux de Jacques Ellul, François Partant et Cornélius Castoriadis... Bien entendu, ces derniers ne sont pas les seuls intellectuels qui aient eu une influence sur la pensée de Serge Latouche, nous avons souligné en introduction les noms d'Illich, de Gorz et de Georgescu-Roegen. Les trois citations ci-dessous, tirées de leurs œuvres nous semblent assez symptomatiques de la pensée latouchienne et caractérisent assez bien la double filiation de la décroissance !

« *La crise planétaire trouverait ses origines dans l'échec de l'entreprise moderne, à savoir la **substitution de la machine à l'homme**. Ce grand projet se serait métamorphosé « en un implacable procès d'asservissement du producteur et d'intoxication du consommateur »* (Ivan Illich, 1973, p. 26).

« *La décroissance de la production de marchandises et de services marchands devra être réalisée grâce à une autolimitation des besoins comprenant elle-même comme une requête de l'autonomie* » (André Gorz, 1991, p. 39).

« *L'humanité voudra t'elle prêter attention à un quelconque programme impliquant des entraves à son attachement au confort exosomatique ? Peut être que le destin de l'homme est-il d'avoir une vie brève mais fiévreuse, excitante et extravagante, plutôt qu'une existence longue, végétative et monotone* » (Nicholas Georgescu-Roegen, 1995, p. 135).

---

<sup>30</sup> « *La redéfinition du bonheur comme « abondance frugale dans une société solidaire » correspond à la rupture proposée par le projet de décroissance* » (Latouche, 2011, p. 14).

## Références bibliographiques

- CASTORIADIS C. (2010), *Démocratie et relativisme, débat avec le MAUSS*, in E. Escobar, M. Gondicas et P. Vernay (ed), Mille et Une Nuits.
- CASTORIADIS C. (2005), *Une société à la dérive*, Essais Points.
- CASTORIADIS C. (1996), *La montée de l'insignifiance, Les carrefours du labyrinthe, IV*, Paris, Seuil.
- CASTORIADIS C. (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Seuil.
- DIEMER A., MARQUAT C. (2015), *Regards croisés nord-sud sur le développement durable*, De Boeck (sous presse).
- DIEMER A., FIGUIERE C., PRADEL M. (2013), *Ecologie politique vs écologie industrielle, quelles stratégies pour le développement durable ?*, Editions Oeconomia.
- DUPIN E. (2009), « La décroissance, une idée qui chemine sous la récession », *Le Monde diplomatique*, août.
- ELLUL J. (1988), *Le Bluff Technologique*, Ed. Pluriel, réédition 2010.
- ELLUL J. (1977), *La société technicienne*, Ed. Le cherche midi, réédition 2012.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1979), *Demain la décroissance : entropie, écologie, économie*, Pierre Marcel Fabre, réédition aux éditions Sang de la terre, 1995.
- GORZ A. (1991), *Capitalisme, socialisme, écologie*, Editions Galilée.
- ILLICH I. (1973), *La convivialité*, Seuil
- LATOUCHE S. (2013), *Jacques Ellul contre le totalitarisme technicien*, Collection les Précurseurs de la Décroissance, Ed. Le passager clandestin, 2013.
- LATOUCHE S. (2012), *L'âge des limites*, Mille et Une Nuits.
- LATOUCHE S. (2011), *Vers une société d'abondance frugale*, Mille et Une Nuits.
- LATOUCHE S. (2007), *Petit Traité de la décroissance sereine*, Mille et Une Nuits.
- LATOUCHE S. (2006), *Le pari de la Décroissance*, Fayard.
- LATOUCHE S. (2005), *L'invention de l'économie*, Fayard.
- LATOUCHE S. (2005), *Décoloniser l'imaginaire*, Parangon.
- LATOUCHE S. (2004), *Survivre au développement*, Mille et Une Nuits.
- LATOUCHE S. (1988), *L'occidentalisation du monde*, La Découverte.
- PARTANT F. (1993), *Cette crise qui n'en est pas une : Recueil d'articles*, L'Harmattan, Collection L'Homme et la société, 2000.
- PARTANT F. (1988), *La Ligne d'horizon, Essai sur l'après-développement* La Découverte, Collection Poche, 2007.
- PARTANT F. (1982), *La Fin du développement*, Actes Sud, Collection Babel, 1999.
- PARTANT F. (1980), *Le Pédalo ivre*, Solin, 2008.
- PARTANT F. (1978), *Que la crise s'aggrave*, Parangon, 2002.
- PARTANT F. (1976), *La guérilla économique*, Le Seuil.
- RABHI P. (2010), *Vers la sobriété heureuse*, Actes Sud.
- ROGNON F. (2012), *Généralisations Ellul – Soixante héritiers de la pensée de Jacques Ellul*, Ed. Labor et Fides.

# De la Bioéconomie à la Décroissance : proximités et distances entre Nicholas Georgescu-Roegen et Serge Latouche

Sylvie FERRARI

*GREThA, UMR CNRS 5113, Université de Bordeaux*

## Résumé

La contribution propose une mise en perspective de la bioéconomie fondée par Nicholas Georgescu-Roegen et de la décroissance développée par Serge Latouche. Elle vise notamment à questionner les fondements de ces approches au regard des principes mis en avant par les deux économistes. Si la lecture croisée fait apparaître à la fois des proximités et des distances, la bioéconomie et la décroissance ne se confondent pas. Face aux défis écologiques, les deux approches s'accordent sur la nécessité de convoquer l'éthique pour engager un changement de société compatible avec limites de la biosphère.

## Mots clés

*Bioéconomie, décroissance, entropie, sobriété, justice intergénérationnelle*

Les défis écologiques auxquels les sociétés sont aujourd'hui confrontées posent une question essentielle qui est celle de la généralisation du mode de vie des pays industrialisés à l'ensemble de la Planète. Dans un contexte de changements climatiques et de croissance démographique, l'épuisement des ressources naturelles et l'accumulation de pollutions constituent déjà une menace sérieuse pour la survie des espèces à long terme (Barnosky et al., 2012). Dès lors, la réponse à la question implique deux autres questions : existe-t-il des facteurs limitants qui pourraient empêcher une telle généralisation ? Et si tel est le cas, faut-il remettre en cause la croissance économique des pays industrialisés ?

A partir d'une lecture croisée de la bioéconomie et de la décroissance, la réflexion qui est proposée dans cet article peut aider à fournir des éléments de réponse à ces questions. Les travaux qui vont être discutés peuvent offrir un éclairage original à travers l'esquisse de deux projets de société. Séparées de quelques décennies, la bioéconomie de Georgescu-Roegen et la décroissance de Latouche sont tout d'abord analysées. Puis, nous tentons de mettre en évidence quelques éléments en partage et quelques distances entre les deux approches. Si parfois il y a des éléments empruntés à la bioéconomie dans l'approche de la décroissance, il semble beaucoup plus difficile d'envisager la bioéconomie comme une approche constitutive d'une théorie de la décroissance à elle seule.

## La bioéconomie de N. Georgescu-Roegen

Les fondements biophysiques de l'économie et en particulier le rôle joué par la loi d'entropie conduisent progressivement Georgescu-Roegen à s'écarter de la discipline économique standard pour envisager la construction d'un nouveau paradigme qu'il nomme la bioéconomie<sup>31</sup>. La portée majeure de son œuvre pour la théorie économique conduira Grinevald (1992) à considérer qu'il s'agit là d'une "révolution bioéconomique"<sup>32</sup>.

### Origine et signification

Le concept de bioéconomie apparaît pour la première fois dans ses écrits en 1975. Pour l'auteur, la bioéconomie porte en elle les dimensions à la fois biologique et physique de l'économie, dimensions qui opèrent une véritable révolution scientifique par rapport au paradigme mécaniste de la science économique. De nombreux écrits rendent compte des fondements biophysiques de l'économie et en particulier les deux ouvrages majeurs écrits respectivement en 1971 et en 1976, à savoir *The entropy law and the economic process* et *Energy and economic myths*.

L'introduction et la généralisation de la loi d'entropie constituent les éléments nouveaux et révolutionnaires sur lesquels repose la bioéconomie. La loi d'entropie<sup>33</sup> traduit une rupture radicale avec la reconnaissance de changements qualitatifs et l'introduction de l'irréversibilité qui apporte un nouvel éclairage sur le fonctionnement de la sphère économique. Les activités de production et de consommation ne sont plus dissociées des lois qui s'appliquent à l'environnement naturel, à la biosphère. « *The material universe (...) continuously undergoes a qualitative change, actually a qualitative degradation of energy* » (1971, p.129).

Ces interdépendances portées par la loi d'entropie sont à l'origine de changements internes mais aussi externes au processus<sup>34</sup> économique. Du fait de la loi d'entropie, il existe une différence qualitative entre les éléments qui entrent dans le processus économique et ceux qui en sortent : "*From the viewpoint of thermodynamics, matter-energy enters the economic process in a state of low entropy and comes out of it in a state of high entropy*" (1976, p. 54).

Le processus économique est donc par nature entropique : il s'accompagne d'une dissipation irréversible de l'énergie et de la matière dont la manifestation physique

---

<sup>31</sup> Sur l'évolution de la pensée de Georgescu-Roegen, se reporter à la remarquable synthèse de Gowdy et Mesner (1998).

<sup>32</sup> Missemmer (2013) a récemment publié un ouvrage dont le titre est « Nicholas Georgescu-Roegen, pour une révolution bioéconomique ».

<sup>33</sup> Dans un système isolé (*i.e.* qui n'échange ni énergie, ni matière avec son environnement), l'entropie du système augmente. L'entropie constitue une mesure de la dissipation, de la dégradation de l'énergie dans le système.

<sup>34</sup> Georgescu-Roegen n'utilise par le concept de *système économique* mais celui de *processus*, un concept emprunté à la biologie.

est la production de déchets et l'émission de polluants dans l'environnement. Le flux entropique est irréversible et inhérent à tout processus économique, tout comme les changements qualitatifs qui l'accompagnent.

Cependant, l'expression de cette dimension physique de l'économie - qui s'exprime à travers les changements d'états liés à la loi d'entropie- ne suffit pas à elle seule à définir la bioéconomie. Il faut ici faire appel à une autre dimension : la dimension biologique. Georgescu-Roegen écrit à propos de la bioéconomie : "*The term is intended to make us bear in mind continuously the biological origin of the economic process and thus spotlights the problem of mankind's existence with a limited store of accessible resources, unevenly located and unequally appropriated*" (1977b, p. 361).

Ainsi, la bioéconomie s'appuie sur l'idée que le processus économique apparaît comme une extension de l'évolution endosomatique, i.e. comme la continuation de l'évolution biologique. En empruntant la terminologie d'A. Lotka, l'évolution endosomatique fait référence à l'évolution biologique des espèces vivantes tandis que l'évolution exosomatique renvoie à l'usage d'organes « détachables » et extérieurs à la personne, et produits à partir des ressources d'énergie et de matière (outils, technologies...). De tels instruments ont permis à l'humanité d'assurer des prélèvements croissants de ressources de basse entropie dans l'environnement : "*The first lesson is that man's economic struggle centers on environmental low entropy*" (1971). Sa conception de la bioéconomie est fortement ancrée dans les travaux de Schumpeter sur le développement, et en particulier sur le rôle joué par les discontinuités porteuses de changements qualitatifs dans la dynamique schumpetérienne. Il écrit sur ce point : « *Inspired by Schumpeter, in my bioeconomics I assimilated the emergence of palpable endosomatic changes with his chain of innovations* » (in Szenberg, 1992).

Au cœur des transformations qui ponctuent les changements d'états du processus économique intervient le vecteur technologique. C'est ce dernier qui structure fondamentalement l'économie et qui permet de mettre à disposition des activités économiques des quantités grandissantes d'énergie et de matière ! Parallèlement, l'évolution exosomatique de l'humanité s'est accompagnée de la production croissante de technologies créées à partir de quantités d'énergie et de matière puisées dans les stocks de basse entropie terrestre. Or, les quantités d'énergie et de matière accessibles sont nécessairement finies étant donné les implications de la thermodynamique - l'efficacité des technologies est bornée par le facteur de Carnot-. Dans ce contexte, la dynamique des activités économiques soutenue par le progrès technique participe activement à la raréfaction absolue des dotations terrestres de basse entropie. Ce faisant, un autre aspect de l'évolution exosomatique est caractérisé par la permanence de conflits sociaux et d'inégalités entre les pays riches et les pays pauvres. L'origine des inégalités économiques réside dans l'attachement exosomatique des modes de vie (1977b ; 1978). La division sociale engendre des conflits sociaux via l'appropriation des technologies. Les inégalités au niveau

mondial découlent du contrôle de l'exploitation des ressources naturelles par quelques pays au détriment d'autres pays moins développés.

Dans un contexte d'épuisement des ressources environnementales, la bioéconomie conduit à reconsidérer les relations entre l'économie et la nature, et l'impossibilité de se soustraire des implications de la plus économique des lois de la nature, la loi d'entropie.

### **Quelques enseignements clés de la bioéconomie**

La portée de la bioéconomie ne peut être analysée sans faire référence à la généralisation de la loi d'entropie. L'introduction de cette loi dans l'analyse économique a permis de rendre compte de l'irréversibilité des processus de production du point de vue de l'énergie. Georgescu-Roegen a proposé de généraliser la loi d'entropie en démontrant qu'elle s'applique aussi à la matière. Il écrit : "*In a closed system, available matter continuously and irrevocably dissipates, thus becoming unavailable.*" (1981, p. 61). Deux conséquences majeures en découlent.

La première conséquence concerne le mythe du recyclage total de la matière. Il n'est pas possible d'envisager un recyclage complet de la matière à l'échelle macroscopique. Par conséquent, il faut considérer la finitude de la matière disponible dont seule une partie est accessible grâce à la technologie : « *Accessible material low entropy is by far the most critical element from the bioeconomic viewpoint.* » (1976, p. 25). En effet, à l'échelle humaine, un tel recyclage de la matière supposerait un processus réversible : toutes les molécules dissipées pourraient alors être récupérées et assemblées de sorte que l'objet matériel retrouverait son état initial. Or, en physique, les processus réversibles s'opèrent à une vitesse très lente. Un tel mouvement prend un temps presque infini. C'est pourquoi dans la réalité le recyclage ne peut être que partiel : il existe des molécules qui sont irréversiblement dissipées et qui représentent la matière non disponible.

La seconde conséquence invite à considérer que tout système clos ne peut produire indéfiniment du travail mécanique à taux constant. Cela signifie que le processus économique ne peut pas se maintenir dans un état stationnaire indéfiniment. Le stock de capital ne peut pas être maintenu constant du fait de la dissipation de la matière (Georgescu-Roegen, 1976 ; 1979). L'état stationnaire ne peut donc constituer une solution au problème entropique de l'humanité<sup>35</sup> ; il ne fait donc pas partie de l'héritage de la bioéconomie.

---

<sup>35</sup> Cette orientation se heurte à celle des défenseurs de l'état stationnaire qui considèrent cet état comme équivalent à l'état stable d'un système thermodynamique ouvert. Ce dernier correspond à un état physique tel que le système maintient sa structure entropique constante grâce à son ouverture sur l'environnement (échanges d'énergie et de matière). Si ce concept peut présenter un intérêt pour les systèmes biologiques, il demeure cependant soumis à des conditions d'application strictes de sorte que l'état stable demeure approximatif et ne peut être envisagé que pour une durée finie (Georgescu-Roegen, 1976).

La matière et l'énergie sont irréversiblement dissipées au sein de tout processus économique tandis que la raison d'être d'un tel processus est un flux immatériel appelé "*the enjoyment of life*" ou la joie de vivre, flux indissociable du prélèvement de basse entropie effectué dans l'environnement. Dès lors, l'approche bioéconomique met en exergue la difficulté de poursuivre la croissance à l'infini car elle n'est pas compatible avec la loi d'entropie. L'évolution des sociétés humaines se traduit par la dégradation continue de l'énergie et de la matière disponibles : la croissance conduit à une réduction irréversible des dotations terrestres de basse entropie (Georgescu-Roegen, 1976). Ignorer la loi d'entropie reviendrait à soutenir l'idée d'une croissance économique possible dans un environnement fini.

La croissance économique conduit irréversiblement vers un double mouvement : la réduction de quantités de ressources de basse entropie terrestre et la dégradation de leur qualité. Pour autant, le concept de décroissance<sup>36</sup> n'est pas présent dans ses écrits, seul celui de « *declining state* » est utilisé dans le cadre de son analyse des limites de l'état stationnaire (1975, p.369). Les sociétés industrielles ont atteint des niveaux de vie qui ne sont pas durables et qui sont source d'inégalités globales inacceptables. (1977b) Leur croissance ne peut pas durer indéfiniment.

### **Le programme bioéconomique : un projet de société**

L'approche bioéconomique a conduit Georgescu-Roegen à élaborer un ensemble de réponses sous la forme d'un programme bioéconomique minimal (1975, 1976). Il s'agit d'un programme contenant huit recommandations très radicales en matière de politique publique, à savoir :

- Interdiction de la production d'armes et orientation des forces productives vers des projets constructifs ;
- Aide au développement des nations sous-développées ;
- Maîtrise et diminution progressive de la population jusqu'à un niveau compatible avec une production agricole d'origine biologique ;
- Réduction des gaspillages et des déchets énergétiques ;
- Renoncement à l'acquisition de biens futiles tels que les gadgets, les objets surdimensionnés ;
- Changement dans le comportement des consommateurs (refus du jetable...) et réduction de la dépendance aux organes exosomatiques ;
- Augmentation de la durée des biens et des possibilités de les réparer ;
- Renoncement à produire des biens économes en temps de travail pour pouvoir produire d'autres biens économes en temps, et cela à l'infini ; ce principe fait référence à l'impossibilité d'économiser du temps dans des processus qui utilisent de l'énergie.

---

<sup>36</sup> Grinevald et Rens (1979, 1995) ont traduit « *a declining state* » par un état de décroissance.

L'organisation de ces mesures repose sur le rôle de la puissance publique à la fois au niveau national et international pour inciter à économiser les ressources d'énergie et à garantir à long terme un niveau de ressource suffisant pour l'ensemble des générations (présentes et futures). Le programme accompagne un changement de société où un effort majeur est porté sur la maîtrise de l'évolution entropique pour maintenir les conditions d'existence d'un monde vivable. Les choix implicites de ce programme nécessitent l'acceptation d'une réduction du confort matériel de l'existence ainsi que d'un renoncement à un attachement matérialiste des modes de vie pour les pays industrialisés.

Quelques années plus tard, en 1978, Georgescu-Roegen propose une vision plus complète de son programme à travers « *l'ABC bioéconomique* » qui positionne clairement la bioéconomie comme une approche à la fois pragmatique et théorique susceptible d'apporter des réponses au problème écologique de l'humanité. La portée écologique globale et la dimension éthique de la bioéconomie apparaissent définitivement liées l'une à l'autre.

Parmi les recommandations, Georgescu-Roegen propose de favoriser les substitutions énergétiques au profit des sources renouvelables – ressources de flux – et de faire intervenir des technologies viables afin de ne pas recourir à des ressources de stocks : "*a technology is viable if and only if it can maintain the corresponding material structure and necessarily the human species*" (1984, p. 29)

Concernant la dynamique de la population humaine, une prise en compte explicite des générations futures intervient avec un critère nouveau : le critère de maximisation de la durée de vie de l'espèce sous contrainte de ne pas dépasser le stock de basse entropie disponible et de s'appuyer sur l'agriculture biologique. Cette orientation est liée à la nécessité de réduire la pression démographique dans une perspective de long terme.

Sur le plan éthique, la répartition des ressources sur l'ensemble des générations est également une question majeure, et plus particulièrement celle de l'équité intergénérationnelle : « *One of the most important ecological problems for mankind, therefore, is the relationship of the quality of life of one generation with another –more specifically, the distribution of mankind's dowry among all generations.* » (1976, p. 30).

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de préserver les dotations d'énergie et de matière accessibles et de veiller à l'harmonisation des besoins des générations présentes et futures. Le principe de minimisation des regrets futurs vient remplacer le principe de la maximisation de l'utilité au niveau de l'humanité (1977a). L'idée de base ici que traduit ce principe est de « faire avec moins » afin d'économiser les dotations de basse entropie pour les générations à venir. Il devient impératif pour Georgescu-Roegen d'introduire une limite aux besoins illimités en sollicitant une restriction de nature morale. À côté de la régulation publique, l'existence d'une responsabilité environnementale peut conduire les individus à accepter une

réduction du confort attaché à l'usage de certains biens dont la consommation implique une dégradation voire une destruction irréversible de la nature. L'intérêt que revêt cette responsabilité est de permettre la prise en compte de l'équité intra et inter générationnelle dans les choix économiques. Au niveau intragénérationnel, la nécessité de répartir l'effort de manière différente entre nations riches et nations pauvres conduit à envisager un « *nivèlement du standard de vie de l'humanité par une redistribution des moyens de production* » (1978, p. 380).

Le programme bioéconomique appelle à un changement dans les valeurs de façon à préserver les ressources de l'environnement pour permettre à la fois le maintien de la vie des générations actuelles et des générations futures. Cette perspective s'inscrit dans une approche globale du développement des sociétés dont les dynamiques dépendent fortement des déterminants écologiques, culturels et institutionnels.

Dans ce contexte, l'abandon de la "growthmania" constitue une étape préliminaire. La production de nouvelles technologies pour satisfaire les besoins illimités ne peut être réalisée sans des prélèvements d'énergie et de matière de basse entropie. La priorité doit être donnée au maintien des conditions nécessaires pour assurer la satisfaction des besoins essentiels ou fondamentaux des populations présentes et futures. La bioéconomie porte en elle le chemin vers une société de sobriété.

Ainsi, le projet de société est indissociable de la perspective globale, planétaire dans laquelle s'inscrit la bioéconomie où la dimension éthique peut être résumée par le principe suivant : "*Thou shalt love thy species as thyself (...) each generation must take into account the demand (i.e. the needs) of future generations, for these generations cannot yet be present to bid their share of mankind's dowry of available matter-energy*" (1977b, p. 374).

## De la décroissance

Depuis les années 2000, le concept de décroissance s'est peu à peu installé dans le paysage académique. Avant d'aborder la conception de la décroissance chez Latouche, on revient sur le contexte dans lequel le concept de décroissance a pu se développer.

### Un concept nouveau ?

L'origine du concept n'est pas récente (Latouche, 2010a). L'émergence de l'idée de décroissance peut être datée par les travaux du Club de Rome en 1972. Le rapport « Halte à la croissance » marque une prise de conscience forte des limites de la biosphère et des conséquences de l'exploitation de ses ressources vivantes et inanimées, ce qui conduit à l'impossibilité de maintenir indéfiniment la croissance économique. La crise écologique aux multiples dimensions – climatique, énergétique et sociale, pour n'en mentionner que quelques-unes – et inséparable de la sphère des

activités économiques, conduit alors à des questionnements nouveaux et en particulier à reconsidérer les relations entre l'économie et la biosphère. A cette époque, deux ouvrages majeurs sont publiés, ouvrages dans lesquels le concept de décroissance demeure absent : *The entropy law and the economic process* de Georgescu-Roegen en 1971 et *L'économique et le vivant* de Passet en 1979. L'année 1979 est également marquée par la publication en français d'un ensemble d'écrits de Georgescu-Roegen par deux universitaires suisses, I. Rens et J. Grinevald, sous le titre « *Demain, la décroissance. Entropie - Ecologie - Economie* ». Dans la seconde édition révisée et publiée en 1995, le titre a quelque peu été modifié avec la disparition de « demain ». Cela pourrait sembler anecdotique mais en réalité il n'en est rien. Dans les années 1990, l'ampleur de la crise écologique vient interpeller la question de l'habitabilité de la Terre, ce qui confère une dimension d'urgence dans l'adaptation des écosystèmes et des sociétés face aux conséquences des changements climatiques. L'humanité est devenue une force géophysique qui menace la Terre habitante, la biosphère (Vernadsky, 2002).

Ainsi, depuis la première parution de « *Demain, la décroissance* » il y a une quinzaine d'années, ce qui semblait lointain s'est brusquement inscrit dans le monde présent et rappelle à notre mémoire que tout a commencé lorsque nous sommes entrés dans l'ère de l'anthropocène... depuis la Révolution industrielle (Bonneuil et al., 2013). Les manifestations nombreuses de la crise écologique sont à présent bien identifiées : les changements climatiques, l'épuisement généralisé de nombreuses ressources et le dépassement de seuils au sein de certains cycles biogéochimiques. A terme, la disparition de certains éléments de la nature peut compromettre la capacité d'adaptation des espèces vivantes et de leur survie (Rockström et al., 2009).

Mais c'est à partir des années 2000, que la diffusion du concept se généralise dans différentes publications et manifestations scientifiques. Ainsi, en France par exemple, le concept apparaît en février 2002 avec un numéro spécial de la revue *Silence* intitulé "La décroissance", et inspiré des travaux de Georgescu-Roegen. En septembre 2003, à l'initiative de l'Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable (IEESDS), un colloque sur le thème de « La décroissance soutenable, Bioéconomie, écologie et simplicité volontaire. L'héritage de Nicholas Georgescu-Roegen (1906-1994) » est organisé à Lyon. Quelques années plus tard, en 2006, Serge Latouche publie un ouvrage remarqué dont le titre est « Le pari de la décroissance ».

Au niveau international, le concept de décroissance prend une place grandissante dans la littérature académique depuis quelques décennies. Les interprétations du concept sont nombreuses et ont des finalités variables, mais conduisent généralement à reconsidérer la place de l'économie et ses liens avec l'environnement (Van den Bergh, 2010). Selon le cas considéré, le système économique de marché parvient à s'adapter à des contraintes écologiques fortes en faisant appel à des technologies économes en énergie et matière. Parfois, ce système doit parfois changer structurellement avec l'introduction de nouvelles valeurs hors marché et accorder

plus de place à l'éthique. Une finalité plus radicale peut être de quitter l'économie capitaliste pour changer la nature même de la société et la rendre plus conviviale.

Finalement la décroissance et ses déclinaisons ont pris progressivement leur place dans le paysage français et international, tout en proclamant un rattachement plus ou moins explicite à la pensée de Georgescu-Roegen. Ce point est essentiel car à partir de cet ancrage, le sens de la décroissance est profondément porté par la remise en cause du fonctionnement du processus économique dont la nature entropique constitue une sérieuse limite à toute perspective de croissance dans un monde fini.

## La décroissance selon S. Latouche

Tout d'abord, la décroissance n'est pas considérée comme une théorie mais comme « *un slogan politique à implications théoriques* » (2010b, p. 17) qui s'oppose à l'idée de croissance. Cette conception de la décroissance repose sur une critique radicale du développement -lequel est toujours lié à la nécessité de la croissance - pour penser l'après-développement. Ce slogan provocateur signifie qu'il est temps d'abandonner la croissance et l'idéologie du progrès qui l'accompagne. Sortir de la croissance pourrait être mieux compris à travers le concept d'a-croissance qui indique que la croissance n'est plus une nécessité, ce qui conduit *in fine* à se détacher définitivement de toute référence au produit intérieur brut. Ce point de vue, présent chez Latouche, est partagé par Van den Bergh (2010) pour lequel il est urgent de lever l'ambiguïté du concept de décroissance avec ses multiples interprétations, pour devenir indifférent à la croissance ! Une forme d'agnosticisme à l'égard de la croissance économique est ainsi prônée.

Chez Latouche, l'interprétation de la décroissance conduit à sortir de l'économie capitaliste pour aller vers une société d'abondance frugale habitée par de nouvelles valeurs. L'objectif majeur de la décroissance est clair : « *Its goal is to build a society in which we can live better lives whilst working less and consuming less* » (2009, p. 9).

C'est donc un projet de société qui est pensé hors de l'économie : il ne s'agit pas de substituer une économie à une autre, ou une croissance à un développement mais de sortir de l'économie en quittant ses bases imaginaires que sont la rareté, les besoins, les marchés et l'Homo oeconomicus (Latouche, 2013).

Cette orientation est directement liée aux conditions d'émergence de la décroissance. En effet, le concept émerge de deux éléments indissociables : la prise de conscience des limites de la biosphère et la critique de la technique et du développement. Le premier élément renvoie à la crise écologique tandis que le second s'appuie sur la crise du système capitaliste. Les deux crises se nourrissent mutuellement et conduisent les sociétés qui poursuivent un objectif la croissance à leur perte !

Cette analyse de la décroissance conduit à identifier quelques implications majeures. Tout d'abord, la remise en cause de la dynamique de l'accumulation capitaliste, du

productivisme et du consumérisme. Une société de décroissance ou d'a-croissance doit se dégager de tout lien à un système capitaliste. C'est une condition nécessaire pour sortir des mécanismes et autres ressorts du système : la recherche du profit, la place accordée aux marchés, la société de consommation, le gaspillage, ou encore l'obsolescence programmée.

Ce faisant, une nouvelle société d'abondance conviviale, soutenable... animée par des valeurs humanistes telles que la solidarité, l'entraide, l'altruisme ou encore le don peut être envisagée. Par ailleurs, le projet d'une société de décroissance doit considérer les limites du monde fini. Une telle société basée sur la frugalité peut constituer une réponse, une alternative qui permet une forme de réconciliation avec la biosphère.

Dans ce contexte, un programme pour une société de décroissance est proposé sur la base de 8 R ou huit objectifs interdépendants (Latouche, 2010b). Ces objectifs sont :

- Réévaluer : cela concerne l'émergence de valeurs nouvelles telles que l'altruisme, la coopération, l'importance de la vie sociale, l'autonomie, le relationnel, le partage...
- Reconceptualiser : il s'agit ici de décoloniser l'imaginaire, ce qui implique de donner un sens nouveau aux valeurs et aux croyances ; il s'agit de redéfinir les notions de richesse, pauvreté, progrès, rareté, abondance, temps...
- Restructurer : l'appareil productif et les rapports sociaux doivent s'adapter en fonction du changement des valeurs ;
- Redistribuer : cela concerne la répartition de richesses et l'accès au patrimoine naturel dans la société – échelles nationales et globales (Nord/Sud) ;
- Relocaliser : penser globalement, agir localement pour l'ensemble des activités humaines, et pour les activités économique en particulier ;
- Réduire : les modes de vie doivent être redimensionnés pour réduire l'empreinte écologique, en relation avec le changement des besoins, la réduction du travail...
- Réutiliser : il est important de faire durer les produits et de stopper l'obsolescence programmée ;
- Recycler : il s'agit de considérer les déchets comme des ressources potentielles et de limiter ainsi les prélèvements sur la nature.

Le projet de société présente deux caractéristiques majeures : l'une renvoie à la nécessité de revoir ses préférences pour ne considérer que les besoins essentiels à satisfaire et l'autre à la manière de vivre en harmonie avec la nature en réduisant les effets des activités humaines. Une certaine idée du vivre mieux est envisagée à la fois par une remise en question des choix individuels et par un nouveau regard accordée à la temporalité des actes individuels qui en découlent. Cela est conforme à l'idée de limiter la sphère productive marchande où l'aliénation par le travail ne peut participer au bien être individuel, ou encore à l'idée d'éviter le gaspillage des

ressources de la Terre par lequel le bien être des générations futures peut être compromis. Le projet d'une société de décroissance a donc une portée planétaire implicite.

## Emergence de proximités et de distances

L'analyse de la bioéconomie de Georgescu-Roegen et de la décroissance de Latouche permet de mettre en évidence quelques proximités mais également quelques différences essentielles entre les deux approches.

### Des proximités sur la place des limites

Une première proximité repose sur la prise en compte des limites biophysiques imposées à la croissance et sur la conséquence qui en découle : les processus de production doivent nécessairement être modifiés. Sur ce point, l'influence de la bioéconomie sur l'approche de la décroissance de Latouche est très marquée. En effet, ce dernier considère qu'une des deux filiations de la décroissance réside dans la prise en compte de la crise écologique, crise dont les racines plongent dans les fondements entropiques des processus économiques chez Georgescu-Roegen.

A partir de là, d'autres proximités mettant en avant la question des limites peuvent apparaître. Tout d'abord, la place de l'éthique chez les deux économistes les amène à reconsidérer le rôle de valeurs nouvelles pour pouvoir envisager des changements dans les comportements et, en particulier, des comportements plus responsables à l'égard de la nature. Plus particulièrement, l'auto-limitation des besoins, « faire avec moins » ou encore « faire durer », autorisent à la fois la préservation des ressources pour les générations actuelles –redistribution des richesses Nord-Sud- et pour les générations futures dans un contexte de rareté. Quelle que soit la perspective générationnelle considérée, le souci d'autrui est une valeur morale essentielle qui peut modifier les choix à la fois individuels et collectifs.

Dans ce contexte, le bonheur est également fondé sur un « vivre mieux » ou « une joie de vivre » qui n'est pas indépendant de la manière dont les autres vivent. L'émergence de consommations immatérielles ou le refus délibéré de ne pas consommer certains biens parce qu'ils ne sont pas respectueux de l'environnement exprime à la fois une responsabilité dans le choix qui est conforme aux préférences de l'individu et une forme de réalisation extravertie du bien-être qui intègre le souci des autres - nés ou à naître. Faire avec moins en faisant des choix responsables d'un côté, et poser l'effort sur l'être et non sur l'avoir avec la place accordée à l'immatériel d'un autre côté, orientent les sociétés vers des objectifs de suffisance pour Georgescu-Roegen ou de frugalité pour Latouche.

Dès lors, tout projet de société qui serait inscrit sur la ligne d'un développement durable est rejeté par les deux auteurs, bien que les arguments sur lesquels ce rejet

repose soient différents. Pour Georgescu-Roegen, le développement durable est un non-sens compte tenu des lois de la physique et en particulier de la généralisation de la loi d'entropie : la durabilité se heurte à la dégradation irréversible de la matière. Pour Latouche, ce n'est pas dans une forme renouvelée du développement, une nouvelle idéologie du développement qui peut porter une société de décroissance : le développement durable reste assimilé à la croissance et ne représente *in fine* qu'une imposture conceptuelle.

Enfin, une autre proximité existe entre les deux approches à travers le rôle de l'action publique pour favoriser une réduction des impacts de la sphère économique sur la nature, tant au niveau des prélèvements que des rejets. Les deux auteurs se rejoignent sur l'idée que la nature entropique des processus économiques trouve une manifestation concrète à travers le concept de gaspillage<sup>37</sup>. La puissance publique intervient pour la mise en œuvre de stratégies de non gaspillage (rôle de la fiscalité écologique pour limiter les flux dissipés tels que les déchets), de lutte contre l'obsolescence programmée ou encore de maîtrise de l'accès aux ressources de matière et d'énergie. Les sociétés de suffisance ou d'abondance frugale accordent une place majeure aux régulations publiques afin de garantir à la fois la préservation de ressources rares et leur répartition sur un temps long.

### **Des distances sur le rôle de l'économie**

L'analyse croisée des deux approches permet également d'identifier quelques distances. Tout d'abord, sur la question de la place de l'économie face à la crise écologique, les deux auteurs adoptent des postures divergentes. Pour Georgescu-Roegen, la principale production du processus économique est un flux immatériel appelé la joie de vivre. Le processus par nature entropique a pour objectif la satisfaction des besoins humains fondamentaux et il n'est pas possible de faire sans lui. Certes, il faut cependant le transformer afin de maîtriser sa propension entropique. Là réside la finalité du paradigme bioéconomique dans une perspective globale de préservation de l'espèce humaine. Au contraire, chez Latouche, une rupture avec la dynamique de l'accumulation capitaliste est nécessaire et il faut absolument sortir du système économique. C'est à cette condition qu'il est possible de s'orienter vers une société sobre et heureuse. La distance est donc plutôt forte ici : dans un cas l'économie demeure, dans l'autre elle trépasse.

Cette distance se prolonge sur la question du bonheur. La joie de vivre, cet output immatériel, est associée au processus économique et indissociable des processus de production chez Georgescu-Roegen. C'est parce que l'individu peut accéder aux biens et services qu'il produit, qu'il peut ainsi atteindre un certain bien-être. Au contraire, chez Latouche, le bonheur ou le plaisir du loisir trouve sa source hors du

---

<sup>37</sup> Sur ce point, voir la contribution originale de Guitton (1975).

travail, hors de la sphère productive... Ce n'est que libéré de la contrainte économique que l'accès au bonheur est possible.

Un autre point de divergence porte sur l'origine des inégalités et des conflits dans la société. Chez Georgescu-Roegen, le conflit social, enraciné dans la loi d'entropie, a une base biologique. Les inégalités sociales sont ancrées dans le mode d'existence exosomatique de l'espèce humaine qui explique à la fois les conflits dans et entre les sociétés. Chez Latouche, les inégalités sont portées par un système économique particulier - le système capitaliste - et la société de croissance qui l'accompagne. Les inégalités s'expliquent par les rapports sociaux de production associés au système économique dominant.

Finalement, l'analyse des deux projets de société conduit à deux visions très différentes de la société. Le point de départ de l'approche de Georgescu-Roegen réside dans la prise en compte des lois de la physique pour expliquer le fonctionnement du processus économique et ses implications pour l'analyse des inégalités à la fois intra et intergénérationnelles. En refusant une société qui gaspille ses ressources de basse entropie et participe à la réduction de ses choix dans le futur, son programme bioéconomique conduit à aller vers une société détachée de son confort exosomatique tout en réalisant une redistribution des richesses au niveau mondial. De son côté, l'approche de la décroissance met avant tout l'accent sur les rapports sociaux qui constitue le cœur de son analyse, la dimension écologique des actes économiques demeurant au second plan. Ici, l'existence de limites biophysiques - contraintes environnementales - renforce la remise en cause du système économique dominant et plus particulièrement des modes de production de type capitaliste. Dans ce contexte, le refus d'une société de travail et de consommation de masse conduit à s'orienter vers un autre modèle de société habitée par la convivialité, et à sortir définitivement de toute référence à la croissance.

Finalement, et c'est peut-être là le point d'achoppement le plus délicat, la relation à la croissance est assez particulière chez chacun d'eux. En effet, Georgescu-Roegen dénonce le problème engendré par la croissance des sociétés industrielles et insiste sur la nécessité de s'orienter vers un nouveau paradigme pour contrer les effets de cette croissance (et envisager une transformation radicale des processus de production et de consommation). Il adopte ainsi une position critique à l'égard du développement des pays industrialisés car les trajectoires de croissance ne sont pas compatibles avec les enseignements de la loi d'entropie dans un monde fini.

*"Undoubtedly, the current growth must cease, may be reversed. But anyone who believes that he can draw a blueprint for the ecological salvation of the human species does not understand the nature of evolution, or even of history, which is that of a permanent struggle in continuously novel forms, not that of a predicable, controllable physico-chemical process, such as boiling an egg or launching a rocket to the moon." (1975, p. 369)*

Chez Latouche, la décroissance introduit une rupture radicale et irréversible avec toute idée de croissance ou de développement : l'émergence d'une société de décroissance n'est possible qu'en quittant l'économie. Ce point n'est pas partagé par l'approche bioéconomique de Georgescu-Roegen qui contient en elle de manière irréductible les fondements biophysiques de l'économie. Dans ces conditions, la bioéconomie implique de considérer les limites de la croissance économique et de mettre en œuvre des stratégies actives de maîtrise de l'évolution entropique.

La bioéconomie est un nouveau paradigme économique qui relie intrinsèquement l'évolution biologique et l'adaptation des modes de production des sociétés humaines à des contraintes environnementales. La décroissance, elle, renonce définitivement à envisager la sphère économique et ses lois pour engager un changement profond des sociétés en présence de limites écologiques. Dans un monde fini où règne la loi d'entropie, deux positions plutôt radicales à l'égard de l'économie se font face.

### **Face aux défis écologiques, la nécessité de l'éthique**

Finalement, même si la rupture persiste sur la place à accorder à l'économie, il semble que les deux approches convergent vers le rôle qu'elles accordent à l'exercice d'une éthique de la responsabilité pour engager des changements profonds de société. Leur démarche globale s'inscrit dans la volonté de préserver un monde vivable pour l'humanité, ce qui conduit à suivre la voie vers une justice globale et non située pour régler les inégalités à la fois au niveau spatial et au niveau temporel. Les deux points communs majeurs que sont l'idée de suffisance ou de sobriété d'une part, et l'idée de la justice intergénérationnelle de l'autre, participent à l'émergence d'une nouvelle éthique rendue nécessaire par l'impossibilité pour les économies actuelles de trouver des solutions à la crise écologique qui les frappe. Mais la difficulté majeure à surmonter réside dans l'ampleur de la tâche à accomplir. En effet, la lutte contre les inégalités découlant des modes de vie de quelques générations présentes semble une condition nécessaire pour permettre aux autres générations de satisfaire leurs besoins fondamentaux. Cependant, comme l'écrit Georgescu-Roegen (1976, p.35), "*Will mankind listen to any program that implies a constriction of its addiction to exosomatic comfort?*". Il s'agit là d'un engagement difficile mais incontournable pour que l'humanité perdure à l'intérieur des limites d'un monde fini.

### **Références bibliographiques**

- BARNOSKY A. D., HADLY E. et al (2012), "Approaching a state shift in Earth's biosphere", *Nature*, 486, p. 52-58.
- BONNEUIL C., FRESSOZ J-B. (2013), *L'évènement anthropocène*, Ed. Du Seuil.

- GEORGESCU-ROEGEN N. (1971), *The entropy Law and the economic process*, Harvard University Press.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1975), « Energy and economic myths », *Southern Economic Journal*, vol. 41, n° 3, p. 347-381.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1976), *Energy and economic myths*, Pergamon Press.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1977a), "What thermodynamics and biology can teach economists", *Atlantic Economic Journal*, vol 5, n° 1, March, p. 13-21.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1977b), "Inequality, limits and growth from a bioeconomic viewpoint", *Review of Social Economy*, vol XXXV, december, p. 361-75.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1978), "De la science économique à la bioéconomie", *Revue d'Economie Politique*, n° 3, Mai-Juin, p. 337-382.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1984), "Feasibles recipes versus viable technologies", *Atlantic Economic Journal*, vol XII, n°1, march, p. 21-31.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1995), *La décroissance, Entropie-Ecologie-Economie*, Traduction de J. GRINEVALD et I. RENS, seconde édition, Ed. Sang de la Terre.
- GOWDY J., Mesner S. (1998), The Evolution of Georgescu-Roegen's Bioeconomics, *Review of Social Economy*, vol LVI, n°2, p.136-156.
- GRINEVALD J. (1992), « La révolution bioéconomique de Nicholas Georgescu-Roegen, *Stratégies énergétiques, Biosphère et Société*, p. 23-24.
- GUITTON H. (1975), *Entropie et gaspillage*, Ed. Cujas.
- LATOUCHE S. (2013), « Nos enfants nous accuseront-ils ? », *Revue du MAUSS*, vol 2, n°42, p. 281-299.
- LATOUCHE S. (2010a), "Degrowth", *Journal of Cleaner Production*, vol 18, p. 519-522.
- LATOUCHE S. (2010b), *Le pari de la décroissance*, Pluriel.
- LATOUCHE S. (2009), *Farewell to growth*, Polity Press.
- MISSEMER A. (2013), *Nicholas Georgescu-Roegen, pour une révolution bioéconomique*, ENS Editions.
- PASSET R. (1979), *L'économie et le vivant*, Payot.
- ROCKSTRÖM, J. et al (2009), A safe operating space for humanity, *Nature*, volume 461, p. 472-475.
- SZENBERG M., (1992), *Eminent economists. Their life philosophies*, Cambridge university press.
- VAN DEN BERGH J.C.J.M. (2011), "Environment versus growth – A criticism of "degrowth" and a plea for "a-growth" ", *Ecological Economics*, vol 70, n°5, p. 881-890.
- VERNADSKY W. (2002), *La biosphère*, Ed. du Seuil. Pour l'édition originale, en russe, 1926.

# La décroissance, remise en cause de la modernité

Fabrice FLIPO

*Télécom & Management Sud Paris, LCSP, Paris 7 Diderot*

## Résumé

Dans cet article nous explorons les cinq principales sources de la décroissance : écologiste, bioéconomiste, anthropologique, démocratique et spirituelle. Les cinq sources sont toutes un faisceau d'arguments qui conduisent à remettre en cause la croissance au sens du PIB et plus généralement de l'objectif d'augmentation et d'accumulation de la valeur ajoutée. La diversité des sources explique la difficulté pour ce courant de pensée à s'unifier. Des convergences existent mais aussi des tensions, qui ensemble concourent à mettre en question la modernité dans l'universalité à laquelle elle prétend.

## Mots-clés

Philosophie, décroissance, développement, politique, écologie, anthropologie, démocratie

La critique de la croissance apparaît dans les années 60 et 70 avec notamment l'emploi du mot « décroissance » par André Gorz dans un débat avec Sicco Mansholt. Elle est éclipsée dans les années 80 et 90 avant de revenir dans les années 2000, via la création du journal éponyme. Le courant de pensée attire indéniablement. Si le premier colloque international organisé à Paris en 2008 avait attiré 200 personnes, le quatrième et dernier en date qui s'est tenu à Leipzig en septembre 2014 a enregistré une fréquentation de près de 3000 personnes. Qui parcourt la littérature critique de la croissance peut identifier cinq sources conduisant à soutenir que la poursuite de la croissance n'est pas souhaitable, et non une seule. Ces sources n'ont pas de supériorité évidente l'une par rapport à l'autre. Leur priorité relative varie selon le public ou le mouvement considéré. Pris ensemble, ces sources peuvent être comprises comme se renforçant mutuellement ou au contraire s'excluant, ce qui explique que la mouvance décroissante n'ait pas formé un courant politique homogène, et soit animée de débats internes intenses. Parler de « source » se justifie à partir du moment où chaque foyer est un faisceau de raisons convergentes qui engendre de proche en proche toutes sortes de remises en cause, dans la manière de penser la vie en commun. Plus qu'un argument, tel qu'on peut en trouver dans les débats fortement structurés de la philosophie analytique, par exemple, c'est en réalité un point de départ thématique, justifiable par une diversité d'arguments, qui irrigue et fertilise d'innombrables réflexions qui pouvaient auparavant paraître éloignées les unes des autres. Pour chacune des sources que nous abordons sans

ordre de priorité nous esquissons les principaux arguments et contre-arguments, avant de rassembler le tout dans une perspective plus générale de réception de la décroissance, dont le statut est celui d'une discussion de l'universalité dont la modernité se prétend porteuse.

## La source écologiste

Une première source est écologiste, elle est attachée aux écosystèmes et au respect du vivant. Ici la décroissance est la conséquence de toute politique écologique prise au sérieux, elle en est le signe. De nombreuses études montrent en effet que la pression sur les écosystèmes augmente avec la croissance économique, telle que peut la mesurer l'indicateur PIB. Les arguments en faveur d'une telle corrélation sont nombreux. L'indicateur empreinte écologique montre par exemple que le monde utilise 125% des capacités de renouvellement de la Terre. Un récent rapport de la FAO indique que si les prélèvements continuent de s'intensifier au rythme actuel alors les océans seront épuisés, toutes pêches confondues, en 2048. La désertification touche 1/3 des terres mondiales, la diversité biologique domestique s'est effondrée de 50 à 75%, les espèces disparaissent à un rythme 100 à 1000 fois plus rapide que le rythme préindustriel etc. Tous les signes de dégradation rapide et massive des écosystèmes sont là. La situation est déjà très avancée : le Rapport du Millénaire sur les Ecosystèmes montre que 60% des écosystèmes sont dégradés ou utilisés de manière non durable. Ces rapports mettent en général en évidence que l'industrialisation est à l'origine de cette dégradation massive, même si le facteur population a joué un rôle important. Or le PIB est le signe du degré d'industrialisation atteint, nous y reviendrons.

La nécessité d'une décroissance est avancée contre d'autres théories qui soutiennent que la croissance économique peut être maintenue tout en réduisant l'emprise sur la planète. Les arguments en faveur de cette thèse d'une « dématérialisation de l'économie » sont nombreux et la discussion est complexe. Nous n'avons pas la place pour tout restituer ici. L'argument général dominant est que la technologie ou capital technique (la technique inclut partiellement l'organisation) peut réussir à concilier croissance économique et environnement. Le courant dit de « durabilité faible » en économie compte au nombre des nombreuses déclinaisons de cette perspective, mais on aurait tort de penser que la question ne concerne que les économistes. La conviction que la technologie est une solution est largement répandue dans la société française, jusqu'au fond des campagnes, comme le montrent certaines études de terrain<sup>4</sup>. Cet argument dominant comporte des déclinaisons. La première soutient que l'économie des services ou économie immatérielle pourrait présenter un impact écologique moindre. Cet argument a été battu en brèche par Jean Gadrey, un spécialiste de l'économie des services. Il a été remis en cause par nos propres travaux, qui montrent que rien n'indique que les TIC produisent un effet positif sur l'environnement<sup>6</sup>. Une autre déclinaison du même argument repose sur

L'observation de l'évolution de certains pays développés tels que la France, dont le PIB croît plus vite que les émissions de GES. Mais outre que cet indicateur est partiel, il devient faux dès qu'on évalue l'impact du mode de vie, et pas les émissions nationales. 40% des gaz à effet de serre émises pour assurer la consommation quotidienne française sont occasionnés en-dehors du territoire. En résumé la substitution des facteurs, dans le jargon économique, est non seulement peu avérée, jusqu'ici, dans aucun modèle de développement observé à l'échelle mondiale, mais parier sur sa proche venue, comme peut le faire Jeremy Rifkin, peut être compris comme une manière de reporter dans le temps des mesures qui seraient nécessaires, ici et maintenant.

A côté de ces arguments qui leur semblent fragiles, les partisans écologistes de la décroissance avancent que les écosystèmes rendent un ensemble de services fiables, connus, bien mieux étayés que d'hypothétiques compensations technologiques, dont la valeur est énorme, et a été estimée à deux fois le PIB mondial. Ces services sont en outre ce sur quoi nous pourrions compter quand les ressources fossiles et épuisables auront disparu. Sans avoir forcément de liens avec la décroissance, c'est dans cette perspective de défense de mécanismes en quelque sorte assurantiels de base que se sont développés d'innombrables travaux sur la résilience des systèmes socioécologiques. D'autres arguments peuvent aussi être avancés, qui ont notamment été thématiques par le courant dit de « l'éthique environnementale ». Leur nombre élevé, tout en demeurant dans le même domaine (« la défense de la nature »), est l'une des deux raisons nous qui nous ont conduit à parler de source plutôt que d'un seul argument. L'enjeu est aussi de défendre ce qui est jugé essentiel mais qui, dans la perspective industrialisée, paraît un luxe de pays riche, dans la pensée dominante, alors que la réalité est souvent inverse, au sens où ce que nous avons appelé ailleurs les biens naturels sont l'unique richesse des pauvres, qui ne disposent pas de capital manufacturé. Il s'appuie aussi sur des questions de justice : la dette écologique envers le Sud ou les générations à venir, ou la dignité que nous devons reconnaître envers les entités non-humaines telles que les écosystèmes ou les êtres vivants. Sur ces points précis la littérature philosophique est extrêmement riche, mais aussi très éclatée. La décroissance c'est aussi une décroissance de l'emprise sur la nature, qui est réputée ne pas nous appartenir et par conséquent devoir être soustraite à l'appropriation. D'où l'idée de « gestion normative sous contrainte » proposée par René Passet dès 1979, qui a pu rencontrer des échos favorables du côté de l'écosocialisme, du fait de la référence à la planification, que l'on trouve d'ailleurs chez de nombreux scientifiques lanceurs d'alerte dans les années 60 et 70.

## La source bioéconomiste

La seconde source peut être dite « bioéconomiste ». Pour elle, la décroissance n'est pas une norme ou une politique à faire exister, comme dans le premier cas, c'est au contraire un *fait* dur et têtue avec lequel nous devons tôt ou tard composer. Les

arguments en faveur de cette thèse sont nombreux. La discussion étant une nouvelle fois assez complexe nous nous en tiendrons aux éléments les plus saillants. Un premier argument est le ralentissement progressif des économies les plus industrialisées, depuis plusieurs décennies. Des économistes qui ne sont nullement favorables à l'idée de décroissance tels que Robert Solow ont observé que les innovations telles que les TIC n'amènent pas de gain de productivité aussi massif que les précédentes. Un second argument est la dépendance des économies les plus développées envers des ressources qui sont en voie de raréfaction, telles que les ressources énergétiques fossiles. Le fait que les compagnies aillent chercher du pétrole à plusieurs centaines de mètres de profondeur ou dans des zones plus difficiles sur le plan politiques telles que l'Ardèche ou la Seine-et-Marne (gaz de schiste) indique qu'elles n'ont plus guère d'autre possibilité. Gaël Giraud a récemment montré ce dont les « peakistes » avaient l'intuition depuis longtemps, et que ne voient pas la plupart des économistes, du fait des cadres de leur discipline : que l'importance de l'énergie dans l'économie est bien plus que proportionnelle à sa valeur ou son volume apparent. Autrement dit ce n'est pas parce que nous ne consacrons que quelques fractions de notre dépense nationale à l'énergie que son importance économique est de cet ordre-là (lecture marginaliste des préférences révélées), et cela parce que l'énergie conditionne toutes les autres productions, en tant qu'elle est à la base de l'industrialisation et de la mécanisation. J.-M. Jancovici estimait ainsi que nous disposons tous en moyenne d'une centaine « d'esclaves énergétiques ».

L'argument bioéconomiste possède des filiations qui plongent assez loin dans l'histoire, tout comme l'argument écologiste, pour peu que l'on se penche sur la question. Le travail sur ces questions délaissées ne fait que commencer. Les économistes classiques tels que T. Malthus ou S. Jevons estimaient par exemple que la croissance ne pouvait pas durer. Les milieux qui s'intéressent à la question prennent surtout Nicholas Georgescu-Roegen et le Club de Rome en tant que références cardinales. Il est vrai que le mot « décroissance » apparaît explicitement dans le titre d'une sélection de travaux de Nicholas Georgescu-Roegen traduite par Jacques Grinevald et Ivo Rens. Ils peuvent donc être considérés comme ceux qui ont remis la question à l'ordre du jour. Le mathématicien et économiste roumain écrivait en effet en 1971 que la fin de la phase industrielle sera d'autant plus rapide que le niveau de développement économique atteint est élevé. Chaque voiture produite l'est au prix des voitures à venir<sup>18</sup>, chaque arme fabriquée est un soc de charrue en moins. La décroissance est inévitable, c'est une conséquence géologique, comme le dit Yves Cochet. Et cela vaut aussi pour les matériaux, comme le suggère l'ingénieur centralien Philippe Bihouix. Toute une discussion prend place dans ces milieux pour évaluer la mesure dans laquelle d'autres ressources peuvent prendre le relais. Il existe en effet une interdépendance des raréfactions entre elles, puisque l'un des moyens de contrarier l'épuisement des ressources en matériaux est de dépenser plus

d'énergie, ou qu'inversement plus d'énergie (panneaux solaires, éoliennes etc.) nécessite d'utiliser plus de matériaux. Les ressources renouvelables ne sont pas illimitées non plus. Elles offrent un flux potentiellement illimité, dans le temps, mais pas en volume. Ici encore la discussion sur les choix techniques conditionne des enjeux politiques voire philosophiques puisque le caractère limité des ressources conduit par exemple Hermann Daly, l'un des fondateurs de l'important courant de pensée économique de l'économie écologique (*Ecological Economics*) à soutenir que la soutenabilité de l'économie relève aussi d'une question de taille, et pas seulement de composition.

Dans le débat sur les ressources l'argument d'une décroissance vient aussi contrebalancer ceux qu'Yves Cochet appelle les « cornucopiens », catégorie qui a en partage une commune conviction que les arguments « décroissancistes » sont malthusiens, au sens où ils n'ont pas suffisamment confiance dans les pouvoirs de la technologie. Contre le Club de Rome l'économiste américain William Nordhaus (1973) estime déjà que le problème est moins la ressource naturelle que le capital et le travail, qui permettent d'accéder à des ressources très abondantes comme le nucléaire (surgénérateurs et fusion) dont il estime les réserves à au moins mille fois la totalité des réserves fossiles, permettant d'alimenter les automobiles pendant au moins cent millions d'années. N'est-il pas risqué d'être aussi optimiste ? Nordhaus répond que nous avons cent ans pour trouver, rien ne presse. Son hypothèse est que la raréfaction de certaines ressources naturelles provoque l'arrivée de « technologies de rupture » (*backstop technologies*) qui pallient au problème à temps. Une ressource s'épuise, mais une autre prend la relève. Au bois a succédé le charbon, puis le pétrole, puis l'électricité. Différents travaux empiriques tels que ceux de Barnett et de Morse, menés sur des séries longues (1890-1960) aux États-Unis sont mis en avant et semblent confirmer la substitution (Vivien, 2005, p. 37). Plus récemment Paul Romer, que l'on dit « nobélisable », affirmait, dans une interview (2001), ne pas voir la croissance s'arrêter avant « cinq milliards d'années, quand le soleil explosera ». La croissance est donc la solution et non le problème, puisque c'est elle qui fournit les bibliothèques et le capital permettant de transformer des éléments physiques en ressources, en richesses. Sans le savoir-faire et le capital permettant de réaliser une centrale nucléaire, l'uranium n'est pas une richesse. Avec la croissance la richesse croît donc doublement : par la production, mesurée en PIB, et par la transformation d'éléments disponibles mais jusque-là sans valeur. Ainsi la nature est-elle valorisée, « mise en valeur ».

Cet argument est différent selon qu'il vient de libéraux ou du marxisme. Si du côté libéral on a facilement pleine confiance dans la capacité de l'échange à s'adapter au fur et à mesure à la raréfaction, la perspective marxiste aura tendance à interpréter les arguments relatifs à la rareté comme un nouveau stratagème libéral visant à faire comprendre aux exploités qu'ils devront se serrer la ceinture. L'écart peut être illustré par exemple par le concept d'austérité, que les décroissants entendent de

manière positive comme sobriété et partage, parfois explicitement dans l'esprit des anciens communismes (More, Cabet etc. pour qui la frugalité était une composante nécessaire de l'égalité), alors que pour les courants marxistes il renvoie aux politiques néolibérales de compression des « charges » salariales, dans le but de restaurer le taux de profit.

## La source anthropologique

Une troisième source vient de l'anthropologie, et peut être symbolisé par un nom : Serge Latouche. Cet auteur soutient que l'époque contemporaine ou « moderne » est structurée par un lien social très particulier, fondé sur la division du travail et l'échange à bénéfices économiques mutuels. Ce rapport au monde est celui de l'*homo economicus* et est souvent présenté comme émergence de la rationalité comme tel, ainsi chez Louis Dumont, de concert avec Pierre Rosanvallon ou Marcel Gauchet. A l'opposé de cette thèse, Serge Latouche estime que les modes de vie non-mondernes n'étaient pas moins rationnels, ils se fondaient simplement sur d'autres rapports au monde. La modernité serait donc contingente et dépendante d'une représentation particulière du monde et de l'histoire, ce que reprend notamment un auteur comme Marshall Sahlins, pour qui une seconde voie vers l'abondance existe : celle qui consiste à désirer peu. De cette pluralité des rapports possibles au monde, à la nature et aux autres êtres humains, découle ce que Latouche appelle un pluriversalisme, ou un *diversalisme*. Gilbert Rist défend aussi une perspective analogue, d'un développement comme *croissance occidentale*, née à une certaine époque, et destinée à disparaître. Avec le grand théoricien du post-développementisme allemand, Wolfgang Sachs, Gustavo Esteva a signé un livre très critique à l'endroit des théories du développement, *Des ruines du développement*. Wolfgang Sachs de son côté, membre du Wuppertal Institute et de la Heinrich Böll Fondation en Allemagne, les deux principaux *think tank* écologistes allemands ; il a dirigé le *Development Dictionary*, qui rassemble des contributions de la plupart des auteurs cités jusqu'ici. Pour Wolfgang Sachs le développement est même une catégorie zombie, qui continue à avoir un effet dans le réel mais à laquelle plus personne ne croit. En Inde, la figure de proue de ce courant est la célèbre écoféministe Vandana Shiva, qui dirige la Fondation de recherche pour la science, les technologies et les ressources naturelles. V. Shiva s'est fait une spécialité de dénoncer les méfaits des multinationales occidentales dans le domaine de l'agriculture et plus spécifiquement des semences. Du côté de l'Amérique latine, le Mexicain Gustavo Esteva fit partie du gouvernement Echevarria de 1970 à 1976 avant d'en démissionner et de devenir, bien plus tard, l'un des conseillers de l'Armée zapatiste de libération nationale au Chiapas.

Le courant culturaliste met en cause la supériorité de la « modernité » entendue au sens normatif comme la supériorité du mode de vie de la ville sur la campagne, des « développés » sur les « primitifs », des « technologiquement avancés » sur les « arriérés ». Et s'il nie cette supériorité, ce n'est pas pour inverser le signe des

distinctions faites par les Modernes et se déclarer en faveur de la Tradition, mais plutôt pour montrer que ces oppositions sont inaptées à saisir ce qui peut constituer véritablement un progrès. Sur le plan écologique par exemple, d'innombrables études montrent que des sociétés « primitives » ont été (et sont toujours) capables de gérer durablement leur environnement, et ce en l'absence totale de « science moderne ». Le prix Nobel d'économie 2009 a même été décerné à une chercheuse, Elinor Ostrom, qui démontre en creux que l'absence de modernité n'est pas un obstacle rédhibitoire sur la voie d'une gestion durable de l'environnement. On se gardera bien sûr d'en faire une règle générale, l'exemple de l'île de Pâques est là pour montrer que primitif ne rime pas systématiquement avec écologie. Il reste que « science moderne » ne peut plus être synonyme de « domination de la nature ». Au contraire, la crise écologique *globale* que nous connaissons aujourd'hui est concomitante de la « modernisation », qui s'accompagne *universellement* de la destruction de l'environnement et de risques majeurs tels que le nucléaire, l'épuisement des ressources ou le changement climatique. *Aucun* pays « moderne » ne possède une empreinte écologique faible. L'écologie démontre que la prétention de la modernité à devenir une norme universelle est devenue hautement problématique – sinon impossible.

Confrontée à une diversité de problèmes tels que le stress, la crise écologique, économique, financière etc. le monde moderne devrait donc non pas abolir le capitalisme mais sortir de l'économie, et cela parce que le socialisme lui-même est très largement resté dans cette perspective economiciste qui pose aujourd'hui tant de problèmes. Ce que le marxisme classique défend en effet est la perspective d'un contrôle collectif de l'accumulation et de l'extension illimitée de l'échange, ce qui aurait dû notamment s'accompagner d'un dépérissement de l'Etat. Latouche admet en quelque sorte la thèse dumontienne selon laquelle le marxisme est l'une des formes utopiques de *l'idéologie économique*, un ordre qui ne serait régi que par l'échange et la division du travail, de proche en proche, avec cette différence par rapport au libéralisme que les termes de l'échange seraient réellement égaux, et pas seulement formellement. Le terme « décroissance » résonne ici comme un coup de tonnerre dans l'espace symbolique, qui provoque l'arrêt, l'étonnement et vide le bain de croissance dans lequel nous évoluons sans nous en rendre compte au quotidien. Suspendues, dénaturées, les valeurs peuvent enfin être mises en question. Serge Latouche affirme que « l'autre monde possible » est dans celui-là, qu'il faut « décoloniser notre imaginaire » les significations économiques et développementistes pour parvenir à le voir.

Une telle perspective est généralement activement combattue du côté marxiste, pour qui le travail est émancipateur et non à abolir. L'accusation est de confondre l'économie avec le capitalisme. Pour aller droit au but, la thèse marxiste a été prise en défaut à partir du moment où la classe ouvrière qui devait porter le fer de l'émancipation a été fonctionnellement intégrée dans les valeurs dominantes

d'enrichissement par l'intermédiaire de la société de consommation, devenant incapable de critiquer la croissance de ce que Marx appelait les « subsistances » (la consommation des travailleurs). De fait, les mouvements ouvriers ont été peu critiques par rapport à la croissance de la consommation, cet aspect a été jugé bon ou en tout cas peu digne de critique. Ce que Moishe Postone appelle le « marxisme traditionnel » est resté structuré autour de la lutte entre le capital et le travail, qui, pour et auteur, s'inscrit *dans* le capitalisme, qu'elle contribue à faire croître, et non entre le capitalisme et un « en dehors ». Suivant cette approche, le capitalisme est une médiation sociale spécifique, fondée sur le « travail », une activité génératrice de « valeur » économique. Vouloir abolir le marché pour le remplacer par une forme consciente de régulation (telle la planification étatique) n'atteint pas l'essence du capitalisme, cela conduit simplement à le corriger pour que ses fruits soient mieux répartis. Les fruits restent les mêmes. Tant que le travail au sens de production de valeur économique est considéré comme la source principale de richesse, le capitalisme reste intact. Cette centralité de la valeur-travail qui fait du marxisme un productivisme. Et c'est ce que M. Postone critique, en montrant que Marx lui-même, vers la fin de sa vie, avait identifié le problème et estimé que le combat devait désormais porter sur l'abolition de la valeur – et pas simplement sa régulation, comme l'ont finalement fait les « socialismes réels ». Pour M. Postone, les mouvements ouvriers, qui défendent le travail contre le capital ne peuvent plus être considérés comme seuls porteurs de l'émancipation. Leur lutte est importante mais elle se situe dans le capitalisme, pas en-dehors. Une telle position ne délégitime absolument pas les luttes salariales menées ici et maintenant contre la domination des propriétaires du capital ; mais elle rappelle que ces luttes, pour avoir quelques chances de victoire, devraient s'efforcer d'offrir des perspectives hors de la domination salariale, et non se contenter de l'« augmentation du pouvoir d'achat » et du maintien ou de la création d'emplois. Ce point fut longtemps évident pour le mouvement ouvrier révolutionnaire (non marxiste) en France, à l'origine de mutuelles, coopératives, d'une critique du travail industriel et du taylorisme... Sans surprise, les rares syndicats de salariés qui s'intéressent à la décroissance (en France et ailleurs) s'inscrivent plus ou moins ouvertement dans ces courants. Quant aux organisations syndicales traditionnelles, elles continuent de mobiliser les salariés sur la « relance d'une politique industrielle moderne pour l'emploi ».

Le marxisme comme le socialisme ont tendance à accorder à la croissance une valeur principalement sinon exclusivement positive. Les « théories de la dépendance » défendues des auteurs anti-impérialistes du Sud tels que l'économiste égyptien Samir Amin reconnaissent la portée universaliste du capitalisme, n'en déplorant une nouvelle fois que les modalités d'application, insensibles aux contextes locaux. Pour l'approche culturaliste au contraire l'ambition est de parvenir à « ré-encastrier » l'économie dans la société, pour reprendre les termes de Karl Polanyi qui, en 1944, proposa une histoire du capitalisme qui fit date. Polanyi expliquait que la société de

marché s'est constituée en transformant en marchandise la monnaie, la terre et le travail qui avaient jusque-là été soigneusement préservées de la régulation marchande. Pour Polanyi, l'émergence du nazisme et du fascisme furent la conséquence directe du coût social énorme que cette marchandisation a provoqué. L'État-providence et l'approfondissement de la démocratie ont pu rétablir l'équilibre, mais le courant culturaliste estime que le processus de « marchandisation du monde » est toujours en cours, qu'il est redevenu sauvage. Celui-ci touche même le fonctionnement interne de l'État du fait du « New Public Management » (le management selon les méthodes des entreprises privées). Si elle ne veut pas sombrer dans la violence, à nouveau, la société doit instituer les médiations permettant de domestiquer le marché.

## La source démocratique

Une quatrième source peut être dite « démocratique », elle estime que le problème principal des politiques de croissance est d'assécher le débat public en le réduisant à une suite de débats gestionnaires sur les moyens, évacuant les fins. Composante majeure de l'approche de Vincent Cheynet<sup>38</sup>, par exemple, elle s'appuie sur l'effondrement des liens sous le poids de la marchandisation. Cette source est attachée à la qualité du débat public, et se différencie ainsi nettement des analyses marxistes qui tendent à faire du symbolique un simple reflet des rapports de production. La critique des rentes de situation et des oligarchies est un enjeu majeur de démocratisation de nos sociétés qui ne peut utiliser des moyens qui ne soient pas en eux-mêmes démocratiques sans manquer de cohérence. La décroissance comme « mot-obus » est utilisée de manière performative pour provoquer les débats et les remises en cause que le « développement durable » ne produit plus, ayant été largement vidé de sa substance (référence sur la formule). Le but est de revitaliser la passion nécessaire à l'existence d'un espace public. La décroissance est aussi une conséquence économique logique de cette revitalisation qui doit se traduire par un fort ralentissement économique. En effet discuter prend du temps, aussi les relations marchandes qui s'étendent dans l'espace sans se soucier de l'existence d'un espace public fort pour les soutenir et les domestiquer devraient-elles être fortement limitées voire même interdites car relevant d'un comportement de « passager clandestin ».

La source démocratique développe des idées largement théorisées par Ivan Illich. Dans *Energie & équité*, Illich montre que la croissance de la vitesse, comme celle des diplômes, engendre nécessairement des inégalités croissantes, dès lors que leur effet n'est plus rapporté aux finalités générales de l'action. L'accumulation de moyens que ne sont plus rapportés aux objectifs finit par les détruire. Illich estimait ainsi que la vitesse réelle de déplacement en voiture n'excédait pas 6 km/h, à partir du moment où l'on tient compte non seulement du temps passé à conduire, mais aussi de celui passé à gagner l'argent nécessaire pour la payer, ainsi que le temps passé à la réparer, l'entretenir etc. Ce qui lui permet de calculer la « vitesse généralisée » que

permet la possession d'un véhicule, relativement au statut de son propriétaire. Les inégalités de vitesse se font jour à partir du moment où les salaires sont variables, tout comme la capacité à réduire les frais divers. Jean-Pierre Dupuy, qui s'était intéressé à ces travaux dans les années 1970, a refait le calcul en 2002 et trouvé des résultats comparables.

Si la croissance génère des inégalités et des oligarchies, c'est pour des raisons de distribution des revenus mais aussi d'encombrement et de structuration matérielle de l'espace, comme ont pu le développer à leur manière des auteurs comme Jean-Paul Sartre, André Gorz, David Harvey ou Nicos Poulantzas. Si l'on continue de croire que la croissance réduit les inégalités et apporte le progrès en enrichissant tout le monde, c'est parce que seuls les moyens sont comptabilisés, et non leur effet global sur la liberté. L'approche développée par Amartya Sen autour des capacités vise aussi à surmonter cette difficulté. « *Passé un certain seuil de consommation d'énergie [en moyenne statistique], l'industrie du transport dicte la configuration de l'espace social* », « *au-delà d'une vitesse critique, les véhicules à moteur engendrent des distances aliénantes qu'eux seuls peuvent surmonter* ». Ceux qui ne disposent pas de l'accès à ces moyens ou qui pour diverses raisons parmi lesquelles le manque d'espace ne peuvent en tirer parti se trouvent face à des infrastructures qui ne permettent pas une augmentation mais une réduction de leur liberté (ou capacités). Ainsi se constituent « d'extrêmes privilèges au prix d'un asservissement général. En une vie de luxueux voyages, une élite franchit des distances illimitées, tandis que la majorité perd son temps en trajets imposés pour contourner les parkings et aérodromes<sup>44</sup> » sans lesquels l'élite devrait se déplacer au rythme de la population. Si dans un premier temps le progrès est au rendez-vous, dans un second temps la liberté de quelques-uns se paie de la régression de tous les autres. Illich développe cette idée dans d'autres secteurs tels que la médecine<sup>45</sup> ou dans l'éducation<sup>46</sup>. Pour que les prouesses high tech puissent être réalisées, à l'autre bout de l'échelle les plus pauvres en viennent de l'essentiel : les lunettes, les frais dentaires ou encore un environnement de qualité. Illich suggère de favoriser les programmes de « médecins aux pieds nus », l'hygiène, les fosses septiques ou les unités de production de médicaments génériques, plus adaptés aux pays pauvres en capital que les grands hôpitaux.

Avec l'augmentation de la puissance des outils, « *la prise de l'homme sur l'outil s'est transformée en prise de l'outil sur l'homme* ». A l'« *industrialisation du manque* », Illich oppose la « *structure conviviale* ». La sortie du système des besoins préconçus par le système industriel, loin d'être vécue comme le douloureux prix à payer d'une « *amélioration de l'environnement* » constituerait un mouvement d'émancipation véritable. Le percevoir suppose toutefois de sortir d'une évaluation quantitative des outils disponibles, pour évaluer leur aptitude à atteindre réellement les buts qu'ils sont sensés servir. La décroissance renoue ainsi avec les critiques de la marchandise comme forme centrale et aliénante des sociétés développées, mais sous un angle nouveau. Conformément à certains écrits de Marx (tels les *Grundrisse* ou certains

passages-clefs du *Capital*), la particularité du fonctionnement du capitalisme tient en une inversion fondamentale : les rapports humains concrets et les rapports des êtres humains à la nature prennent de plus en plus l'apparence de rapports objectifs entre des choses. La transformation en argent de toute matière et de toute pratique sociale procure dorénavant un guide objectif aux actions humaines, leur ôtant toute possibilité d'élaborer de façon consciente leurs propres institutions.

## La source spirituelle

La cinquième source est liée à la crise de sens que traversent les sociétés industrialisées. Qui dit crise de sens dit ouverture spirituelle, vie de l'esprit, et c'est cette démarche qui a conduit Pierre Rabhi, par exemple, vers la décroissance. Qu'est-ce que « le sens » ? Si l'on en croit Max Weber, le sens est un souci de cohérence et d'unité. L'individu cherche à collecter les différentes logiques à l'œuvre dans le monde et cherche à s'y situer. Cette démarche signe le refus de partager sa vie en différents rôles sociaux dont l'un peut aller à l'opposé de l'autre, par exemple mener une vie de gardien de prison quand on aspire à être éducateur, ou vendre du pétrole quand on cherche à protéger le climat. N'est-il pas absurde, demande Pierre Rabhi, de dépenser sa vie à la gagner, comme on disait en 1968 et, de surcroît, en ravageant la planète ? « *Vivons-nous pour travailler ou travaillons-nous pour vivre ?* » Que peut signifier une vie passée à « avoir toujours plus » (de titres, diplômes, d'argent, de choses) alors que l'harmonie avec la nature, les êtres humains et les autres êtres vivants passe plutôt par la pratique de la méditation et de l'écoute. Pierre Rabhi a choisi une voie difficile et très originale. S'installant sur des terres déshéritées au fond de l'Ardèche, il a développé une « oasis » qui place la coopération, l'écoute et l'authenticité au cœur de sa démarche. Pierre Rabhi s'est opposé fermement à l'idéal consumériste qui cherche à « faire carrière », obtenir un pavillon avec un chien et une piscine, un garage et deux voitures à l'intérieur – idéal écologiquement insoutenable mais qui n'en continue pas moins de se propager dans le monde entier. Au vu de l'uniformisation banlieusarde de l'ensemble des villes du monde entier, comment peut-on encore parler de « choix individuels » alors qu'il s'agit bien plutôt de la propagation d'une *culture* ?

Pour ce courant, la révolution intérieure est une condition nécessaire pour mettre fin aux désordres qui agitent le monde de manière croissante. L'action non-violente et déterminée, à la suite de Gandhi, est la seule voie pour rétablir un progrès qui ne soit pas seulement celui des forces aveugles de la technologie. La « simplicité volontaire », à la suite de François d'Assise (une figure revendiquée par ce courant de la décroissance) n'est pas une manière de se restreindre ou de se priver mais une façon de « s'alléger » afin de laisser venir à soi un sens plus profond, moins superficiel que celui qui anime l'incessant ballet des choses ordinaires. P. Rabhi et M. Rahnema distinguent ainsi la misère spirituelle et sociale de la pauvreté matérielle qui, elle, peut être la source d'une plus grande joie. Celui qui est pauvre possède peu

sur le plan matériel mais ce peut être une stratégie volontaire qui lui permet d'être plus riche sur le plan des relations, avec les autres et avec le monde ; à l'inverse, le miséreux peut être riche sur le plan matériel mais il se caractérise par une extrême dépossession sur le plan des relations avec les autres et avec le monde. Ce que P. Rabhi dénonce, comme d'autres objecteurs de croissance, ce n'est pas seulement l'injustice créée par le mode de vie moderne mais la *foi* des Modernes dans la technologie, dans la science. « *Loin de s'infléchir, de s'orienter rationnellement, la technoscience poursuit ses prestidigitations, fascinant de ses prodiges, substituant le virtuel au tangible, confisquant chaque jour un peu plus au citoyen ses pouvoirs naturels et légitimes d'être l'intendant de sa présence au monde et jusqu'à sa capacité de survie* ». Ce que P. Rabhi veut dire par là est que la science contemporaine ne cherche pas à démontrer ses résultats au grand public, elle ne cherche pas à séparer avec soin le fait de la norme ; elle fond au contraire les deux et impose ses projets par des moyens qui reposent sur l'intimidation : si vous n'adoptez pas les derniers produits, si vous ne croyez pas aux miracles, vous êtes un « technophobe », un « ringard », un « obscurantiste » – tel est le message central de l'idéologie publicitaire.

Non contente de ne pas se laisser réduire à un enjeu « religieux » au sens classique du terme, la simplicité volontaire (ou « sobriété heureuse ») ne peut être une simple affaire privée, car ce sont les décisions publiques qui rendent insupportables la vie privée. Ce qui pose problème est l'articulation entre la démocratie représentative et le marché : l'ensemble des deux précontraint les choix possibles dans la mesure où il ne s'agit pas de procédures qui seraient neutres en elles-mêmes, ne préjugant en rien du résultat. L'État encourage d'un côté ce qu'il interdit de l'autre, le marché est dominé par des oligopoles qui ont un intérêt objectif à maintenir des infrastructures qui se déploient au prix d'autres choix possibles – ainsi les constructeurs d'automobiles ont-ils intérêt à évincer le vélo ou la marche à pied, au nom du « progrès ». Or les choix issus de la simplicité volontaire remettent en cause les choix infrastructurels bien plus fortement que le font les choix sur un marché donné, comme nous le verrons plus loin. La simplicité volontaire peut être liée à une démarche spirituelle – ou pas. Cette démarche spirituelle peut être totalement laïque. À l'inverse, toute démarche spirituelle ne conduit pas à la décroissance ni à la démocratie, ni même à l'écologie, comme en témoigne le succès de la littérature et des pratiques *new age* dans les sociétés occidentales dites « avancées ».

## Conclusion

Les cinq approches conduisent de manière relativement indépendante à la conclusion que la décroissance est l'un des éléments incontournables d'un avenir meilleur. Les cinq sources peuvent se renforcer les unes les autres. Mais il existe aussi des tensions entre elles, qui expliquent tout autant les tensions internes au

mouvement que la difficulté dans ses relations avec d'autres courants de pensée. Les cinq sources identifient cinq arguments-racines qui eux-mêmes sont un faisceau d'arguments. Procéder ainsi donne une lisibilité mais peut avoir l'inconvénient de minorer ce que les différentes sources peuvent entretenir de rapports convergents les unes avec les autres, de « l'écosophie » entre la spiritualité et l'écologie, ou « l'écomunicipalisme » entre l'écologie et la démocratie. Elles permettent cependant de comprendre pourquoi la décroissance ne forme pas un courant cohérent et unitaire, se trouvant traversé de débats profonds. L'écologisme comporte par exemple des tendances autoritaires, tout comme le courant bioéconomiste qui sont en totale contradiction avec la perspective démocratique. James Lovelock se demande par exemple si la démocratie n'est pas un obstacle sur la voie pour sauver la planète, et William Stanton, auteur de *The Rapid Growth of Human Population 1750-2000* et membre de l'Association pour l'étude du pic de pétrole (ASPO), principalement composée de retraités de l'industrie pétrolière, qui appelle à fermer les frontières, à limiter les naissances à un enfant par femme. Cet exemple est frontal mais les divergences s'expriment généralement de manière plus subtile, dans l'ordre des priorités, ainsi par exemple sur la libéralisation de l'électricité en 2005. A l'inverse Serge Latouche cite fréquemment l'auteur grec Takis Fotopoulos qui ne propose rien moins que de relocaliser la politique dans des ensembles à taille humaine, les seuls qui lui semblent gouvernables. Fotopoulos parle de « démocratie généralisée » et y voit la solution au défi écologique tout comme aux contradictions économiques. Il préconise une « confédération de *dèmoi* », c'est-à-dire de petites unités homogènes de 30 000 habitants environ. Ce chiffre permet selon lui « de satisfaire localement la plupart des besoins essentiels ». S. Latouche se réfère aussi à l'idée de « *républiques de quartier* », proposée par Alberto Magnaghi. Le fait qu'elles se retrouvent autour du même mot est remarquable et témoigne cependant de la centralité du concept de « croissance » dans le mode de vie moderne, qui joue un rôle bien plus étendu qu'une la simple définition comptable. François Fourquet avait déjà rappelé, dans *Les comptes de la puissance*, que le PIB, indicateur mis en place pendant la seconde guerre mondiale pour que l'Etat puisse évaluer les ressources dont il dispose pour le combat, est lourdement chargé sur le plan symbolique.

La perspective d'une décroissance prend en outre à revers l'idée libérale d'une société qui serait régulée par la main invisible et les échanges à somme positive, sur laquelle repose ce que Benjamin Constant a appelé la liberté des Modernes. Un tel système implique une croissance infinie et donc un rapport instrumental à la nature, puisque son évolution repose sur l'extension illimitée de l'échange et de la division du travail, jusqu'à l'intégration de tous les individus dans un unique marché mondial, comme l'avait entrevu Marx. Si une telle perspective n'est plus possible ou plus souhaitable, alors c'est l'ensemble de la construction qui se trouve remise en cause, de proche en proche, réouvrant toutes les discussions qui ont présidé à son institution : le luxe, la propriété, la forme de la démocratie (directe ou non etc.) et de

la liberté etc. Les critiques ont donc tendance à conclure au caractère antimoderne de la proposition de décroissance (ou d'écologie), d'où les réactions de Luc Ferry ou de Marcel Gauchet. La décroissance prend aussi assez largement en défaut la critique dominante du libéralisme, ou *anticapitalisme*, qui se concentre sur le rapport entre capital et travail. C'est dans le domaine de la valeur d'usage et du contenu de la production que s'exerce essentiellement la critique décroissante. Elle révèle l'attachement de l'anticapitalisme à un certain niveau de développement des forces productives, qu'il s'agit plus de contrôler que de remettre en cause. C'est un mot d'ordre qui se trouve largement rejeté du côté de la classe émancipatrice, et dont l'intérêt ne peut se comprendre dans ce contexte-là. qui ne peut pas venir de la situation dans laquelle se trouvent les syndicats. Même les écomarxistes eux-mêmes tels que J.B. Foster tiennent à marquer leur attachement à l'outil industriel, qu'il faudrait simplement s'approprier pour le rendre écologique et démocratique.

Dans le fond c'est l'universalisme dont la modernité s'est proclamée porteuse qui se trouve être mise en question. Ce qui est à inventer, et c'est toute la difficulté, est une pratique qui sans être moderne ne serait pas non plus antimoderne, car la modernité comme la non-modernité recèlent toutes deux des parcelles d'universalisme. La référence à la nature peut alors se comprendre non seulement comme renvoyant à la biosphère mais aussi à ce moment romantique de l'authenticité, à ce que Thoreau appelle la *wildness*, la nature comme source de toute critique, Autre de la culture, comprise comme ordre de la domesticité. D'où, des alliances entre décroissance et tiers-mondisme, cet intérêt pour les sociétés primitives ou le *buen vivir*.

## Références bibliographiques

- FLIPO F., BAYON D., SCHNEIDER F. (2010), *La décroissance – dix questions pour comprendre et en débattre*, La Découverte.
- ILLICH I. (2004), *Ceuvres complètes*, Fayard, Paris
- LATOUCHE S. (2004), *Survivre au développement*, Paris, Mille et Une Nuits.
- GADREY J. (2010), *Adieu à la croissance*, Paris, Les Petits Matins.
- POSTONE M. (2009), *Temps, travail et domination sociale*, Mille et une nuits, Paris.
- BIHOUIX P., DE GUILLEBON B. (2010), *Quel futur pour les métaux ?* EDP Sciences.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1995), *La Décroissance*, Sang de la terre, Paris, rééd. 2006.

# La Décroissance, quelles stratégies, propositions et limites ?

Vincent LIEGEY

*Objecteur de croissance décroissant, chercheur transdisciplinaire indépendant, co-auteur d'Un Projet de Décroissance (Editions Utopia, 2013) et membre du collectif Parti(e)s Pour La Décroissance.*

## Résumé

Depuis une dizaine d'années, le mouvement de la Décroissance a développé des idées, des stratégies et des propositions susceptibles d'initier et de soutenir des transitions démocratiques et sereines vers de nouveaux modèles de sociétés soutenables et souhaitables. La Décroissance, en questionnant le fait qu'une croissance infinie dans un monde fini n'est ni possible ni souhaitable, est devenue un mouvement influençant aussi bien les discussions aux niveaux citoyens, politiques qu'académiques. Cet article se propose de revenir sur les fondements académiques de la Décroissance, en particulier en insistant sur l'importance de la diversité et de la complémentarité des sources, donnant ainsi naissance à un mouvement autour slogan provocateur de la *Décroissance*. Ce mouvement propose et expérimente une pluralité de stratégies diverses et complémentaires autour de projets présentés et discutés dans cet article. Enfin cet article reviendra sur le rôle joué par la Décroissance, ses limites et ses perspectives.

## Mots clés

Décroissance, post-développement, convivialité, autonomie, transition.

## La Décroissance : une nouvelle pensée multidimensionnelle

Le terme de Décroissance renvoie à une nouvelle pensée multidimensionnelle s'appuyant sur deux approches diverses mais complémentaires, qui se sont imposées contre les limites physiques et culturelles d'une croissance infinie dans un monde fini :

\* *Approche physique* : la Décroissance alerte sur l'impossibilité d'une croissance infinie dans un monde fini. Elle s'appuie sur les travaux de Nicholas Georgescu-Roegen, considéré comme le père de la Décroissance et en particulier sur ses travaux au sujet de la dimension entropique des processus économiques, mais aussi sur ceux du Club de Rome et du rapport Meadows, sur les théories du pic de pétrole et du « peak everything », sur des études sur l'effondrement de la biodiversité, des dérèglements climatiques, de l'appauvrissement des terres ou encore des effets sur nos sociétés de la pollution chimique qui viennent renforcer l'idée de l'insoutenabilité de la croissance.

La Décroissance propose ainsi des pistes pour vivre avec moins sans pour autant augmenter les inégalités : comment donner accès à tous à la quantité vitale de ressources limitées sans les gaspiller ?

Mais la Décroissance ne s'arrête pas là. Quand bien même une croissance infinie dans un monde fini était possible, ne faudrait-il pas questionner le sens du toujours plus ?

\* *Approche culturelle* : la Décroissance développe également une critique culturelle ou anthropologique de la société de croissance et de manière générale de la société occidentale. Cette critique s'appuie notamment sur les travaux d'Ivan Illich et ses réflexions sur la convivialité, l'école, la santé, la société techno-scientiste ; de Jacques Ellul et de Bernard Charbonneau avec leurs critiques du totalitarisme technicien ; de François Partant et de Serge Latouche avec leurs critiques du développement ; de Majid Rahnema sur la distinction entre pauvreté et misère ; d'André Gorz, l'un des pères de l'écologie politique et sa critique du capitalisme et en particulier de la centralité de la valeur travail ; de Cornelius Castoriadis et de ses travaux sur la démocratie, en particulier le concept d'autonomie ; de Gandhi et de la simplicité volontaire, la non-violence ainsi que la désobéissance civile ; et la notion de décolonisation de l'imaginaire, etc.

Cette liste est évidemment non exhaustive car la Décroissance s'enracine dans un corpus hétéroclite, **tant** sa dimension est plurielle et complexe, autant que le système qu'elle critique. La collection "Les Précurseurs de la Décroissance" aux éditions "Le Passager Clandestin" dirigé par Serge Latouche complète cette liste.

De même, l'article académique de Federico Demaria et al. (*Environmental Values*, 2013) sur les sources de la Décroissance et qui s'appuie sur l'écologie, critique du développement, la bioéconomie (dans la continuité des travaux de Nicholas Georgescu-Roegen), le sens de la vie et bien-être, démocratie et justice, montre que s'intéresser seulement à une de ces approches est insuffisant et risque même de générer une vision simpliste voire dogmatique et dangereuse. Il souligne l'importance fondamentale de cette diversité et de cette radicalité, c'est-à-dire prendre le problème à la racine, qui donnent à la Décroissance sa cohérence.

La Décroissance est aussi devenue un champ de recherche académique<sup>38</sup>, en particulier au sein de l'économie de l'écologie. Un réseau de chercheurs internationaux se structure, *Research and Degrowth*<sup>39</sup>. La quatrième conférence internationale sur la Décroissance a eu lieu à Leipzig en septembre 2014<sup>40</sup>, après celles de Paris en 2008, de Barcelone en 2010 et Venise en 2012. Cette conférence a réuni plus de 3 000 participants de 74 nationalités, venus de tous les continents.

La transdisciplinarité, c'est-à-dire une approche interdisciplinaire intégrant la société civile, en particulier les alternatives concrètes et les expériences de structuration de

<sup>38</sup> Quand la décroissance décolonise le monde académique, Vincent Leigey, juin 2011.

<sup>39</sup> Site de research & degrowth, <http://www.degrowth.org>.

<sup>40</sup> La décroissance s'enracine en Allemagne, Hervé Kempf, septembre 2014 (reporterre.net)

mouvements politiques centrées sur les thématiques de la Décroissance, rend ces travaux novateurs et réconcilie le monde académique avec le politique, entendue dans son sens de participation à la vie de la Cité.

## La décroissance : l'histoire d'un mot

Le terme de Décroissance est utilisé comme un « slogan provocateur », pour citer Serge Latouche qui évoque aussi la notion d'a-croissance comme on parle d'athéisme, ou comme un « mot-obus » pour reprendre l'expression de Paul Ariès, dont l'objectif est de faire débat sur les limites de la société de Croissance. C'est un outil sémantique lancé par les casseurs de pub au début des années 2000 et en particulier Vincent Cheynet.

Apparu pour la première fois en 1972 sous la plume d'André Gorz dans un dossier du Nouvel Observateur sur le rapport du club de Rome « *Halte à la croissance* », le mot Décroissance réapparaît en 1979, à l'occasion de la traduction par Jacques Grinevald et Ivo Rens de textes de Nicholas Georgescu-Roegen dans l'ouvrage « *La Décroissance. Entropie - Écologie - Économie* ». Nicholas Georgescu-Roegen, francophone, avait validé l'utilisation de ce mot en français.

Cette appellation se présente à nouveau au début des années 2000, dans le sillage d'une nouvelle réflexion sur l'écologie symbolisée par le colloque à l'UNESCO « *Défaire le développement et refaire le monde* » en 2002<sup>41</sup> et la publication d'un numéro spéciale de la revue Silence la même année sous la direction de Vincent Cheynet et Bruno Clémentin. En 2003 est publié le livre collectif *Objectif Décroissance*.

Parallèlement, des actions autour de l'idée de Décroissance voient le jour, notamment par la création d'un journal du même nom en 2004, puis la Marche pour la Décroissance en 2005 avec François Schneider, renouvelée en 2006, les Etats-Généraux de la Décroissance en 2005, ou encore la création d'un Parti Pour La Décroissance la même année.

Pourtant, ce slogan fait toujours débat, critiqué du fait de son sens *négatif*<sup>42</sup>. Toutefois, il semble toujours pertinent pour différentes raisons, toutes articulables autour de l'idée que le terme Décroissance est en soi un outil de décolonisation de l'imaginaire.

- La religion de la Croissance reste bien présente comme le montre actuellement, avec la crise économique qui balaie l'Europe, la persistance de discours invariables sur le retour d'une improbable croissance durable comme seule solution. Cette croyance est d'autant plus absurde qu'elle s'accompagne de l'austérité, qui a pour conséquence de tuer la croissance et met de côté les relations entre absences de croissance et limites physiques de celle-ci liées entre autres à la raréfaction des énergies fossiles et des métaux.

---

<sup>41</sup> Défaire le développement, refaire le monde, Editions Parangon, 2003.

<sup>42</sup> Décroissance, mais c'est quoi ce mot repoussoir, communiqué du PPLD (parti pour la décroissance).

- Ce slogan provocateur reste très efficace pour initier un débat de fond. Le fait de proposer la Décroissance en période de crises et de récession interpelle forcément et attise la curiosité. Ce terme questionne l'illusion que le toujours plus serait suffisant pour faire sens et généré le bien-être. En cela il accompagne une nécessaire décolonisation des imaginaires.
- Ce terme, contrairement à celui de développement durable, est difficilement récupérable par la société de croissance, de publicité et de communication. Il est encore difficile d'imaginer, du moins pour l'instant, un «développement décroissant ».
- Bien qu'elle ne soit pas une fin en soi, la décroissance du PIB et de l'empreinte écologique est à prévoir pour les pays les plus riches. En effet, le PIB étant corrélé au volume d'énergie extrait de la terre, une baisse de consommation énergétique entraîne une décroissance de certains secteurs économiques et industriels, superflus et néfastes. Il va falloir dé-produire, dé-consommer, décroître mais aussi, surtout, dé-croire.

Temporaire, le mot « Décroissance » restera d'actualité tant que perdurera la religion de la Croissance. Décroissance, c'est le nom donné à la transition d'une société de croissance à une société d'a-croissance, une société post-croissance ou post-développementiste, soutenable, souhaitable, autonome et conviviale.

Mais, ce sont surtout les idées qu'il véhicule qui donnent au terme sa pertinence. Car, plus qu'un slogan, la Décroissance est une véritable pensée politique et fondatrice d'un nouveau paradigme. Parler de Décroissance permet de dénoncer les méfaits de la croissance et de questionner cette religion. Son rôle est de remettre en question la société de consommation, en proposant de renverser le processus de marchandisation de toutes les sphères de nos vies. La Décroissance apporte une vision cohérente d'une société non violente, sans exploitation d'une majorité par une minorité ni de la majorité sur la nature.

## La Décroissance : un mouvement

Enfin, pour sortir ces réflexions de la confidentialité, la Décroissance s'est imposée comme le nom d'un nouveau mouvement politique.

Initié en France, le mouvement s'est depuis internationalisé entre autre en Espagne, Italie, Suisse, Belgique, au Québec. On le retrouve aussi sous d'autres dénominations et avec d'autres approches, notamment dans le monde anglo-saxon avec le mouvement des villes en transition (Hopkins, 2010), le rapport de Tim Jackson (2009), « *Prospérité sans croissance* », rédigé dans le cadre de la commission développement durable du parlement du Royaume-Uni ou encore en Amérique Latine avec, par exemple, l'Équateur et le projet Yasuni ou la notion de « Buen

Vivir » inscrite dans sa nouvelle constitution. De même, la conférence de Leipzig a vu émerger cette notion avec l'appellation de post-croissance (post-wachstum).

En France, le mouvement a beaucoup évolué ces dernières années avec la création du Mouvement des Objecteurs de Croissance (MOC), la relance du Parti Pour La Décroissance depuis transformé en collectif Parti-e-s Pour La Décroissance (PPLD), le lancement de la revue d'étude théorique Entropia, la campagne électorale Europe-Décroissance, et la création de l'« Association d'Objecteurs de Croissance » mais aussi avec la rédaction collective de la plate-forme de convergence. On peut aussi mentionner d'autres acteurs de la Décroissance avec notamment l'Institut Momentum, l'association Technologos ou encore le mouvement citoyen des Colibris animé par Pierre Rabhi.

Aujourd'hui, le mouvement de la Décroissance n'est ni clairement défini ni homogène, mais il semble émerger un consensus autour d'une stratégie politique, s'inscrivant dans une diversité d'approches et de formes, sur laquelle, petit à petit, un réseau d'Objecteurs et d'Objectrices de Croissance, de collectifs, se met en place.

## La Décroissance : quelle(s) stratégie(s) ?

Une grande partie du mouvement s'accorde sur une stratégie de masse critique s'appuyant sur les 4 niveaux politiques de la Décroissance : la sphère privée, les alternatives collectives et concrètes, la pensée du projet de transition et de l'après-croissance et la visibilité. L'action combinée, dans le respect de cette diversité, permet d'atteindre un seuil critique de citoyens rendant possible l'accélération d'une transition qui est déjà en marche :

- *Le niveau individuel* : à travers la simplicité volontaire, chaque individu cherche à vivre en cohérence avec la Décroissance en diminuant son empreinte écologique et en s'impliquant dans l'économie sociale et solidaire. Il n'y a pas de « brevet du parfait petit décroissant », chacun fait ce qu'il peut en fonction de ses conditions de vie. Ce niveau reprend aussi la notion de décolonisation de l'imaginaire.
- *Le niveau collectif* : expérimenter d'autres manières de vivre ensemble, d'autres pratiques cohérentes avec les valeurs anticapitalistes et antiproductivistes. Ces alternatives concrètes permettent de « faire exemple », d'élargir le champ des possibles en développant des modes de production et de consommation qui pourront être repris et adaptés par d'autres collectifs, voire par les pouvoirs publics (notamment à l'échelon local).

En guise d'exemples d'alternatives concrètes soutenables et conviviales, sont souvent citées les monnaies locales qui donnent du sens à l'échange ou les systèmes d'échanges locaux, les habitats coopératifs, les jardins partagés, la mise en place de ressourceries ou d'atelier-vélos. C'est aussi entreprendre au

sein d'une SCOP autogérée, ou plus globalement initier un processus de « ville en transition » ou expérimenter la permaculture.

Ces alternatives, qui constituent un panel d'exemples, participent surtout à la prise d'indépendance de l'individu et de la communauté locale par rapport à la main invisible du marché ainsi qu'à la main plus directe de l'État. Elles sont de formidables outils d'expérimentation de ce que pourraient être des sociétés de Décroissance. Elles constituent le socle du changement. Elles sont sources d'inspiration et de réappropriation de l'autonomie et de la convivialité, mais ne suffisent pas à elles seules.

- *Le projet* : les ouvrages, les conférences et les congrès ne manquent pas pour construire le projet de transition vers les sociétés de Décroissance. Comment vivre avec moins de pétrole ? Comment relocaliser ? Comment s'adapter aux villes déjà existantes ? Comment recréer du lien social ? Quelle culture, quelle école ? Pour résumer, comment faire une transition démocratique et sereine vers des sociétés soutenables et souhaitables de Décroissance en réfléchissant à ce qu'elles pourraient être.
- *La visibilité* : selon les talents des uns et des autres, les décroissants rendent visible la Décroissance à travers l'organisation de rencontres-débats, de manifestations traditionnelles, d'actions de désobéissance civile, en particulier anti-pub, de passage dans les médias, de publications et la participation à des élections de manière non-électorale.

L'articulation entre ces différents niveaux est fondamentale et reste à construire. L'enjeu est bien de créer des liens, des passerelles et des solidarités entre ces différentes initiatives sans en privilégier une plus que l'autre.

Les problèmes sociaux et environnementaux ne pourront être résolus ni en ajustant quelques paramètres à la marge, ni par les seules démarches individuelles. D'où la nécessité d'agir collectivement et changer la société en s'appuyant sur ces quatre niveaux, chaque décroissant s'appropriant le chemin où il se sent le mieux. Il y a autant de chemins vers la Décroissance que d'objectrices et d'objecteurs de croissance. L'enjeu est d'arriver à cultiver cette diversité en construisant un réseau horizontal solidaire et autocritique de collectifs locaux et/ou thématiques, s'autorisant le droit à l'expérimentation, à l'erreur, sans illusion et sans attendre, avec patience et humilité.

Ainsi la Décroissance se donne pour but de créer des convergences et de commencer à construire, expérimenter, ce que pourraient être demain des sociétés de Décroissance.

Sa stratégie politique s'inscrit dans une rupture avec l'illusion que, pour changer la société, il faudrait d'abord et obligatoirement prendre le pouvoir. Au contraire, la

Décroissance pense qu'il faut lutter contre les pouvoirs. Comment changer la société sans prendre le pouvoir ni le donner ? Sans se faire prendre par le pouvoir ?

De même des décroissants choisissent de promouvoir la Décroissance dans d'autres partis et mouvements politiques. Ces démarches sont complémentaires et s'inscrivent dans une stratégie à la fois de transition, partant de la société telle qu'elle existe aujourd'hui (système de parti, démocratie limitée à son seul outil de représentativité) et de convergences. C'est pourquoi certains décroissants participent à des élections, avec une distance critique et même pour en dénoncer les limites. De même ils coopèrent régulièrement avec des partis et mouvements politiques de gauche et/ou écologistes. L'enjeu est bel et bien de faire pression sur les pouvoirs décisionnels, contre l'oligarchie et les lobbies afin de permettre aux citoyens de se réapproprier la transformation de la société en orientant les lois et l'argent publics et ne se réappropriant les communs et les biens communs.

Sans rien s'interdire, les décroissants essaient d'inventer, d'expérimenter et de construire de nouvelles formes d'organisations politiques en rupture avec les logiques classiques d'avant-garde et de stratégies de pouvoir.

Si des changements sont déjà en cours, ils ne peuvent s'enraciner durablement qu'avec des citoyens engagés, impliqués et acteurs de leur propre vie. C'est pourquoi la notion de transition est centrale, partant de la situation psychologique, culturelle, sociale mais aussi institutionnelle et politique présente. La transition ne peut être que démocratique pour les décroissants.

Aujourd'hui, des exemples issus de pays touchés par des plans d'austérités aux conséquences dévastatrices, confortent l'idée d'une convergence de cette récession subie vers la Décroissance choisie. Ainsi, Détroit est devenue un laboratoire de la transition vers le post-industrialisme après 25 ans de récession terrible. En Grèce ou en Espagne par exemple, des citoyens poussés à bout par les plans d'austérité successifs rejoignent et s'approprient des alternatives concrètes initiées antérieurement par d'autres dans une logique de Décroissance.

L'enjeu est d'éviter d'avoir à subir tous les maux de cette récession, de ces plans d'austérité et d'initier le plus vite possible cette Décroissance choisie, de minimiser au maximum les maux en cours et à venir.

## La Décroissance : quel(s) projet(s) ?

On peut distinguer deux temps dans les réflexions et débats sur le Décroissance. La première phase<sup>43</sup> s'est caractérisée par la déconstruction du paradigme de la Croissance, du développement, du consumérisme, du productivisme, etc. et la construction d'une matrice multidimensionnelle ou interdisciplinaire de pensée en

---

<sup>43</sup> Voir entre autres : Fabrice Flippo, « Voyage dans la galaxie décroissante », Revue *Mouvement*, avril 2007 - <http://www.mouvements.info/Voyage-dans-la-galaxie.html>

particulier représentée par les 8R Serge Latouche<sup>44</sup> : Réévaluer (décoloniser notre imaginaire), Reconceptualiser (Sortir de la religion de l'économie), Restructurer, Redistribuer, Relocaliser, Réduire (empreinte écologique), Restaurer (activité paysanne), Recycler. Dans un deuxième temps, en s'appuyant sur cette matrice, ont émergé des propositions programmatiques et stratégiques susceptibles d'initier des transitions démocratiques et sereines vers des sociétés d'a-croissance. Ainsi la question de quels projets pour la Décroissance a commencé à se poser, en particulier en 2009 à l'occasion du lancement des listes Europe Décroissance.

Ces travaux ont débouché sur une liste de propositions que l'on retrouve entre autres dans la plateforme de convergence de l'AdOC<sup>45</sup> :

- *« Au cœur de notre projet, les relocalisations : habiter, se déplacer, fabriquer, distribuer, échanger, décider. Elles sont pour les Objecteurs de Croissance les seuls trajets ayant du sens pour retrouver la maîtrise de nos usages, ménager le territoire, nous réappropriier nos modes de vie et mettre en partage les Biens communs.*
- *L'encouragement et la légalisation des monnaies locales et autres systèmes d'échanges locaux non spéculatifs.*
- *Pour permettre l'activité choisie et la fin du travail contraint : une dotation inconditionnelle d'autonomie (DIA).*
- *Un revenu maximum autorisé (RMA) dont l'écart est démocratiquement discuté.*
- *La gratuité des services publics et des usages reconnus socialement utiles et écologiquement responsables.*
- *La gratuité du bon usage de l'eau, de la terre, de toutes les ressources « de haute nécessité » et le renchérissement ou la prohibition du mésusage.*
- *La sortie de la société de surconsommation, de concentration et de gâchis énergétiques : de la menace destructrice du nucléaire jusqu'à l'automobile.*
- *Le renoncement au culte de la technique qui impose une société des écrans et des biens à la place d'une société des liens, ceux de la solidarité par la coopération et le partage.*
- *Emanciper l'éducation et les cultures des modèles de la compétition et de la concurrence.*
- *La mise en oeuvre de la démocratie : en finir avec les conditionnements médiatiques et publicitaires, opérer des choix collectifs pour les orientations économiques, relocaliser les contrôles démocratiques, mettre en place des garde-fous pour ne pas être pris par le pouvoir (mandats électoraux courts, non cumulables et révocables, monopole des représentants du peuple sur l'élaboration des lois, droits de vote effectivement universels) ».*

<sup>44</sup> Serge Latouche, 2006, *Le pari de la Décroissance*, Fayard, octobre.

<sup>45</sup> Plateforme de Convergence de l'AdOC

De même, ces propositions se précisent et convergent avec celles du Mouvement des Objecteurs de Croissance<sup>46</sup>, du collectif Parti(e)s Pour La Décroissance ou encore les travaux participatifs des GAP (Group Assembly Process) lors des conférences internationales<sup>47</sup> ou des universités d'été de la Décroissance en France<sup>48</sup>. C'est autour de toutes ces réflexions, et en prenant en compte la multidimensionnalité de la pensée de la Décroissance et la complémentarité et la diversité des approches, qu'a émergé l'idée de Dotation inconditionnelle d'Autonomie (DIA) couplée à un Revenu Maximal Acceptable (RMA), développé dans l'ouvrage collectif "Un Projet de Décroissance"<sup>49</sup> :

*"La DIA consisterait à donner à chacun, de la naissance à la mort, de manière inconditionnelle, ce que l'on considère démocratiquement comme nécessaire pour avoir une vie frugale et décente. La DIA est constitué de droit de tirage sur des ressources (eau, énergie), d'accès à des services (santé, école, pompe funèbre, transport) et aussi de monnaies notamment locales (nourriture, outil, vêtement)." (...)*

*"La DIA est un outil de transition susceptible de repolitiser la société et de resocialiser la politique et ainsi de se réapproprier le sens de nos vies et de nos activités. Cette transition est belle et bien en marche avec la décolonisation de l'imaginaire consumériste et productiviste à travers notamment la simplicité volontaire, la prise de conscience écologiste et les questionnements sur le sens de nos activités et de nos vies avec l'extension des alternatives concrètes." (...)*

*"La DIA est couplée à d'autres mesures, en particulier la mise en place d'un revenu maximum acceptable, la sortie de la religion de l'économie à travers la réappropriation démocratique des banques centrales, de la création monétaire et une réflexion sur le non remboursement des dettes publiques illégitimes."*

Plusieurs étapes de transformation de la société sont ainsi proposées :

*"Dans nos réflexions sur un « Projet de Décroissance », et en l'inscrivant dans une dynamique d'une transition qui est déjà en marche, le RB peut constituer un outil pertinent et efficace. Ainsi, en nous appuyant sur les alternatives concrètes, contribuant à une relocalisation ouverte, on pourrait d'abord travailler moins pour travailler tous. Le temps libre approprié pourrait ainsi permettre à toutes et tous de contribuer à la réappropriation de productions locales soutenables, de systèmes économiques justes, en particulier de monnaie locales fondantes et de savoir-faire, d'outils autonomes. Ensuite, la mise en place d'un RB, que l'on pourrait démonétariser au fur et à mesure que l'on transforme la société en s'appuyant sur la dynamique des alternatives concrètes, semble souhaitable. À condition d'être couplé à un RMA et une remise en place de l'économie au service de la politique."<sup>50</sup>*

<sup>46</sup> Voir entre autres : [http://www.les-oc.info/2014/08/cerbere\\_ml/](http://www.les-oc.info/2014/08/cerbere_ml/)

<sup>47</sup> <http://leipzig.degrowth.org/en/gap/>

<sup>48</sup> <http://www.les-oc.info/2014/09/festives-cerbere-cr-global/>

<sup>49</sup> Liegey V. et al., (2013), *Un Projet de Décroissance, Manifeste pour une Dotation Inconditionnelle d'Autonomie*, Editions Utopia.

<sup>50</sup> Vincent Liegey et al. (article à venir dans la *Revue Inconditionnel*).

Sans être un projet clé en main, la Décroissance propose aujourd'hui des pistes afin d'initier des transitions démocratiques et sereines vers de nouveaux modèles de sociétés soutenables, souhaitables, autonomes et conviviales.

## La Décroissance : quelles influences, limites et perspectives

Le mouvement de la Décroissance a accompagné la prise de conscience écologique et l'apparition dans les débats publics du changement climatique et des enjeux énergétique lors de la décennie précédente. Surtout emmenée par le Journal la Décroissance, mensuel tiré à 30 000 exemplaires, la Décroissance a participé et continue à participer à la critique du greenwashing que l'on retrouve en particulier dans la publicité. De même, la Décroissance participe à pousser les débats plus en profondeur à travers une critique radicale, c'est à dire en prenant à la racine les problèmes auxquels fait face le modèle de société occidentale, du développement et de sa dimension impérialiste culturel, de l'impasse que représenteraient juste quelques modifications à la marge comme des écotaxes ou uniquement le renouvelable ou encore le mythe du technoscientisme. Cette critique est de plus en plus audible, d'autant plus que le mouvement de la Décroissance ne s'est pas arrêté là et propose aussi dans un deuxième temps des pistes de sortie à travers un projet, des stratégies, des trajets mais aussi des pratiques.

De même, la Décroissance à travers son approche multidimensionnelle relie les crises écologiques, énergétiques d'un côté, économiques et sociales de l'autre, ou encore culturelles, politiques, démocratiques voire de la perte de sens entre elles. En effet ces crises sont interconnectées et représente une seule crise, celle de la civilisation occidentale. En s'appuyant sur ces réflexions la Décroissance essaie de proposer des transitions démocratiques et sereines vers de nouveaux projets de sociétés soutenables mais surtout souhaitables, conviviales et autonomes.

En cela la Décroissance suscite du débat aussi bien dans le monde académique avec une réflexion épistémologique, dans le monde médiatique avec plusieurs articles, interviews mais aussi reportages et et bien sûr dans le monde politique, le débat étant ouvert au Parti Socialiste, chez les Verts, au Parti de Gauche, à Nouvelle Donne, à Attac, chez Utopia, etc. Enfin, la Décroissance est très présente dans la société civile à travers une dynamique impressionnante autour de la transition qui est en marche<sup>51</sup> en s'appuyant sur une multitude de révolutions tranquilles.

De même, la Décroissance est un projet mais aussi un chemin et une méthode. Ainsi elle questionne le rapport au pouvoir et expérimente de nouvelles manières de pratiquer la politique à travers la communication non-violente, la démocratie directe tout en essayant d'instaurer du dialogue.

---

<sup>51</sup> Vincent Liegey, *la transition est en marche*, Reporterre, Février 2013 - <http://www.reporterre.net/spip.php?article3806>

Toutefois, force est de constater que la Décroissance reste un mouvement très minoritaire dont les idées, questionnements et pratiques vont bien au delà de celui-ci. Le terme en lui-même reste repoussoir et peu fédérateur. De même, l'organisation cohérente qui s'est mise en place, décentralisée et autonome, rend ce mouvement peu visible. De plus, on retrouve en son sein des dissensus, en particulier sur la posture (plus provocatrice et intransigeante portée par le Journal ou plus dans le dialogue portée par une grande partie du mouvement qui participe à la construction de convergences), programmatiques (notamment autour des notions de revenu de base, DIA, extension des sphères de la gratuité rejetées par le Journal) ou encore de communication (catastrophisme contre discours "bisounours" mettant en avant le désirable et le souhaitable, c'est-à-dire entre "il faut" et le "quand bien même").

Jeune mouvement de pensée et de pratique, la Décroissance est encore en construction mais force est de constater que malgré ses limites, il a participé et participe toujours plus aux débats, réflexions et expérimentations susceptibles de permettre de sortir de l'impasse dans laquelle nos sociétés sont engluées. La Décroissance avec d'autres mouvements, avec sa radicalité qui fait à la fois sa particularité et sa cohérence mais aussi sa complexité, participe aussi à construire des convergences pour une recomposition politique voir paradigmatique.

## Références bibliographiques

- ARIES P. (2005), *Décroissance ou Barbarie*, Golias.
- ARIES P. (2011), Collectif, *Décroissance ou récession : Pour une décroissance de gauche*, Parangon.
- BAYON D. et al. (2010), *La décroissance. Dix questions pour comprendre et débattre*, éditions La Découverte.
- BERNARD M. et al. (2003), *Objectif décroissance*. Parangon.
- CASTORIADIS C. (1985), *Reflections on "rationality" and "development"*, Thesis, 10/11, 18-35.
- DEMARIA F. et al. (2013), « What is Degrowth? From an Activist Slogan to a Social Movement », *Environmental Values*, 22.2., 191-215.
- DUVERGER T. (2011), *La décroissance, une idée pour demain*, Sang de la Terre.
- ELLUL J. (1977), *Le système technicien*, Calman-Lévy.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1979), *Demain la décroissance*, Sang de la Terre.
- GORZ A. (1988), *Métamorphoses du travail, Quête du sens, Critique de la raison économique*, Galilée.
- ILLICH I. (1973), *La Convivialité*, Le Seuil.
- JACKSON T. (2009), *Prosperity without Growth. Economics for a Finite Planet*, Earthscan.
- HEINBERG R. (2011), *La Fin de la croissance*, Demi-Lune, collection Résistance.

- HOLLOWAY J. (2002), *Change the World Without Taking Power: The Meaning of Revolution Today*, Pluto Press.
- HOPKINS R. (2008), *The Transition Handbook: from oil dependency to local resilience*, Green Books.
- KALLIS G. (2011), "In defence of degrowth", *Ecological Economics*, vol 70, p. 873-880.
- LATOUCHE S. (2006), *Le pari de la décroissance*, Fayard.
- LEPESANT M. (2013), *Politique(s) de la Décroissance, Utopia ?*
- LIEGEY V. et al. (2013), *Un Projet de Décroissance, Manifeste pour une Dotation Inconditionnelle d'Autonomie*, Utopia.
- MARTINEZ-ALIER J. et al. (2010), "Sustainable de-growth: Mapping the context, criticisms and future prospects of an emergent paradigm", *Ecological Economics*, vol 69., p. 1741-1747.
- POLANYI K., (1944), *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard.
- RANHEMA M. (2003), *Quand la misère chasse la pauvreté*, Fayard.
- SACHS W et al. (1996), *Des ruines du développement*, Ecosociété.
- UNESCO (2003), *Défaire le développement, Refaire le monde*, Parangon.

# ENTRETIENS

## Les milieux populaires au secours de la planète

*Rencontre entre Simon Lecomte, animateur du Forum national de la désobéissance citoyenne et Paul Ariès, rédacteur en chef du mensuel les Zindigné(e)s*

**Simon Lecomte :** Paul Ariès, vous venez de publier aux éditions Utopia un livre iconoclaste car il prend le contre-pied de (presque) tout ce qu'on entend habituellement sur les milieux populaires. Le sous-titre de votre livre « *Les modes de vie populaires au secours de la planète* » est tout un programme alors que commence à s'organiser la mobilisation par rapport à la convention Climat Paris 2015... J'ai compris votre livre comme une tentative de marier certains mots-obus (la décroissance, l'anticapitalisme, l'antiproductivisme) avec des mots-chantiers.

**Paul Ariès :** Ce livre est déjà un coup de gueule contre l'idée qu'il n'y aurait rien de bon à attendre des milieux populaires au regard de la situation écologique. C'est à qui dénoncera en effet le plus vertement leur rêve de grand écran de télévision, leurs vieilles voitures polluantes, leurs logements mal isolés, leurs achats dans les hypermarchés, leur goût pour la viande rouge et les boissons sucrées, leurs rêves de zones pavillonnaires et de vacances bon marché, etc. Les élites auraient donc raison : « *salauds de pauvres qui consommez si mal !* ». Le pire c'est que ce discours d'enrichis finit par contaminer ceux qui à gauche se disent le plus conscients des enjeux planétaires et sociaux. Au moins, les riches achèteraient des produits bio, auraient des voitures électriques, des maisons bien isolées et lorsqu'ils prennent l'avion pour leurs vacances, ils achèteraient des compensations carbone auprès d'organismes certifiés, etc. Je démontre donc, chiffres officiels à l'appui, que tous les indicateurs prouvent que les milieux populaires ont un bien meilleur « budget carbone », une bien meilleure « empreinte écologique », un bien plus faible écart par rapport à la « bio-capacité disponible », un bien meilleur indice « planète vivante » (concernant l'impact des activités sur la biodiversité), un « jour de dépassement de la capacité régénératrice de la planète » plus tardif, une moindre emprise sur la « déplation des stocks non renouvelables » en raison d'une moindre utilisation de la voiture/avion mais aussi parce qu'ils font durer plus longtemps leurs biens d'équipements. Bref, par rapport à l'objectif d'émettre quatre fois moins de GES (Gaz à effet de serre) par rapport à 1990, si les riches ont « tout faux », les milieux populaires font déjà bien mieux.

**Simon Lecomte :** L'essentiel du livre est cependant ailleurs : vous démontrez que ce n'est pas parce qu'ils sont pauvres que les milieux populaires polluent beaucoup moins mais parce qu'ils sont populaires, parce qu'ils ont d'autres modes de vie, une autre conception de la « vie bonne ».

**Paul Ariès** : les gens ordinaires ne sont pas des riches auxquels il ne manquerait que de l'argent. Nous acceptons trop, y compris dans les milieux écolos, comme allant de soi la définition que les enrichis se font des gens du commun, des milieux populaires une définition toujours en termes de manque. En économie, la manque de pouvoir d'achat ; en culture, le manque d'éducation ; en politique, le manque de participation. Tout cela est sans doute en partie juste mais masque cependant l'essentiel. J'ai donc repris dans cet ouvrage beaucoup d'études personnelles ou collectives qui démontrent que les « gens de peu » ont une autre richesse, un autre rapport au temps, à l'espace, au travail, à la consommation, à la jouissance, à la maladie, à la mort, à la science, à la politique, etc. Nous ne le voyons plus car le système a rendu invisibles les milieux populaires, non pas tant les individus, que leurs rêves, leurs pensées, leurs façons de vivre, d'aimer, de travailler, de consommer et de mourir. Nous sommes prêts à admettre que les milieux populaires d'autrefois ou d'ailleurs... ont des modes de vie différents, mais nous refusons de reconnaître cette autochtonie pour la France du 21<sup>e</sup> siècle.

**Simon Lecomte** : Vous choisissez pour cette raison Michel Verret contre Thorstein Veblen.

**Paul Ariès** : Thorstein Veblen est un personnage éminemment sympathique mais son retour en vogue dans les milieux écolos, après le succès de l'ouvrage d'Hervé Kempf, n'est pas une bonne chose. Veblen a bien repéré chez les enrichis ce besoin de rivalité. Il explique avec sa théorie de la classe de loisir : « *Toute classe est mue par l'envie et rivalise avec la classe qui lui est immédiatement supérieure dans l'échelle sociale, alors qu'elle ne songe guère à se comparer à ses inférieures, ni à celles qui la surpassent de très loin.* ». Je ne m'arrêterai pas sur le choix de son vocabulaire pourtant déjà grandement révélateur (« classe inférieure » et « classe supérieure ») pour aller à l'essentiel. Le choix de considérer les rapports de classes sous l'angle de la « rivalité ostentatoire » fait que les rapports de classes se révèlent mus beaucoup plus par l'envie et l'imitation que par le conflit. Kempf, grand lecteur de Veblen, dénonce avec raison la destruction de la planète par les plus riches. Le même Veblen ne permet pas d'espérer en revanche de solutions du côté des milieux populaires. Je suis convaincu que Veblen a foncièrement tort sur ce point car ce qui caractérise les milieux populaires d'hier et aujourd'hui, d'ici et d'ailleurs, ce n'est pas d'abord de vouloir imiter les enrichis ! La conséquence de cette bévue est grave : Veblen ne voyait d'issue possible que dans une prise de conscience des ingénieurs et techniciens, bref dans une sorte de socialisme des ingénieurs. Je fais au contraire le pari que c'est au sein des milieux populaires que la justice écologique, sociale et politique s'invente.

**Simon Lecomte** : Vous revenez largement dans votre livre sur la nécessité d'en finir avec la centralité du travail. Vous appelez à le faire d'un point de vue populaire et non pas « petit-bourgeois ».

**Paul Ariès** : La transition écologique suppose en effet de rompre avec la centralité du travail. Nous devons donc dans ce domaine nous demander qui des milieux populaires ou des classes enrichies sont les plus à même d'assurer cette rupture et le passage vers une société moins « travailliste ». J'ai souhaité partir du fameux « amour du travail bien fait » qui caractérise les milieux populaires. J'ai pu montrer que cet amour du travail bien fait ne concernait pas seulement les constructeurs de cathédrales mais aussi les éboueurs, les postiers, les enseignants, bref les salariés d'aujourd'hui. La souffrance au travail tient déjà à l'impossibilité de bien travailler, de travailler comme on l'entend. Le principal atout du rapport populaire au travail c'est de faire de l'activité transformatrice elle-même (production ou service) une fin en soi avant d'être simplement un moyen pour gagner sa vie. Contrairement au point de vue spontané des patrons et des enrichis, ce sont les milieux populaires qui travaillent d'abord pour la beauté du geste (c'est le cas de la dire) et non pas les cadres ! Les sociologues du travail ont montré que les milieux populaires ont dans le rapport au travail une relation à la matière qui est première et une relation au salaire qui est seulement seconde. J'ajouterai que cette relation première à la matière est toujours aussi une relation première au collectif de travail, aux autres salariés, car les milieux populaires sont du côté de la coopération. La notion d'efficacité est, pour cette raison, pas la même selon les milieux sociaux. L'idée de beau, de beauté du geste professionnel, de beauté de la réalisation, est ainsi beaucoup plus présente au sein des milieux populaires. Ils sont, de ce fait, plus enclins à combattre non seulement les mauvaises conditions de travail, qui sont souvent aussi de mauvaises conditions écologiques et dont ils sont les premières victimes, mais aussi les mauvaises productions (ce que j'ai nommé la « junkproduction »). L'obsolescence programmée est, par exemple, une hérésie au regard de l'éthique populaire. La junkproduction s'oppose autant aux besoins qu'à la sensibilité des gens de peu.

**Simon Lecomte** : Vous dites que la transition écologique suppose de rompre avec la société d'hyperconsommation. Existe-t-il une spécificité populaire dans ce domaine ?

**Paul Ariès** : La transition écologique exige en effet d'en finir avec cette société du « toujours plus ». Nous dépensons chaque année beaucoup plus qu'une planète, ce n'est simplement pas tenable. J'ai mobilisé toute une série de travaux d'économistes, de sociologues, d'historiens, d'anthropologues, de psychanalystes pour montrer que les milieux populaires sont plus à même que les milieux enrichis de conduire cette révolution tranquille des modes de vie et des produits vers une société soutenable. La décroissance de droite qui prône l'austérité avec le mensuel La décroissance manque sacrément d'imagination car elle ne parvient à penser que la possibilité de faire la même chose en moins. Cette décroissance de droite tout comme l'écologie culpabilisatrice sont le propre de petits et de grands bourgeois incapables même de songer que des gens puissent rêver une autre vie que celle des puissants. Ils ne peuvent donc tenir qu'un discours de directeur de conscience et de dames-patronnesses du type « salauds de pauvres qui osez revendiquer alors qu'il y a le feu

à la planète ! ». Tout le discours sur les classes moyennes alors que nous vivons la démoyennisation de la société, toutes les confusions entre la culture de masse et les cultures populaires sont des saloperies. Nous avons davantage besoin de la philosophie de Michel Clouscard que de la sociologie d'Alain Accardo. Nous devons nous mettre en situation de voir à nouveau les potentialités émancipatrices populaires. On ne me fera pas croire que les milieux populaires sont dans la consommation comme les classes aisées et pas seulement pour des raisons de niveaux de vie mais de genre de vie, de style de vie. Tout n'est pas rose bien sûr au sein des milieux populaires mais ce sont eux qui ont le plus à gagner à cette transition écologique car elle est inséparable de la justice sociale donc d'un meilleur partage. Tant que les enrichis domineront, ils soutiendront la thèse qu'il faut d'abord faire croître le gâteau planétaire (PIB) avant même d'espérer le partager alors que nous savons, grâce à de nombreux travaux, que la planète est déjà assez riche pour permettre à huit milliards d'humains de vivre bien. Les milieux populaires accèdent beaucoup moins à la jouissance sans entraves du capitalisme, en raison certes de leurs contraintes budgétaires mais surtout de leur habitus (Pierre Bourdieu). Les milieux populaires sont davantage du côté des utilités, bref de la valeur d'usage selon Marx. Ils ne font d'ailleurs pas fonctionner l'argent de la même manière puisqu'il est toujours pour eux le prix à payer donc une limite objective et non pas un objet primaire symbole de la toute-puissance.

*Simon Lecomte* : Vous expliquez qu'il va falloir inventer une autre conception de l'espace.

*Paul Ariès* : La transition écologique devra inventer sa propre conception de l'espace tout comme le capitalisme et le productivisme imposent, aujourd'hui, des espaces qui leurs sont bénéfiques. Je pense notamment au mouvement de métropolisation et à la réforme des départements et régions. J'ai bénéficié des travaux de nombreux géographes, sociologues, politologues mais aussi de ceux des groupes militants qui réfléchissent à ces enjeux de territoires et tentent d'inventer des alternatives. Disons déjà que les milieux populaires sont ceux qui souffrent le plus de la conception dominante. Il me suffit d'évoquer la gentrification, la relégation dans des banlieues ou des zones pavillonnaires, la casse des usages populaires de l'espace, l'éloignement des lieux de travail et d'habitation, etc. Les milieux populaires sont aussi ceux qui habitent et travaillent dans les espaces les plus pollués. Ce réquisitoire est bien établi depuis le Forum de Vaulx-en-Velin et finit même par être assommant. J'ai donc voulu montrer que les milieux populaires ne vivent pas l'espace comme les classes aisées. Cette conception populaire de l'espace est proche de celle dont a besoin la transition écologique. Les milieux populaires ne sont pas seulement victimes mais acteurs/inventeurs d'autres types d'espaces. Ils ont non seulement une vie plus « relocalisée » (avec moins de déplacements lointains), des modes de déplacements moins pollués (transports collectifs, marche à pied, etc.), une conception plus collective de l'espace avec un goût pour les espaces collectifs, pour le

multifonctionnel (le jardin populaire servant aussi comme lieu de pique-nique voire comme « maison de campagne »). J'ai souhaité aussi déborder la seule question de l'espace pour m'intéresser à celle de la nature. Quels rapports entretenons-nous à la nature ? Les milieux populaires ont-ils un rapport spécifique ? Les écologistes (qui s'accordent avec raison sur la nécessité de modifier le rapport à la nature) ne voient pas, en revanche, qu'il existe déjà des alternatives au sein des milieux populaires. Les gens de peu sont davantage du côté d'une symbiose avec la nature plutôt que d'une franche domination et maîtrise. Les milieux populaires ne savent pas vivre hors-sol, ils sont d'une ville, d'un quartier, d'un immeuble. Michel Verret avait noté l'importance du lieu (travail, domicile, quartier), l'importance du sol (jardinage notamment), mais également l'importance de la météo pour les milieux populaires. Ils ont déjà moins de moyens de domination de la nature à la disposition (moyens financiers, techniques). Il faudrait noter tout ce qui différencie anthropologiquement l'immigré pauvre de l'expatrié riche. J'en profite pour souligner combien les cultures populaires sont redevables d'autres cultures dominées, je pense à celles issues des différentes immigrations ou celle des femmes. J'évoque aussi dans le livre le rapport spécifique des milieux populaires aux biens communs, notamment aux biens communs « naturels » comme l'eau. Ce n'est pas un hasard si le combat pour les biens communs a commencé par cette question (notamment en Bolivie, à Cochabamba) et si, a contrario, la question de l'eau est, par exemple, absente des universités indiennes, puisque le traitement des eaux usées étant dévolu aux castes les plus basses n'intéresse pas les riches.

*Simon Lecomte* : Vous parlez aussi de la nécessaire transformation du rapport au temps.

*Paul Ariès* : La transition écologique suppose bien sûr de changer le rapport dominant au temps. Les milieux populaires sont déjà ceux qui souffrent le plus de la conception capitaliste de la temporalité. Ils sont les premières victimes de l'accélération (dictature des temps courts sur les temps longs et des temps rapides sur les temps lents) et de la dénaturation du temps (travail de nuit ou dominical, etc.). Les milieux populaires sont au quotidien dépossédés de leur temps (contraintes de déplacements, contraintes d'horaires). Ils ne sont pas maîtres de l'agenda politique donc de son contenu. Les milieux populaires ne sont cependant pas seulement victimes mais acteurs d'une autre temporalité. Ils inventent leurs propres béquilles. Leurs loisirs sont par exemple chronophages (bricolage, jardinage, bavardages). Les milieux populaires ont d'ailleurs un rapport différent au temps libre. Mieux vaut parler de temps libre concernant les milieux populaires que de civilisation des loisirs. Les milieux populaires sont beaucoup moins prisonniers de la conception du temps capitaliste. Le temps populaire n'est pas, comme le temps bourgeois, avant tout, une occasion d'enrichissement. Il est presque toujours un temps ambivalent. A la fois temps volé, celui consacré au travail, et temps à vivre chacun à son rythme. Les sociologues ont noté cette tendance populaire à prendre

son temps sinon à perdre son temps. Cette insouciance populaire (dénoncée par les dames-patronnesses) c'est déjà le renoncement à l'idée d'une évolution irréversible vers un mieux, que ce mieux soit d'ordre individuel ou collectif. Les spécialistes notent que le temps populaire est davantage un temps spirale. Celui lié à l'enchaînement des saisons dans les milieux paysans ou ruraux, celui lié aux épisodes de la vie (famille, amis, mouvements sociaux comme des grèves, manifestations, etc.). Les sociologues disent que ce temps populaire est davantage un temps polychrone (permettant de faire plusieurs choses à la fois) et un temps collectif, puisque ce temps est celui d'individus toujours en interaction avec d'autres. Les loisirs des classes aisées ont un bilan écologique effroyable en raison des déplacements en avion. L'écologie est davantage soluble dans le temps libre des milieux populaires et pas seulement pour des raisons financières, parce qu'ils ne pourraient pas se payer les mêmes vacances que les riches. La conception du temps libre change selon les milieux sociaux. Même la façon de regarder la télévision ! Les sociologues des médias ont montré que les gens du commun peuvent regarder des émissions stupides justement parce qu'elles sont idiotes et qu'elles permettent de jouer avec les codes. Les milieux populaires ne sont pas dans une hypnose privée mais dans une attention oblique d'où ce jeu avec les conventions d'où aussi des pratiques de dérision et même d'autodérision. La télévision populaire (comme le repas populaire) c'est également d'abord un temps passé ensemble, en famille, entre amis, entre voisins. Les loisirs populaires sont davantage du côté de la conception originelle « *licera* » (qui désigne la possibilité de faire quelque chose en prenant tout son temps) que du côté de « *l'otium* » c'est-à-dire du loisir cultivé caractéristique des milieux aisés et enrichis. Michel Verret expliquait que les milieux populaires ne savaient pas concevoir le temps libre comme un loisir. On retrouve là l'idée qu'il ne s'agit pas seulement de s'émanciper du travail que d'émanciper le travail lui-même. Le bricolage populaire est bien une façon de travailler à sa manière, pour soi, en prenant son temps. Les milieux populaires sont foncièrement des *homo-ludens*. L'idéologie festive des milieux populaires renvoie au rêve d'une vie bonne. Ils ne sont pas dans la culture du nécessaire.

**Simon Lecomte** : Vous avez écrit un long chapitre sur la conception de la « vie bonne ».

**Paul Ariès** : La transition écologique est impensable sans changer la conception de la vie bonne. Nous pouvons aborder cette question en opposant la jouissance d'être à la jouissance d'avoir, nous pouvons aussi nous référer aux travaux des économistes sur ce qu'on nomme l'économie du bonheur. Nous pouvons enfin parler du « *buen vivir* » sud-américain, du « plus-vivre » de la philosophie négro-africaine de l'existence, de la « vie pleine » en Inde ou des « Jours heureux » du programme du CNR. J'ai choisi de parler aussi du vieillissement, de la maladie et même de la mort. Nous savons que le capitalisme a dû évacuer la mort et impose l'idéologie de la santé parfaite qui nous interdit tout simplement d'être malade et même de vieillir puisque

le mot vieux est devenu une insulte. Nous ne réussirons la transition que si nous remettons la mort au centre de la vie, non pas pour être morbide, mais pour être pleinement jouissif, totalement partageux et coopératif. La France est le pays qui banalise le plus la mort au sein des milieux populaires. Nous sommes la nation en Europe où les inégalités devant la mort restent les plus fortes. Les travaux des spécialistes montrent que le rapport à la maladie, à la vieillesse et à la mort change selon les milieux sociaux, même si nous n'en tenons pas compte, même si nous préférons ne pas le savoir. Les milieux populaires sont les premiers à avoir intérêt à cette transition anthropologique. Non seulement parce que le système de santé profite d'abord aux plus riches mais aussi parce que les milieux populaires sont les premières victimes du mépris du corps qui caractérise notre monde (maladies professionnelles, accidents de travail, obésité, pollutions diverses, etc.). Les milieux populaires sont ceux qui souffrent le plus du productivisme et qui bénéficient le moins des progrès. Les milieux populaires ne sont cependant pas uniquement passifs, ils produisent leurs réponses. Les classes aisées ont une médecine de spécialistes avec un recours fréquent aux examens complémentaires. Les milieux populaires sont davantage adeptes des généralistes et s'auto-médamentent peu. Ils adhèrent peu à l'idéologie de la santé parfaite analysée par Lucien Sfez. La souffrance se montre également beaucoup moins au sein des milieux populaires. Ils ne vieillissent pas de la même façon. Ils évacuent beaucoup moins la mort. Ils sont moins dans l'intimisation. Ils personnalisent moins les cérémonies funéraires, comme si l'idéal du Moi restait, même dans ce contexte, en quelque sorte « indétachable » des autres humains, notamment des plus proches. Les milieux populaires présentent donc des prédispositions pour mieux prendre conscience de notre propre finitude et faiblesse et avec elles de celles des éco-systèmes.

**Simon Lecomte :** Vous expliquez que la transition écologique suppose un autre rapport à la science.

**Paul Ariès :** Il est important de rappeler que la transition écologique est d'abord une affaire politique mais qu'elle suppose aussi en effet l'invention d'un autre rapport à la science et aux techniques. Il existe, selon les historiens des sciences, une conception populaire de la science opposée à la conception dominante, mais qui n'a rien de commun avec la stalinienne science prolétarienne. Les milieux populaires sont d'abord ceux qui ont le plus intérêt à la défaite de la technoscience car ils en sont partout à l'échelle mondiale les premières victimes notamment depuis l'essor du machinisme. La technoscience met aujourd'hui en danger l'unité même du genre humain avec le transhumanisme. Je ne peux que renvoyer ici à *L'Histoire populaire des sciences* de l'anglais Clifford D. Conner. Les milieux populaires ne sont pas technophobes mais ils sont du côté des technologies conviviales dont parlait Illich. J'ajouterai qu'il existe un rapport entre le mépris de la nature, celui des femmes et du peuple. La pratique populaire de la science est fondée sur des méthodes avant tout empiriques, c'est aussi une démarche foncièrement collective, loin des discours sur

les scientifiques de génie. Bacon, fondateur de la science moderne, fut aussi un ennemi du peuple assimilant, par exemple, le refus des enclosures, c'est-à-dire la fin des biens communs, à un crime de haute trahison méritant la mort.

*Simon Lecomte* : Je voudrais revenir sur l'économie du bonheur et la conception de la vie bonne.

*Paul Ariès* : La transition écologique suppose de changer la conception de « la vie bonne ». Les travaux du courant universitaire dit de l'économie du bonheur montrent que si la jouissance d'avoir se déploie spontanément au sein des classes aisées, la jouissance d'être est davantage populaire. C'est pourquoi la première caractéristique des milieux populaires reste la construction de communs, c'est pourquoi aussi leur première richesse ce sont les biens communs et les services publics. On le pressent dans la phobie populaire de la propriété lucrative qui tient si peu à un vieux fond religieux. La principale raison est anthropologique, c'est parce que les milieux populaires sont par définition ceux qui ne s'appartiennent pas, qu'ils sont mal outillés pour déployer une éthique de la possession. Conséquence : toutes les études prouvent que les milieux populaires sont les plus allergiques aux inégalités sociales de revenus et de patrimoine, qu'ils sont beaucoup moins individualistes. Cela tombe bien puisque la transition écologique suppose d'abord le retour des partageux.

*Simon Lecomte* : vous parlez aussi d'un rapport populaire spécifique au pouvoir.

*Paul Ariès* : L'écologie a besoin d'une démocratie réelle qui parte du vécu des gens ordinaires. Les GPII sont aussi la conséquence d'une pensée abstraite, déréalisée, caractéristique des puissants. J'ai montré dans « *Nos rêves ne tiennent pas dans les urnes* » que faire de la politique de façon abstraite c'est déjà-toujours en faire du point de vue des dominants, du point de vue de « ceux qui savent ». La vraie démocratie c'est toujours de postuler la compétence des incompetents, ce qui rend aux experts leur vraie fonction, montrer qu'il existe toujours des alternatives et que c'est aux gens de décider. Les milieux populaires sont les premières victimes du caractère formel de la démocratie officielle. Il suffit pour s'en convaincre de regarder les taux de non-inscription sur les listes électorales, les taux d'abstention, le refus opposé aux salariés d'accéder à une vraie démocratie dans l'entreprise, etc. Les milieux populaires ont donc tout intérêt au changement des relations de pouvoir et au pouvoir. Les milieux populaires constituent un réservoir de bonnes pratiques pour inventer d'autres façons de faire de la politique et, partant, d'autres politiques conformes à l'intérêt du plus grand nombre. J'avais pu montrer, avec le réseau DEMOSPART, que les milieux populaires sont plus spontanément du côté d'une démocratie des usagers, d'une démocratie des usagers maîtres de leurs usages. J'ajouterai, grâce aux travaux d'Yves Cohen, que les milieux populaires ont un rapport beaucoup plus distancié au pouvoir. Ils savent bien d'où ils viennent et qui ils sont. Ils ont une haine instinctive du chef et des petits chefs. Ils n'ont pas, et pour cause, le sentiment d'occuper le

centre du monde. Les historiens le montrent : ce sont les classes aisées qui ont la peur des « foules sans chef »... Les gens ordinaires, parce qu'ils sont des gens du commun, ont justement en commun de construire des espaces politiques non ou moins différenciés, c'est-à-dire sans chef et sans petits-chefs. Ils sont spontanément davantage du côté de ce que Foucault nommait l'objection au pouvoir.

*Simon Lecomte* : J'aimerais que vous reveniez sur la critique des thèses de Veblen.

*Paul Ariès* : La théorie de Veblen fonctionne, aujourd'hui, avec la crise de la gauche d'émancipation à la façon d'une philosophie spontanée y compris à gauche et dans les milieux écologistes. La question est simple mais redoutable : est-il vrai que les « prolos » passent leur vie à imiter les riches ? Que les enrichis le croient, que la publicité y travaille, c'est une chose, mais est-ce là toute la réalité ? Mesurons l'enjeu : si la réponse est positive, nous aurions alors de bonnes raisons de désespérer des milieux populaires. Veblen est d'ailleurs logique avec ses prémisses puisqu'il ne voit d'espoir que dans une prise de conscience des élites et plus spécifiquement des ingénieurs et des techniciens. Les choses sont complexes car Veblen est éminemment sympathique. Il dit également des choses très justes. Les classes aisées sont bien mues effectivement par l'envie et rivalisent par des dépenses ostentatoires. C'est bien pourquoi les anciens avaient inventé des lois dites somptuaires pour interdire ces excès. Le danger est de « naturaliser » ce phénomène et d'en faire un principe de fonctionnement pour toutes les classes sociales, bref un soubassement d'une nature humaine invariante et anhistorique. Les milieux populaires du Nord envieraient et copieraient les enrichis. Les pays du Sud appauvris envieraient et copieraient également les pays enrichis du Nord. Ce choix de considérer les rapports de classe sous l'angle de la seule rivalité ostentatoire fait que les rapports de classe ou entre nations se révèlent être mus par l'envie plutôt que par le conflit. J'ai montré a contrario l'existence de conflits sur la définition de ce que doit être une « vie bonne ». Comment comprendre autrement les courants du « Buen Vivir » et plus largement l'écologisme des pauvres ? J'ai voulu démontrer que ce point de vue est non seulement occidental-centré mais que c'est également un point de vue de classe, le regard que les enrichis portent sur les appauvris, ce regard même compatissant devient malheureusement vite un regard condescendant et méprisant. Veblen ne conçoit finalement la lutte des classes que pour le partage du gâteau jamais pour la recette. Il n'est finalement pas si éloigné des courants économicistes qui ont dominé la gauche au XXe siècle. Ce point de vue aboutit à soumettre les milieux populaires à la loi symbolique des dominants. C'est pourquoi je choisis Michel Verret et Jacques Rancière contre Thorstein Veblen et Pierre Bourdieu ! Autant Veblen est utile pour dénoncer les gaspillages des classes dominantes, autant il est fécond pour déconstruire la fiction de l'homo-economicus comme être rationnel puisqu'il le décrit traversé d'instincts, autant il est aveugle et sourd aux rêves populaires, aux autres façons de penser et d'être. Veblen est honnête donc conséquent avec lui-même, c'est pourquoi il écrit qu'il n'y a pas d'aboutissement possible, puisque la course à l'estime

serait plus forte que la satisfaction des besoins. Si Veblen avait raison, il ne resterait qu'à attendre une prise de conscience des riches. L'écologisme des pauvres à la façon de Joan Martinez-Alier est un démenti à la thèse de Veblen. Les pauvres ne rêvent pas à devenir des enrichis mais simplement à vivre bien, dignement. Les travaux de l'économie du bonheur montrent aussi que les gens ne se situent pas par rapport aux classes supérieures (comme dirait Veblen) mais inférieures : ils préfèrent gagner moins mais davantage que les autres, que plus mais moins que les autres. J'ai voulu dans ce livre de synthèse montrer que les modes de vie populaires ne sont pas des variantes appauvries des modes de vie bourgeois. Une lecture de gauche de Veblen est néanmoins possible : elle consisterait à dire que sa fameuse théorie de la classe de loisir s'applique à la classe oisive mais pas à la classe travailleuse ou pas de la même façon.

*Simon Lecomte* : C'est pourquoi vous dites que les milieux populaires sauveront la planète...

*Paul Ariès* : Les milieux populaires sauveront la planète non pas parce qu'ils sont appauvris mais bien parce qu'ils sont « populaires », c'est-à-dire parce qu'ils partagent déjà, peu ou prou, d'autres modes de vie, d'autres conceptions de la « vie bonne ». Ils partagent des modes de vie pré-capitalistes et post-capitalistes, pré-productivistes et post-productivistes. Ils ont une plus grande capacité à la résilience... face aux catastrophes annoncées. Les milieux populaires sont accoutumés non pas à la privation, mais à une culture du peu (Pierre Sensot). L'enjeu est maintenant de donner une traduction politique à ces autres modes de vie en acceptant de repolitiser des questions anthropologiques comme le rapport à la vie, au vieillissement, à la maladie, à la mort, à l'espace, au temps, au travail, à la consommation, à la politique, etc. J'ai envie de croire qu'il est possible de réveiller les cultures populaires, qu'elles ne sont qu'endormies.

# La gratuité contre l'effondrement climatique

Paul Ariès

*Rédacteur en chef du mensuel les Z'indignés, animateur de l'Observatoire international de la gratuité (OIG)*

Nous sommes face à une crise systémique qui touche tous les domaines de l'existence : crise écologique, sociale, économique, politique, anthropologique. Nous devons donc avoir une réponse qui soit aussi globale que cette crise. Dire cela ne signifie qu'une seule solution pourrait avoir réponse à tout. La transition écologique tout comme la construction d'une société de justice sociale ne se fera pas en un jour ni sans frayer de nombreux chemins que l'on commence à bien connaître. Mais de la même façon que le productivisme et le capitalisme font feu de tout bois pour généraliser la marchandisation, condition de tous les mauvais coups, nous devons aussi disposer d'un principe général qui permette non seulement de nous opposer au croissancisme (cette idée folle qu'un retour à la croissance économique serait non seulement possible mais salubre) mais de commencer à transformer la société de façon écologiquement, socialement et politiquement responsables. Nous sommes de plus en plus nombreux tant en France qu'ailleurs à penser que la défense et l'extension de la sphère de la gratuité est le bon combat, un combat qui n'interdit pas les autres mais les conditionne, les rend plausibles. Cette volonté de marcher vers une société de la gratuité ne s'enracine pas dans le ciel des idées (même si nous avons besoin d'utopies) mais dans une multitude de pratiques de gratuité et d'expérimentations qui se développent et forment un « déjà-là ». Cette conviction d'un déjà-là alternatif est importante au moment où Manuel Valls retrouve les accents de Thatcher pour dire qu'un autre monde n'est pas possible. Toutes les villes qui expérimentent la gratuité du service public prouvent au contraire que non seulement « c'est possible » mais que « ça marche ». Peu importe le choix des citoyens : ici, on commence par la gratuité de l'eau vitale, ailleurs c'est celle des transports en commun urbains, des services culturels, de la restauration scolaire, des services funéraires, etc. La liste est illimitée car il n'y a pas de biens communs par nature et d'autres services voués à rester dans le secteur marchand. J'entends déjà certains lecteurs dire que la gratuité n'existe pas... Certes la gratuité ce n'est pas le produit ou le service débarrassé du coût mais libéré du prix. L'école publique est gratuite mais payée par nos impôts et tant mieux ! Lorsque nous parlons de gratuité, nous parlons déjà toujours d'une gratuité construite, économiquement construite, culturellement construite, politiquement construite. J'aime ces maires qui interpellent la population et disent préférez vous maintenir la gratuité du stationnement ou

choisir celle de l'eau vitale ou d'un bouclier énergétique. C'est là que les choses commencent à devenir intéressantes du point de vue écologique car il ne s'agit pas de rendre tout gratuit mais de bien choisir. Pourquoi paye-t-on son eau le même prix pour faire son ménage et remplir sa piscine privée ? Ce qui vaut pour l'eau vaut pour l'ensemble des besoins humains ! Nous prônons donc la gratuité du bon usage face au renchérissement du mésusage. Bon usage/mésusage ? Il n'y a pas de définition scientifique et encore moins moralisatrice, la seule définition est politique, ce que les citoyens choisissent. Je fais confiance ici à la « décence ordinaire » au « bon sens populaire », les gens ordinaires n'ont pas pour objectif de vivre comme des riches mais de vivre bien. C'est pourquoi la gratuité n'est pas une lubie de riches et ceux qui en parlent le mieux, ceux qui la vivent le mieux ce sont les plus pauvres économiquement car la construction de communs, le service public, est la première richesse des gens ordinaires. Je disais que la gratuité était intéressante du point de vue écologique car elle oblige à différencier les usages, j'ajouterai donc qu'il ne s'agit surtout pas de rendre gratuit ce qui existe. Si nous revenons en régime municipale pour la restauration scolaire, ce n'est pas pour servir la même malbouffe que les géants de la restauration collective, si nous remunicipalisons la gestion de l'eau pour donner à chacun son eau vitale, ce n'est pas pour maintenir les mêmes gaspillages dans les canalisations. La gratuité c'est bon écologiquement car cela oblige à se poser les bonnes questions, c'est bon car cela donne du pouvoir de vivre démonétarisé. Ce n'est pas la gratuité qui induit le gaspillage mais le capitalisme productiviste : Un tiers de la nourriture produite mondialement est ainsi gaspillée chaque année. Qu'est-ce que pèsent les fleurs cueillies gratuitement dans les espaces verts publics (qui assurent le droit au beau pour tous) face à l'obsolescence programmée. La gratuité c'est aussi bon socialement car c'est une réponse immédiate à l'urgence sociale. La gratuité c'est bon aussi politiquement car une société de la gratuité est une société du service public, or le service public c'est beaucoup plus que la somme des services publics, puisque c'est toute une conception de la société. La force du système est non seulement d'être parvenue à délégitimer toute idée de gratuité mais à rendre invisible ce que nous construisons de gratuit entre nous. Rimbaud disait qu'il fallait redevenir des voyants. Nous avons la même exigence : rendre visible l'invisible, mutualiser toutes les petits bouts qui sont déjà-là, témoins d'une autre société possible, d'une société du partage, d'une société viable.



# FICHES DE LECTURE

## **Un exposé critique de Nicholas Georgescu-Roegen, La décroissance, entropie, écologie, économie, Editions Sang de la Terre, Paris, 3<sup>e</sup> édition, 2006. Textes choisis et traduits par Jacques Grinevald et Ivo Rens**

Antoine MISSEMER

*Docteur en sciences économiques, Triangle (UMR 5206), Université de Lyon 2*

Présent dans toutes les bibliothèques universitaires de France et de Navarre, régulièrement classé dans les meilleures ventes des sites de e-commerce dans la catégorie Environnement & développement durable, l'ouvrage *La Décroissance, Entropie, Écologie, Économie* de Nicholas Georgescu-Roegen a sans doute acquis ces dernières années le statut de classique de la littérature environnementale francophone. Cette notoriété est loin d'être le fruit du hasard. *La Décroissance* a non seulement le mérite de s'adresser à un public large, de l'économiste technicien au citoyen sensible aux questions de société, mais c'est également un texte qui interroge nos modèles de développement avec une clairvoyance et une rigueur sans égales.

Nous proposons ici de présenter la troisième édition, revue et augmentée, de *La Décroissance*, parue en 2006 et réimprimée régulièrement depuis. Cette édition est une reprise de la deuxième version de l'ouvrage parue en 1995 sous le même titre, avec une simple mise à jour des références bibliographiques. La première édition de *La Décroissance* date de 1979 (éditions Pierre-Marcel Favre) ; l'ouvrage avait alors été publié sous un titre différent – *Demain la décroissance* – et n'était composé que de trois chapitres, contre quatre dans la version présentée ici. À l'époque, Jacques Grinevald et Ivo Rens se lancent, entre Genève et Lausanne, dans un projet un peu hardi : préparer un texte permettant de rendre compte du mieux possible des thèses de Georgescu-Roegen, dans un cadre synthétique et sans tomber dans un discours trop technique. Pourquoi intituler ce texte *Demain la décroissance* ? Jacques Grinevald raconte que cette formule, venue spontanément à l'esprit des traducteurs, faisait écho au titre de l'ouvrage d'Henri Lepage, *Demain le capitalisme*, paru un an plus tôt en Livre de Poche et faisant un éloge certain de la pensée néolibérale américaine. *Demain la décroissance* devait être un pied de nez à *Demain le capitalisme*, et avait pour objectif d'installer Georgescu-Roegen dans les débats économiques et politiques francophones. Paradoxe de l'histoire, si le néolibéralisme présenté par Lepage a largement investi la scène politique à partir des années 1980, c'est l'ouvrage de Georgescu-Roegen et non celui de Lepage qui, aujourd'hui encore, continue d'occuper les rayons des librairies et d'élargir son lectorat. Une revanche pour

l'heure fort limitée, mais qui est porteuse de sens dans le contexte de la triple crise que nous connaissons aujourd'hui : crise économique, crise écologique et crise paradigmatique. En 1995, les éditions Sang de la Terre décident de donner une nouvelle vie au projet de Grinevald et Rens. *Demain la décroissance* change de titre, est augmenté d'un nouveau chapitre, et préfacé d'une nouvelle introduction des traducteurs. L'ambition de cette nouvelle mouture est de donner un aperçu « significatif du dernier état de la pensée de Georgescu-Roegen » (p. 14 de la préface à la deuxième édition). Les traducteurs ne le savaient pas encore en écrivant cette nouvelle introduction à l'été 1994, mais Georgescu-Roegen était à ce moment-là dans les dernières semaines de sa vie, son décès survenant à la fin octobre 1994. *La Décroissance* témoigne donc en effet de ce « dernier état de la pensée de Georgescu-Roegen », un moment où considérations économiques, écologiques, politiques et sociales se sont trouvées mariées dans l'esprit de l'auteur pour former un véritable projet de société.

*La Décroissance*, dans la version de 2006 que nous présentons ici, est composé de deux introductions (celle à l'édition de 1995 et celle à l'édition de 1979), de quatre chapitres et d'une série d'annexes (sources des textes, index des auteurs cités avec biographies). Le premier chapitre intitulé « La loi de l'entropie et le problème économique » est la traduction d'un article de 1970 qui est le premier texte de Georgescu-Roegen à véritablement poser le problème de la dégradation entropique pour le devenir des sociétés. Le deuxième chapitre intitulé « L'énergie et les mythes économiques » est également la traduction d'un article, publié en 1975 cette fois-ci, et largement diffusé depuis en raison du ton polémique avec lequel Georgescu-Roegen y dénonce l'attitude de ses collègues économistes à l'égard des problématiques environnementales. Le troisième chapitre de *La Décroissance* est intitulé « L'état stable et le salut écologique : une analyse thermodynamique ». Il correspond à la traduction d'un article de 1977 dans lequel Georgescu-Roegen évoque ses doutes sur l'état stationnaire comme salut écologique, et où il insiste sur le rôle de la matière dans le processus économique. Le dernier chapitre, intitulé « La dégradation entropique et la destinée prométhéenne de la technologie humaine », a ceci de particulier de ne pas être une traduction, mais simplement la reproduction d'un article rédigé et publié en français dans les revues *Entropie* et *Économie appliquée* en 1982. Georgescu-Roegen maîtrisait en effet le français, notamment en raison de son passage à Paris lorsqu'il était étudiant dans les années 1920. Cet article de 1982 occupe une place essentielle dans les interprétations dont Georgescu-Roegen fait l'objet aujourd'hui.

Autant le dire sans ambages, les choix éditoriaux opérés par Grinevald et Rens sont à la fois justifiés et cohérents. Chacun des chapitres apporte un éclairage complémentaire aux autres, et le niveau de difficulté de ces textes va croissant. On retrouve dans les différents chapitres les principales constructions théoriques de Georgescu-Roegen. L'erreur mécaniciste des économistes, aussi bien néoclassiques que marxistes, est soulignée avec vigueur (p. 65, p. 170-174), l'imbrication des

processus économiques dans les processus naturels est rappelée (p.72, p. 139-140), et la nécessaire prise en compte des enseignements de la biologie évolutionniste et de la physique thermodynamique est mise en évidence (p.71, p. 176-178, p. 214). Ce spectre de préoccupations ne s'arrête pas là, puisque Georgescu-Roegen ne se limite pas à un discours positif sur l'état des sociétés industrielles, mais va plus loin en formulant des préceptes normatifs pour indiquer la voie à suivre vers des modes de production et de consommation plus viables. C'est dans le chapitre 2 que l'on trouve ces préceptes de façon explicite, avec l'énonciation d'un « *programme bioéconomique minimal* » (p. 139 et suivantes) constitué de mesures techniques (recherche et développement de l'énergie solaire), de mesures politiques (évaluation des dépenses publiques, abandon de la défense nationale) et de mesures éthiques (sobriété, solidarité intergénérationnelle, aide au développement). Cet édifice d'ensemble – fondations épistémologiques, propositions théoriques et préceptes pratiques – fait de l'œuvre de Georgescu-Roegen un travail programmatique, annonçant un renouveau paradigmatique d'ensemble pour la science économique, et pour le discours politique.

Nous n'allons pas reprendre ici le détail des quatre chapitres de l'ouvrage. Nous souhaitons plutôt offrir un éclairage critique sur un des choix qu'ont fait les traducteurs lors de la préparation de l'ouvrage, à savoir utiliser le mot « décroissance », dans le titre et dans le texte, alors que Georgescu-Roegen employait le mot « *decline* » (« déclin » littéralement). Sur le plan de la sociologie des sciences et de la transposition didactique des savoirs savants, il est remarquable de constater l'impact qu'a eu la publication de *Demain la décroissance*, puis de *La Décroissance*, sur l'image de Georgescu-Roegen dans les milieux francophones. Cette association entre bioéconomie et décroissance est presque une spécificité française, eu égard à la façon plus modérée dont Georgescu-Roegen est considéré par les chercheurs anglo-saxons. Comment se fait-il qu'un simple titre, ou un simple choix de traduction, conduise à figer les interprétations que l'on peut faire des travaux d'un auteur à ce point-là ? Certains diront que Georgescu-Roegen n'est pas suffisamment lu en version originale, et nous ne pouvons en ce sens qu'encourager le lecteur à parcourir *The Entropy Law and the Economic Process* (1971). Mais plus fondamentalement, il convient de s'interroger sur d'autres interprétations possibles de la pensée de Georgescu-Roegen. Dans *La Décroissance*, le mot « décroissance » apparaît à quelques reprises, dans le chapitre 2 (p. 129) en tant que traduction du mot « *decline* », au début du chapitre 3 de la deuxième édition (mais pas de la troisième édition où « *decline* » est traduit cette fois-ci par « déclin »), à la fin du chapitre 3 (p. 185) en traduction là-encore de « *decline* », et dans le chapitre 4 (p. 213) qui, rappelons-le, reproduit un article directement écrit en français quelques années après la publication de la première édition de *Demain la décroissance*, à une époque donc où l'association bioéconomie-décroissance était déjà entamée. *La Décroissance* ne contient donc que

quelques occurrences seulement du mot « décroissance », avec, à chaque fois, des usages contestables (pour plus de détails, voir Missemmer 2013, chapitre 3).

Bien entendu, le contraste entre une démarche de déclin choisi et une démarche de décroissance planifiée n'est pas très important, et il serait presque malhonnête de contester l'association entre bioéconomie et décroissance sur le seul terrain lexicographique. Mais en réalité, ce terrain lexicographique masque des perspectives paradigmatiques différentes. La décroissance s'inscrit dans une logique d'expansion et de diminution du volume de production, avec une rhétorique qui demeure en grande partie quantitativiste (à ce sujet voir Kallis *et al.* 2012). L'idée de déclin, qui n'occupe d'ailleurs qu'une part marginale des préoccupations de Georgescu-Roegen exprimées dans son programme bioéconomique, se situe dans une perspective différente, fondée sur la notion de développement et d'évolution qualitative des sociétés. Aujourd'hui, les perspectives décroissantistes couvrent un spectre très large de conceptions du monde. Certaines trouvent légitimement des inspirations dans les travaux de Georgescu-Roegen, mais faut-il pour autant considérer Georgescu-Roegen comme le « maître-penseur de la décroissance » (Bürgenmeier 2008) ? Nous ne le pensons pas, car cela enferme la richesse des travaux bioéconomiques dans un sens interprétatif unique.

Pour revenir à *La Décroissance*, réaffirmons qu'il s'agit d'un ouvrage bien construit, fidèle dans ses grandes lignes aux travaux de Georgescu-Roegen, et réalisé par l'un des plus fins connaisseurs contemporains de la bioéconomie, à savoir Jacques Grinevald. Quiconque souhaite se familiariser avec les contributions de Georgescu-Roegen ne peut se passer de cet ouvrage. *La Décroissance* n'a finalement qu'un défaut, celui de s'intituler *La Décroissance*.

## Références bibliographiques

- BURGENMEIER B. (2008), *Politiques économiques du développement durable*. Bruxelles: De Boeck Université.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1971), *The Entropy Law and the Economic Process*. Cambridge (MA): Harvard University Press.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (2006), *La décroissance. Entropie, écologie, économie*. (J. Grinevald & I. Rens, Eds.). Paris: Éditions Sang de la terre.
- KALLIS, KERSCHNER C., MARTINEZ ALIER J. (2012), « The Economics of Degrowth », *Ecological Economics*, 84, 172–180.
- MISSEMER A. (2013), *Nicholas Georgescu-Roegen, pour une révolution bioéconomique*. Lyon: ENS Éditions.

## La part du colibri. L'espèce humaine face à son devenir, Pierre Rabhi, 2009

Nathalie GARCIA

*Consultante en Accompagnement du changement collectif en territoires ruraux, chercheuse en Gouvernance des Territoires et des Organisations, membre OR2D et Plate Forme 21 pour le Développement Durable (PF21DD)*

### Présentation du livre

L'auteur commence son ouvrage par une multitude de questions qui soulignent ses incompréhensions du comportement humain. Ces questions touchent aussi bien l'équité entre Hommes, que la prise en compte du monde animal, végétal, et de notre planète. Le constat que l'auteur pose dans ce questionnement, l'amène à se « demander si l'humanité est encore en mesure d'orienter son destin » et il précise « vers l'indispensable humanisation, à savoir la construction du monde avec ce qu'elle a de meilleur pour éviter le désastre du pire » (p. 9). L'entrée en matière est directe et raisonnée.

L'auteur interpelle la conscience de chacun, et sa responsabilité personnelle à l'égard du monde, et de la société qui l'impacte. Pour imaginer son propos il en appelle à la légende amérindienne du Colibri. Le petit oiseau sait que seul il ne pourra éteindre le feu... mais il fait sa part. L'auteur donne ici un exemple concret d'un possible et nécessaire sursaut mobilisateur à la portée de tous. Si chacun fait sa part, « nous ne sommes pas totalement impuissants » (p.10). Le sujet est posé. Il questionne clairement et profondément le système économique et financier actuel, et en appelle à s'interroger sur les « critères élémentaires de la pérennité que la nature et l'écologie nous donnent en exemple » (p. 11).

L'auteur expose ensuite son parcours personnel et professionnel, de son Sahara natal au « Cévennes ou je vis avec ma famille depuis plus de quarante ans sur une ferme gérée et cultivée selon les principes écologiques » (p. 12). Chaque étape a été une occasion d'apprentissage de la société humaine, par l'observation et la prise de recul. Ce chemin l'a mené à être colibri, et à acter ses idées, par un mode de vie, et de transmission.

Mais au delà de l'exemple d'un engagement acté, l'auteur questionne bien sur la part de chacun et sa relation au pouvoir : « je n'ai d'autre autorité que celle que m'a conférée mon engagement pour contribuer modestement à l'harmonie des humains entre eux et avec la nature, car immenses sont notre inconscience et notre amnésie » (p. 12). Il s'agit

bien pour chacun avant tout de «ressaisir son propre destin pour le mettre en conformité avec ses convictions et aspirations» (ibid). Il s'agit d'éthique et de cohérence Ethique/Actes, comme facteur premier de motivation. Et cette quête a mené l'auteur jusqu'à une campagne présidentielle qui a été une étape marquante, car il a mesuré alors que de nombreuses autres personnes partageaient ses opinions et engagements. Un encouragement à aller plus loin. Ce qu'il fait, même s'il précise qu'il n'a plus la force pour s'inscrire à nouveau dans une telle démarche, bien qu'il craigne que « l'urgence écologique et humaine soit absente des débats » (p. 15).

Ces premières pages fixent les questions, et les besoins, et la place simple de Colibri que chacun peut prendre. Elles posent une critique assumée du système actuel, et du comportement humain. L'auteur poursuit par une suite de plongées dans différents thèmes liés à son éthique et ses conceptions de l'action individuelle et collective. Il analyse tout d'abord la place de la convivialité et de la solidarité, qu'il oppose à division, compétitivité et accaparement sans limites, et dénonce « l'excès d'une minorité génère l'insuffisance et la précarité de la majorité » (p. 17). Il va plus loin en énonçant des comportements inadaptés de l'humanité comme l'insécurité psychique, l'angoisse, mais aussi la structure pyramidale, l'avoir, le pouvoir et l'oppression.

De son regard analytique il critique ces postures, et d'une critique argumentée, qui dénonce le monde matérialiste, et l'oubli incompréhensible que « la terre est notre seule garante de notre vie et de notre survie » (p. 19), sans oublier l'industrialisation et le rendements. Il analyse les rouages du système sociétal actuel et insiste sur l'enfermement auquel il conduit, et qui induit une forme d'aliénation. La question de la croissance est au cœur de l'analyse systémique de l'auteur, en quête d'alternatives qui doivent en tout premier lieu prendre en compte que « les critères liés à la nature sont indispensables » (p. 23) et « la souffrance humaine » (p. 23). Il analyse les paramètres économiques et financiers actuels, et leurs interactions, et conclut que l'hyperconsommation ruine notre planète et « empêche que les besoins élémentaires de l'humanité soient équitablement satisfaits » (p. 25).

Il en appelle clairement à questionner nos comportements actuels pour ré-inventer un système, avoir une vision différente de la vie, qui place l'Homme et la Nature au cœur de nos préoccupations et l'économie à leur service ». Il insiste sur la nécessité de relocaliser l'économie, au service d'une relative autonomie locale, en terme d'agriculture, artisanat et commerces locaux, sans exclusion des échanges internationaux, ni des productions industrielles. Mais dans une priorisation de la micro-économie, qui permette de plus à chaque citoyen de pouvoir devenir acteur de l'économie. Mais le changement ne s'opèrera, et ne sera durable, que si chacun d'entre nous change dans ses actes quotidiens « pour atteindre générosité, compassion, éthique et équité » (p. 30). Il propose alors l'agroécologie comme alternative et démontre la nécessité d'un rapprochement Homme-Nature, et l'impact de nos comportements sur la nature et la planète, malgré notre dépendance vis à vis d'elles. Il souligne l'impact de l'urbanisation sur cette déconnexion avec la nature, et les

transformations en cours, pour la diversité et pour les changements climatiques, ou l'Homme peut être « *mis à mal ou éradiqué* » (p32). La nature restera maître du jeu. Ce constat amène bien à se rapprocher de la nature, et « *il n'est pas impossible que l'agriculture industrielle soit un jour déclarée catastrophe écologique et sociale majeure* » (p. 35). Cette agriculture impacte également sur notre alimentation, et donc notre santé. L'agroécologie ainsi bien contextualisée, est ensuite expliquée par l'auteur, comme alternative, et même antidote à l'agrochimie, qui affirme dans son titre qu'elle prend en compte « *deux nécessités : se nourrir et préserver la vie* » (p. 41). Il s'en réfère aux pratiques de nos origines, qui reconnaît le sol comme « *organisme vivant à part entière, et non un substrat neutre destiné à recevoir des engrais de synthèse* » (p. 42).

En conclusion l'auteur interroge sa raison, devant le petit nombre de personnes conscientes et volontaires pour un changement sociétal. Mais il ré-affirme son engagement « *parce qu'il n'est jamais trop tard pour agir* » (p45) mais « *qu'il est toujours trop tard pour quelqu'un* » (p. 45). Il en appelle à un sursaut de conscience.

## Un message...

L'auteur veut nous interpeller et livrer un mode d'emploi de mobilisation individuelle au service d'une conscience collective. Ce livre est didactique parce qu'il est un condensé de la pensée de l'auteur, un message concis et précis, qui synthétise son analyse du comportement humain, et son appel à la prise de conscience. Chacun peut et doit faire sa part. Ce message est simple, et largement understandable, dans le contexte actuel de complexité sociétale, et de défiance grandissante vis à vis des élus politiques et de la politique.

La puissance du colibri est un atout de taille pour marquer nos esprits, avec un conte simple à retenir et conceptuellement facile à comprendre. Merci aux légendes de leur simplicité, et aux clés de lecture de Pierre Rabhi, qui viennent nourrir nos cheminements personnels. Nous connaissons tous, tout ce qui est dit dans ce livre. Mais l'auteur nous livre son cheminement personnel de prise de conscience de colibri, comme parcours initiatique d'un questionnement personnel. Qu'importe si notre questionnement nous amène, ou pas, à adhérer aux opinions de l'auteur. L'important est de se questionner et d'agir. Un message didactique.

Sa posture affichée en faveur de la décroissance est réelle et concrète par la micro-économie et l'autonomie locale, facteur favorable à une réappropriation de la citoyenneté, et du citoyen-colibri qui vit en chacun de nous.

## **Petit traité de la décroissance sereine, Serge Latouche, Mille et Une Nuits, 2007**

Maryvonne GIRARDIN

OR2D, ESPE Clermont Auvergne

Serge Latouche est professeur émérite à la faculté de droit, économie et gestion Jean Monnet de Sceaux (Paris Sud). Il est directeur du Groupe de recherche en anthropologie, épistémologie de la pauvreté (GRAEEP).

Créateur de la revue M.A.U.S.S (Mouvement Anti-Utilitariste en Sciences Sociales), il est également l'un des fondateurs de la Revue d'étude théorique et politique de la décroissance Entropia. Il dirige depuis 2013 la collection *Les précurseurs de la décroissance* aux éditions Le Passager Clandestin.

Serge Latouche a été influencé par les idées de François Partant. Il a montré sa volonté de perpétuer la pensée de ce dernier en créant, et en présidant pendant plusieurs années, l'association « La ligne d'Horizon, les Amis de François Partant ».

Sa réflexion porte sur une dénonciation de l'orthodoxie économique et de l'utilitarisme. Il propose l'idée d'une « décroissance conviviale » en opposition à celle d'un développement trompeur ainsi qu'un concept d'« après-développement ».

Serge Latouche s'érige également en farouche opposant de la notion de développement durable qu'il qualifie d'imposture et d'ineptie.

### **Résumé**

Cet ouvrage fait suite à un premier volet intitulé « *Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative* » (Mille et une Nuits, 2004). Il se présente comme un manifeste contre le culte de la croissance en s'appuyant sur un condensé de la pensée de Latouche. La 4<sup>ème</sup> de couverture en fait une présentation sans équivoque « *La décroissance n'est pas la croissance négative. Il conviendrait de parler d'« a-croissance », comme on parle d'athéisme* ».

En mettant en évidence la face obscure de la croissance économique, Latouche délimite le territoire de la décroissance, de son champ d'action et de son impact sur le devenir. Elle est présentée comme une indispensable alternative à un développement non contrôlé s'appuyant sur des faux calculs (PIB, réduction de la population...).

Plus qu'un simple projet utopiste, la décroissance est déclinée sous la forme d'un véritable programme, avec ses facettes politique, sociale et économique.

## L'ouvrage

Son plan se compose de trois parties :

- Le territoire de la décroissance (définition, genèse, solutions illusoires...)
- La décroissance : une utopie concrète (idée révolutionnaire, cercle vertueux, défi pour les pays du Sud...)
- La décroissance : un programme politique (décroissance et programme électoral, *décroissance* et politique...)

**Dans la première partie**, Latouche souligne la montée du concept de décroissance, devenu objet de débat, qui se retrouve au cœur des contestations aussi bien à l'échelle locale, régionale qu'euro-péenne. Il en précise les limites, établit un parallèle avec d'autres concepts, clarifie la genèse afin de lever les fausses représentations induites par la terminologie et véhiculées par une médiatisation débridée.

La décroissance, qu'il qualifie lui-même de *slogan politique*, aurait une double origine. Elle serait liée d'une part à la *critique culturaliste de l'économie*, et d'autre part à sa *critique écologiste*. Plusieurs précurseurs (Gorz, Partant, Ellul, Charbonneau, Castoriadis, Illich) ont entrepris, dès les années soixante une réflexion sur la critique de la société de consommation et le cortège de leurres qui l'accompagne (progrès, science et technique).

Les objectifs de la décroissance sont multiples. Latouche met en avant l'objectif marqué de l'abandon d'une croissance effrénée avec ses conséquences calamiteuses sur l'environnement et les conditions de vie de l'humanité toute entière ; ensuite, la nécessité de fédérer tous ceux qui critiquent l'idée de développement et souhaitent réfléchir à un projet alternatif *pour une politique de l'après développement*.

Pour Latouche, la décroissance ne se présente pas comme la croissance négative. Dans un contexte où le ralentissement de la croissance provoque un mal-être perceptible, un taux de croissance négative ne pourrait qu'engendrer une catastrophe. Ce qu'il faut changer, ce sont avant tout les mentalités et les comportements, en réfutant notamment l'idée de *la croissance pour la croissance*. Avec la provocation qui le caractérise, Latouche affirme que *l'alternative est donc bien « décroissance ou barbarie ! »*.

Latouche rappelle que la décroissance n'a aucun lien avec le développement durable, qu'il qualifie à la fois d'un *pléonasme au niveau de la définition*, et d'un *oxymore au niveau du contenu*. Il cite Kempf qui note que le développement durable « *n'a pour fonction que de maintenir les profits et éviter le changement des habitudes en modifiant, à peine, le cap* ». Le développement est lui aussi critiquable lorsqu'il est synonyme de démesure, de course à la consommation, de dilapidation des ressources. Pour Latouche, il est impératif de donner une nouvelle orientation au développement avec le projet de la décroissance.

**Dans la deuxième partie**, Latouche donne un cadre à la décroissance. Aux « cercles vertueux de la croissance », contemporains des Trente Glorieuses, dont le bilan se serait avéré désastreux, il oppose *le cercle vertueux de la décroissance sereine*.

Ce cercle est défini par le précepte des « 8R » :

- **Réévaluer** : remplacer les valeurs dominantes de la société actuelle par des valeurs visant un mieux-vivre ensemble, où la solidarité primerait sur l'individualisme, le mieux sur le plus, la vie sociale sur la consommation à outrance...
- **Reconceptualiser** : le changement de valeurs signifie la redéfinition de concepts de base - richesse/pauvreté, rareté/abondance.
- **Restructurer** : adapter l'appareil de production et les rapports sociaux au changement de paradigme.
- **Redistribuer** : envisager la restructuration des rapports sociaux comme une rééquilibration du partage des richesses et de l'accès au patrimoine naturel, avec effet sur la réduction de consommation.
- **Relocaliser** : encourager la production locale, les circuits courts, limiter les déplacements de marchandises et de capitaux au strict nécessaire, favoriser l'ancrage territorial de la vie politique, culturelle et sociale.
- **Réduire** : limiter le gaspillage autant des biens consommables que des déplacements et des prestations (tourisme de masse). Traiter aussi l'addiction au travail liée à un productivisme aux conséquences catastrophiques. Retrouver le temps de vivre, d'agir en citoyen, de s'intéresser à la culture...
- **Réutiliser/Recycler** : envisager de donner une nouvelle vie aux objets usagés, encourager les entreprises à concevoir des programmes de recyclage.

Si ce cercle vertueux s'inscrit dans une utopie, celle-ci est conçue au sens noble du terme, dans le sens de la construction mentale d'un idéal, mais s'appuyant sur des idées concrètes et réalisables s'il y a volonté de les mettre en œuvre. Latouche s'appuie sur l'idée de *convivialité* d'Illich comme maillon indispensable de reconstruction du lien social. Il insiste également sur la relocalisation comme condition indispensable à la réussite du projet de décroissance, mettant l'accent sur la *démocratie écologique, l'autonomie économique, des initiatives décroissantes locales*. S'il n'est pas trop tard pour faire marche arrière dans certains domaines, il faut être vigilant quant aux représentations erronées. Pour beaucoup, rétrograder serait synonyme d'un retour à une forme d'obscurantisme, à une période particulièrement inégalitaire. Latouche précise que *la recette de la décroissance consiste à faire plus et mieux avec moins*.

Même si une réflexion théorique sur le projet de décroissance est nécessaire, une mise en application avec des propositions concrètes n'en est pas moins indispensable. C'est l'objet de **la troisième partie**. Si l'on considère la Décroissance sous l'angle de la politique, on peut s'interroger sur les contenus de son programme

électoral. Parmi les lignes essentielles, on peut citer : retrouver une empreinte écologique n'excédant pas l'équivalent d'une planète, en intégrant les nuisances liées aux transports (création d'écotaxes) ; favoriser les circuits courts de production ; restaurer l'agriculture paysanne ; favoriser la transformation de l'excédent de productivité en réduction de temps de travail et création d'emplois...

L'internalisation des dysfonctionnements écologiques et sociaux constitue le cœur de ce programme, avec une volonté de juguler les externalités négatives engendrées par la croissance. Les auteurs de ces dysfonctionnements devraient être taxés, et le montant de ces taxes répercutées sur les catégories les plus défavorisées. Cette réflexion met en avant un double avantage : d'une part la possibilité de rendre l'empreinte écologique plus soutenable ; d'autre part fournir à la collectivité des ressources et permettre des réinvestissements de reconversion indispensables à la modification du projet de société.

Selon les « objecteurs de croissance », cette modification de fond ne peut se faire sans envisager une réduction drastique du temps de travail avec deux objectifs – sortir de la croissance effrénée, et favoriser la création d'emplois. L'abandon du travaillisme engendré par la croissance permettrait de donner plus de place aux loisirs, mais loin de tout esprit mercantile, en favorisant l'accès à la culture sous toutes ses formes, en encourageant les pratiques artistiques, la réflexion scientifique... Un programme politique pour un mouvement révolutionnaire et anticapitaliste certes, ce n'est pas pour autant que la décroissance s'affiche sur la scène politique en tant que parti. Cette revendication est prématurée dans l'esprit des objecteurs de croissance, qui préfèrent peser dans le débat et faire évoluer les mentalités.

## Bibliographie de Serge Latouche (depuis 2004)

*Survivre au développement : De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Paris, Mille et Une Nuits, 2004, 119 p.

*L'Invention de l'économie*, 2005

*Le Pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006, 312 p.

*Petit traité de la décroissance sereine*, Paris, Mille et Une Nuits, 2007, 158 p.

*Sortir de la société de consommation*, Actes Sud, coll. « Les liens qui libèrent », 2010

*Vers une société d'abondance frugale : Contresens et controverses sur la décroissance*, Paris, Fayard - Mille et une nuits, 2011, 194 p.

*Bon pour la casse : Les déraisons de l'obsolescence programmée*, Arles, Actes Sud, coll. « Les liens qui libèrent » 2012, 146 p.

*L'âge des limites*, Mille et une nuits, 2012, 152 p.

*Jacques Ellul contre le totalitarisme technicien*, Le passager clandestin, 2013, 170 p.

***Un projet de décroissance : Manifeste pour une Dotation Inconditionnelle d'Autonomie (DIA )*** De Vincent Liegey, Stéphane Madelaine, Christophe Ondet et Anne-Isabelle Veillot, Eds Utopia, Paris, 2013

Clémentine RAINEAU

*Anthropologue, CHEC, MSH de Clermont-Ferrand*

Ce manifeste revigorant, issu d'un collectif d'Objectrices et Objecteurs de Croissance (OC) représenté par ses quatre auteurs, soutient la mise en place du puissant dispositif de transition vers une société non capitaliste que serait la « *Dotation Inconditionnelle d'Autonomie* » (DIA) - avec pour corollaire le Revenu Maximum Acceptable (RMA). Un texte clair qui semble construit en quatre parties : la première (chapitres 1-2) campe le décor théorique et réflexif de la Décroissance, aborde sa nécessaire émergence dans un monde dominé par le Mythe du progrès, la marchandisation et la finitude des ressources (pétrole, minerais), vecteurs d'inégalités, de précarités et d'insécurités. Dans la deuxième partie (chap. 3 à 5), les auteurs entrent dans le détail de la DIA, mêlant parfois dispositif et projet d'émancipation dans leur volonté de transmettre les possibles transformations induites par l'outil au niveau de l'habitat, de l'énergie, dans les domaines de la production, de l'éducation et de la santé. De nombreux exemples d'initiatives locales et collectives sont présentés, sans oublier les références et sites Internet. Le chapitre 5 propose trois scénarios pour la mise en place d'une DIA. Enfin, la quatrième partie (chap.6), dans une perspective didactique, résume les objections les plus communément émises contre l'idée d'une DIA chez les sceptiques.

Après un premier tour d'horizon historique et réflexif sur les limites inéluctables d'une idéologie de la Croissance (finitude des ressources, inégalités, asservissement salarié, pic pétrolier, dérèglement climatique), les auteurs nous invitent à arpenter les « *chemins de la Décroissance* » (p. 21). Il s'agit, non d'un retour à l'âge de pierre mais de « *réévaluer notre vision moderne du confort* » (p. 22). Pour cela, plutôt qu'à une prise de pouvoir, les auteurs invitent à lutter contre les pouvoirs grâce à l'invention et l'expérimentation de nouvelles formes d'organisation politique. C'est un des premiers objectifs de la DIA : rétablir pour le plus grand nombre la possibilité même d'une participation démocratique en libérant chacun-e de l'obligation salariale, afin de prendre le temps. Il n'est pas question ici de ne rien faire mais de reconnaître « *la contribution de chaque individu à la société, à travers l'ensemble de ses activités, notamment non marchandes* » (p. 40).

Construire collectivement une « *décroissance choisie* » en un mouvement à quatre temps superposables : œuvrer à la décroissance des inégalités en assurant « *à toutes et tous une vie décente* » (p. 37) tout en accompagnant la transition vers des « *modes de vie soutenables* » (p. 39) ; assurer l' « *autonomie du citoyen, [la] réappropriation de ses choix de vie* » (ibid) ; « *restructurer l'économie autour du local* » (ibid) et enfin, décoloniser les imaginaires et construire un idéal à atteindre ensemble.

Mais de quoi s'agit-il plus concrètement ? La DIA est une Dotation Inconditionnelle d'Autonomie que tout-e citoyen-ne recevrait sans condition de sa naissance à sa mort, cumulable avec tout autre revenu. Loin d'être une généralisation sans condition de l'actuel Revenu de Solidarité Active (RSA), la DIA se présente comme un outil de désaliénation (vis-à-vis du travail salarié, du mythe du progrès et de d'une idéologie capitaliste mortifère et sans avenir) favorisant l'autonomie et l'exercice de la citoyenneté car « *la démocratie est avant tout une pratique quotidienne* » (p. 70). La composition de cette DIA (cf. le tableau de synthèse, p. 43-46) nous en apprend plus sur ses objectifs concrets et les moyens d'y parvenir. En effet, il ne s'agit pas d'un simple versement de subsides visant à couvrir les besoins vitaux de chacun. La DIA comprend, certes, une part de monnaie nationale mais également une part de monnaie locale fondante (c'est-à-dire, se dépréciant avec le temps) et une part de « *droits de tirage* », autrement dit un droit d'accès gratuit aux ressources et biens fondamentaux (m<sup>3</sup> d'eau, kWh d'énergies, m<sup>2</sup> d'habitat, km de transport, alimentation, vêtements, sois, services publics, etc.) dont les seuils seront définis collectivement. La présence de monnaie locale permet d'envisager la DIA comme un outil de « *relocalisation ouverte* » des productions, échanges et lieux de vie dont l'objectif est de parvenir à une « *souveraineté énergétique, alimentaire et matérielle* » (p. 69). Une « *relocalisation ouverte* », car il n'est pas question de protectionnisme ni de replis identitaire mais de faire vivre, tout en aménageant des territoires, l'hospitalité et la rencontre de l'Autre.

Dans ses objectifs égalitaires, la DIA est indissociable d'un « *Revenu Maximum Acceptable* » (RMA). Ce plafonnement des plus hauts revenus permet en outre, à la fois de réduire l'impact écologique des plus riches mais participe aussi à la décolonisation des imaginaires, faisant disparaître des modes de vie insoutenables et avec eux, les frustrations qu'ils engendrent chez les plus pauvres.

La DIA, libératrice car assurant les besoins fondamentaux de chacun-e, permet de s'affranchir de la centralité du travail salarié, par la reconnaissance du « *tiers secteur* » (activités associatives, non-marchandes). Elle entraîne un nécessaire débat collectif sur les biens communs - et, à terme, sur la notion même de propriété -, sur la répartition des travaux pénibles. Outil de transition vers une « *Décroissance choisie* » - en lieu et place des récessions économiques aujourd'hui subies - les scénarii de mise en place progressive de la DIA que nous proposent les auteurs (extension des alternatives, Revenu Inconditionnel d'Existence, réduction du temps de travail)

s'intègrent aux initiatives de transition locales et collectives (éco-habitat, Amaps, monnaies locales, universités populaires, etc.) qui se déploient ici et là sur la planète.

Souhaitons que ce manifeste, alternative puissante à la montée des ressentiments, des intolérances et de la xénophobie, saura convaincre citoyens et élus de soutenir et de participer aux transitions en marche « *vers de nouveaux modèles de sociétés soutenables et souhaitables basés sur la Décroissance* » (p. 141).

## Sommaire du n°1

« L'éducation au développement durable », mars 2013

*Au fait, Education au développement durable, ça veut dire quoi*

Francine Pellaud, HEP de Fribourg (Suisse)

*A la recherche de fondements pour une écocitoyenneté : le passage obligé du développement durable ?*

Lucie Sauvé, Uqam Montréal

*L'Education au développement durable, une affaire de représentation*

Arnaud Diemer, UBP Clermont (OR2D, TRIANGLE, CERDI, ACTé)

*L'éducation au développement durable : la difficulté de concevoir une action éducative interdisciplinaire*

Agnieszka Jeziorski, Annie Ludwig-Legardez, Aix Marseille Université

*Quelles postures épistémologiques pour une éducation au développement durable ?*

Jean Simonneaux, EFTS, ENFA, Université de Toulouse

*Le curriculum sournois de l'éducation au développement durable : l'exemple de l'usage de certains concepts économiques*

Yves Alpe, Alain Legardez, Aix Marseille Université

*L'éducation au développement durable en prise avec la rhétorique, l'analyse de discours et l'argumentation*

Lamria Chetouani, IUFM de Bretagne

## Fiches de lecture

*Pour une éducation au développement durable, Francine Pellaud, 2011*

Didier Mulnet (OR2D, IUFM Auvergne)

*Un projet pour éduquer au développement durable, Gérard de Vecchi, Julien Pellegrino, 2008*

Mayvonne Girardin, Yannick Rafaitin (OR2D)

*Démarche Agenda 21 d'établissement d'enseignement et de formation, Isabelle Gaborieau, Christian Peltier, Educagri, 2011*

Arnaud Diemer (OR2D, TRIANGLE, CERDI, ACTé)

## Sommaire du n°2

« Ecodéveloppement et développement durable », octobre 2013

*Plaidoyer pour l'écodéveloppement*

Ignacy Sachs, Directeur honoraire de l'EHESS

*L'écodéveloppement comme fondement d'une économie politique du développement durable ?*

Eric Berr, Université de Bordeaux IV

*Développement durable plutôt qu'écodéveloppement : Le nouveau « gadget idéologique » de l'occident ?*

Arnaud Diemer, OR2D, UBP Clermont-Ferrand

*Ecodéveloppement et souveraineté alimentaire : Quels enjeux pour le Sud ?*

Catherine Figuière, Renaud Metereau, UPMF Grenoble

*Marchandisation de la nature vs préservation du bien commun*

Jean Marie Harribey, Université Bordeaux IV

*Les malentendus du développement durable*

Richard Emmanuel Eastes, ESPCI ParisTech

Francine Pellaud, HEP Fribourg

## Fiches de lecture

*La troisième rive, Ignacy Sachs*

Nicolas Buclet, UPMF Grenoble

*L'écodéveloppement de l'Amazonie : stratégies, priorités de recherche, coopération internationale, Ignacy Sachs*

Christel Marquat, OR2D, UBP Clermont-ferrand – ESPé Clermont Auvergne

*Agroécologie, entre pratiques et sciences sociales, D. Van Dam, M. Streith, J. Nizet et P.M Stassart*

Isabelle Gaborieau, OR2D, Réseau Agenda 21 des Etablissements Agricoles Publics de Picardie

## Sommaire du HS n°1

### « Développement durable et responsabilité sociétale des entreprises », décembre 2013

*Les politiques de Développement durable doivent-elles impliquer les entreprises ? La RSE est-elle le moyen approprié à cette relation nouvelle Etats entreprises ?*

Patrick D'Humières, Institut RSE

*De la RSE à la Responsabilité Sociétale et Territoriale des Organisations (RSTO)*

Arnaud Diemer, Christel Marquat, OR2D, ACTé, UBP Clermont-Ferrand

*Un exemple de gouvernance par la RSE, le cas d'une grande maison de négoce du Cognac*

Anne Marie Dumas, Université de Poitiers, Ruralités.

*La responsabilité sociale d'entreprise et les pays pauvres : quelle adaptation aux réalités sociales ? L'exemple du Sénégal*

Bruno Boidin, CLERSE, Université de Lille 1

*Des stratégies environnementales responsables : Enquête qualitative dans l'industrie algérienne*

Mohammed Amine Mehdi Khelladi, EPSECG Oran, LAREGE, Université Oran

*Responsabilité sociétale des multinationales en Afrique Subsaharienne*

*Réalités et controverse. Cas du groupe AREVA au Niger*

Hamadou Daouda Youssoufou, LAREfi – Université Bordeaux IV

*L'idée de RSE : Enjeux d'une bonne gouvernance et défis du développement durable*

*Quelques recommandations pour l'entreprise algérienne*

El Hadi Boukalkoul, Réda Djaouahdou, Université Badji Mokhtarn Annaba

## Fiches de lecture

« Construire l'entreprise de demain » de Monique Gouiran

Nathalie Garcia, OR2D

« La responsabilité sociétale, oser la vertu » de Fabienne de la Chauvinière

Aurélie Servejean, OR2D

« Manager la responsabilité sociétale de l'entreprise » de Jean Pascal Gond et Jacques Igalens

Seydina Niang, ESPE Clermont Auvergne

« La responsabilité sociétale de l'entreprise » de Michel Capron

Elsa Chenaud, OR2D

« La responsabilité sociétale de l'entreprise » de Michel Capron

Alexandra Vanessa Pierre, ESPE Clermont Auvergne

« Vers l'innovation responsable » de Marc Ingham

Clarisse Gimat, ESPE Clermont Auvergne

« La responsabilité sociétale des entreprises, défis, risques et nouvelles pratiques » de Jacques Igalens

Jean Baillon Bigohe, Université de Kinshasa – UNIKIN (RDC), OR2D

---

**Pour commander la revue ou vous abonner**

Tarifs 2014

Vente au numéro pour libraires et particuliers : 10 euros TTC (port non compris)

Chèque ou virement international à faire à l'ordre de l'*Observatoire des représentations du développement durable (OR2D)*.

**Abonnement : 2 numéros (mars et septembre) et un numéro spécial**

Pour la France : 40 euros

Pour l'étranger : 60 euros

Version électronique : 20 euros

Contact: Arnaud DIEMER, *Observatoire des représentations du développement durable (OR2D)*, ESPé Clermont Auvergne, 36 avenue Jean Jaurès, 63400 Chamalières.

Téléphone : 00.33.(0)6.72.25.04.75

[Secretariat@or2d.org](mailto:Secretariat@or2d.org) ou [arnaud.diemer@or2d.org](mailto:arnaud.diemer@or2d.org)

Observatoire des représentations du développement durable (OR2D)  
36 avenue Jean Jaurès  
63400 Chamalières  
Impression Chaumeil, Clermont-Ferrand, France

ISSN : 2269 - 1464

Numéro 3 réalisé par Fabienne Baudot et Arnaud Diemer